

Science et conscience

« *Albert Einstein :
l'homme, l'œuvre, le mythe* »

Ouverture

**Jean-Claude GUIBAL,
Député-Maire de la ville de Menton**

- Le journaliste François de CLOSETS s'est spécialisé dans la vulgarisation du savoir scientifique. Il a collaboré à plusieurs grands journaux et au magazine « Science et avenir », ainsi qu'à des émissions scientifiques, comme « Les grandes énigmes de la science ». Il vous présentera l'homme qu'était Albert Einstein.
- Françoise BALIBAR, qui a été professeur de physique à Paris VII et responsable au CNRS de l'édition des 6 volumes des œuvres choisies d'Albert Einstein, vous présentera ses travaux.
- Jean-Marc LEVY-LEBLOND, Professeur émérite de l'Université de Nice, depuis 2002 et Directeur de programme au Collège International de Philosophie, nous parlera du mythe qui s'est construit autour d'Albert Einstein.

Albert Einstein : l'homme

François de CLOSETS

Je pourrais vous dérouler la chronique fidèle des événements de la vie d'Albert Einstein, mais je ne le ferai pas. La vie d'Einstein, que je me suis « appropriée », m'a attiré en raison de son architecture romanesque. Je vous en présenterai ma propre vision. Elle revêt également une dimension historique, de sorte que l'histoire collective se projette dans un destin individuel. Un roman est d'abord un personnage, qui veut se forger un destin – et un destin contrarié. En effet, le destin d'Albert Einstein sera brisé par l'Histoire.

Né en 1879, Einstein passe son enfance à Munich, c'est-à-dire en Allemagne du Sud, culturellement différente de la Prusse. Il est originaire d'une famille juive en rupture avec la tradition, qui adhère à l'esprit des lumières et à l'empire germanique. Son père se lance dans les affaires, son oncle est de formation scientifique. Le petit Albert affirme très tôt une vraie personnalité. On dit qu'il n'a parlé qu'à 4 ans. C'était un enfant solitaire, réfléchi et doté d'un fichu caractère. Sa vocation s'affirme très tôt. Après une crise de mysticisme biblique, il devient libre-penseur et se passionne pour la science. A l'école, il ne veut apprendre que ce qui lui plaît, vit dans la certitude rationnelle et passe toute idée au crible de la raison. Il refuse ainsi la méthode du « parcourir », si bien qu'il prend du retard dans les humanités et affronte ses professeurs. Il découvre par

lui-même les disciplines de la raison, y trouve son bonheur et prend, en autodidacte, une avance de plusieurs années.

Il est donc en porte-à-faux avec le système scolaire. Parallèlement, ses parents, à la suite de mauvaises affaires, se sont installés en Italie, le laissant seul à Munich pour passer son bac. Lassé des « programmes imbéciles » qui lui sont imposés, il décide de rejoindre ses parents à Milan, ce qui revient, à l'âge de 15 ans, à abandonner ses études et la nationalité allemande, car le service militaire est obligatoire à partir de 16 ans.

Ses parents réussissent à le convaincre de tenter le concours de l'institut polytechnique de Zürich. Il est recalé, faute de préparation. Cependant, les professeurs, éblouis par ses copies de mathématique et de physique, l'encouragent à se représenter. Un an plus tard, bac en poche, Einstein réussit effectivement le concours. Quelques mois après, il s'est mis à dos tous les professeurs, qui le trouvent détestable. Cela peut s'expliquer par le fait qu'il se considère déjà comme un chercheur et s'intéresse non pas à ce que la science sait mais à ce qu'elle ne sait pas.

Albert Einstein est profondément hostile au système éducatif, cependant, pour devenir chercheur, il doit faire une thèse et se faire embaucher comme assistant par un professeur. Tous refusent, s'y bien qu'en 1901, Einstein se retrouve au chômage. De surcroît, il est amoureux d'une de ses condisciples de nationalité serbe. Enceinte, elle repart en Serbie accoucher en secret. On ne découvrira cet épisode qu'en 1987.

Albert Einstein sort de cette période difficile en devenant fonctionnaire au bureau de la protection industrielle de Bern, chargé d'examiner les brevets. Il obtient un poste de stagiaire et apprécie son métier, bien qu'il ne corresponde pas à ses objectifs. A cette époque, il a déjà lancé la « machine à penser » et ne songe qu'à résoudre les grands problèmes qui déchirent la physique. En 1905, bien que dépourvu de tout statut de chercheur, il publie 5 articles dans la plus grande revue de physique mondiale et cela, grâce à la clairvoyance de son directeur, Max Planck, l'un des plus grands physiciens du monde. En 1909, il quitte son emploi et commence une carrière universitaire.

Progressivement, ses publications font sa renommée, les plus grandes universités d'Europe le sollicitent et il se lance dans l'étude de la question de la gravitation que les physiciens croient résolue depuis Newton. Il juge la théorie incohérente et se lance dans la relativité généralisée. Il s'agit d'unifier la physique en la soumettant tout entière aux règles de la relativité. Il n'y parviendra qu'en 1915, après 7 ou 8 ans de travail. En 1916, il présente sa nouvelle théorie et, en 1919, Einstein est un physicien reconnu par ses pairs comme l'un des plus grands. L'Allemagne l'a fait venir et il peut chercher dans les domaines de son choix. Il n'a rien concédé, ni renoncé à ses idées pacifistes.

Le 6 novembre 1919, une expédition astronomique anglaise vérifie l'exactitude de la théorie de la relativité généralisée à l'occasion d'une éclipse de soleil. L'annonce est solennelle et joue le rôle de détonateur, lui donnant ainsi accès à une renommée universelle. Inconnu en 1917, il connaît un triomphe aux Etats-Unis en 1921. En un an, il devient l'homme le plus célèbre de son temps. Il vivra désormais sous les feux de la rampe, ce qu'il n'avait jamais souhaité. D'autre part, alors qu'il n'avait pratiquement pas eu, jusqu'alors, conscience d'être juif, il se retrouve la cible des attaques antisémites des années 20. Il devient alors un des défenseurs du peuple juif. Il soutient le mouvement sioniste, dénoncera le péril nazi et aidera sa « tribu ».

A partir de 1925, se développe une nouvelle physique de l'infiniment petit, qui semble contredire les principes épistémologiques sur lesquels il a lui-même fondé ses découvertes. Alors que l'ensemble des physiciens adhèrent à la cohabitation de deux physiques qui fonctionnent, l'une pour le monde macroscopique et l'autre pour le monde microscopique, il s'inscrit en faux : il exige une physique unifiée, exigence non partagée par les autres physiciens. A partir des années 30, ceux-ci se détournent progressivement de lui. Il conduit ses recherches en solitaire, de 1930 jusqu'à la fin de sa vie, pour essayer de trouver la physique qui dépasserait la rupture entre les deux physiques.

En 1939, on découvre la fission nucléaire, en Allemagne, dans le contexte de la montée du nazisme. En quelques semaines, les rares physiciens qui s'occupent de ces questions comprennent que cette découverte recèle la possibilité d'une bombe atomique. Or ce sont en général des juifs immigrés aux Etats-Unis, qui essaient en vain d'alerter les autorités militaires américaines sur le danger que représente cette découverte faite en Allemagne. Ils pensent alors qu'Einstein, bien que mis de côté par la communauté scientifique, pourrait avoir plus d'influence qu'eux du fait de son immense popularité. En juillet 1939, ils le rencontrent avec l'intention de lui faire signer une lettre alertant le Président américain.

Einstein n'est que peu informé des découvertes sur la fission nucléaire. Il a certes posé la théorie $E=mc^2$, mais en affirmant haut et fort qu'il ne s'agissait que d'une théorie et qu'il n'était pas question d'aller prendre de l'énergie dans l'atome. Bien que pacifiste « enragé », Einstein signe le courrier. Ainsi, il ne participera nullement à la fabrication de la bombe atomique mais en supportera la responsabilité.

Son destin personnel est donc aussi celui d'un siècle, né dans les plus grandes espérances et qui s'est ensuite fracassé dans la barbarie des nationalismes et des totalitarismes.

Albert Einstein : l'œuvre

Françoise BALIBAR

Mon propos consistera à rectifier quelques semi-vérités à propos de l'œuvre d'Albert Einstein.

Premièrement, on entend souvent dire qu'Einstein a révolutionné la physique. Cela est faux, car l'idée de faire table rase est erronée pour se représenter le progrès scientifique. On pourrait d'ailleurs dire qu'Einstein est le dernier des physiciens classiques. Il marque la fin d'une manière de faire de la physique.

Deuxièmement, on associe le nom d'Einstein à la relativité, on entend souvent : « tout est relatif, comme dirait Einstein », alors qu'il n'a jamais rien dit de tel. Einstein ne doit pas être identifié à la théorie de la relativité : il a réalisé beaucoup d'autres choses. En particulier, il a ouvert une nouvelle ère dans la physique. C'est en cela qu'il est révolutionnaire.

En 1905, il publie 5 articles, qui tous, ont bouleversé la physique. Le premier, publié en mars 1905, ne porte pas sur la relativité, mais sur la lumière. Il y montre que la lumière n'est pas ondulatoire, comme le son, mais qu'elle ne relève pas que du continu. Dans certaines circonstances expérimentales liées au rapport de la lumière avec la température, la lumière doit être considérée comme un ensemble de quantités insécables (photons). Ces circonstances particulières sont celles qui consistent à produire de la lumière en chauffant un corps. Des physiciens de Berlin avaient déjà étudié la question et établi des résultats expérimentaux sur la répartition de la lumière selon la température. Max Planck avait établi une formule empirique permettant de rassembler les résultats expérimentaux en une seule formule, sans pour autant l'expliquer. En 1905, Einstein reprend ce problème, pour des raisons qu'on ne connaît pas. Il étudie la situation dans laquelle les physiciens de Berlin ont travaillé, avec un four maintenu à température constante, où les atomes des parois et de l'air contenu à l'intérieur produisent de la lumière. Einstein effectue un calcul simple : la variation de l'entropie dans une certaine transformation, en diminuant le volume du four. L'entropie permet, du côté de la matière, de mettre en rapport le niveau microscopique des atomes avec le niveau macroscopique (le nôtre) et les grandeurs dont traite la thermodynamique (dynamique de la chaleur). La forme mathématique qu'il obtient est strictement la même que la variation de l'entropie dans la même transformation d'une boîte portée à température T dans laquelle on a placé des atomes. Einstein est saisi par le fait que deux situations identiques, l'une

portant sur la matière, qui relève du discontinu, et l'autre sur la lumière, dont chacun pense qu'elle relève du continu, aboutissent à la même formule mathématique dans le calcul de la variation de l'entropie. Il considère que ce ne peut être le fruit du hasard et propose une interprétation, en précisant que, si celle-ci est fautive, il faudra trouver un jour une explication. Cela revient à un credo de physicien. Ainsi, la lumière, au lieu de remplir tout l'espace de son énergie, est distribuée dans l'espace en grains énergiques, à l'instar de l'énergie des atomes.

C'est là la grande révolution opérée par Einstein en 1905. Il fait le premier pas dans le domaine de la théorie quantique, développée par les physiciens de la génération suivante et sur laquelle repose toute notre civilisation. Dans son article, il précise que sa théorie pourrait expliquer l'effet photoélectrique.

Einstein a développé cette théorie car il était choqué par la profonde division qui traversait la physique, et s'interrogeait sur l'interface entre lumière et matière, quand la matière produit de la lumière ou en absorbe. Il estime avoir levé un coin du voile, en ayant trouvé des circonstances dans lesquelles la lumière semble avoir une structure discontinue atomique.

En 1905, sa préoccupation majeure est pourtant la même que celle des autres physiciens, et porte aussi sur le statut de la lumière. Si l'on était si persuadé à l'époque que la lumière était continue, c'est parce qu'il existait une théorie excellente, d'une rigueur et d'une précision extraordinaire, de Maxwell, qui donnait une forme mathématique à ce continu. Mais cette théorie était en contradiction avec un principe fondamental, celui de la relativité, sur lequel toute la théorie de la matière avait été fondée depuis Galilée. Selon ce principe de relativité énoncé par Galilée, les choses se passent « de la même façon dans un bateau à quai que dans un bateau qui vogue vers Alep », à condition qu'il aille à vitesse constante. Autrement dit, les lois de la nature sont les mêmes dans deux référentiels par rapport auxquels on se déplace, et qui peuvent être en translation (c'est-à-dire en mouvement rectiligne et uniforme, à vitesse constante).

Or justement, Maxwell, qui était persuadé que tout était matériel, y compris la lumière, avait été obligé de supposer qu'il existait un milieu pour la propagation de la lumière : l'éther, équivalent à l'air qui porte le son, ou à l'eau qui porte les vagues. On ne trouvait à cet éther aucune des caractéristiques matérielles ordinaires. Seulement, cet éther était immobile et les équations de Maxwell ne valaient qu'en son sein. Ainsi, la théorie de Maxwell ne pouvait plus être énoncée de la même façon dans un référentiel en mouvement, ce qui est contradictoire avec les lois de la physique.

Einstein cherchait, comme tout le monde à la même époque, à se débarrasser de l'éther, de même que Poincaré ou Lawrence. Quand il a découvert que, dans certaines conditions, la lumière relevait du discontinu, je pense qu'il a vu là la possibilité de supprimer l'éther. Il a donc bâti une théorie pour que la théorie de la lumière et la théorie de la matière soient toutes les deux conformes au principe de relativité, en court-circuitant d'emblée l'éther. L'article sur la relativité commence par un paradoxe, et indique rapidement ne pas faire référence à l'éther car il n'existe pas. Einstein pose comme principe, ou supposition, que la lumière est soumise elle aussi au principe de relativité, et qu'il convenait de modifier nos conceptions du rapport entre l'espace et le temps.

L'espace relatif est une notion qui nous est familière : dans un train reliant Paris à Marseille, la distance qui vous sépare de la fenêtre reste constante pendant tout le trajet, tandis que la distance qui vous sépare de la gare de Lyon n'est pas la même suivant que votre référentiel est le train en mouvement ou la terre. Le post-scriptum de cet ensemble correspond à $E=mc^2$, qui était déjà dans l'air à l'époque.

La relativité générale est générale pour la raison suivante. Dans la théorie précédente, on raisonne en translation uniforme. Einstein a voulu généraliser le principe de relativité à tous les référentiels, qu'ils soient en translation uniforme les uns par rapport aux autres, et cela, pour englober la gravitation au sein d'une théorie générale de la nature.

Je n'évoquerai qu'un résultat de cette théorie, mathématiquement plus compliqué que la théorie de la relativité restreinte : l'espace, ou plutôt l'espace-temps, est déformé et modifié par les objets qu'il contient. Ainsi, autour du soleil, l'espace est déformé, de la même façon qu'un pamplemousse placé sur une toile y creuse un trou. Einstein aboutit à cette conclusion, puis s'aperçoit qu'il a fondé une nouvelle cosmologie. En 1918, Einstein constate que la théorie de la relativité générale est en fait une théorie de l'univers. C'est d'ailleurs sur la cosmologie et l'astrophysique que les héritiers d'Einstein travaillent le plus.

A mon avis, Einstein est plus grand, ou aussi grand, par ses erreurs que ses réussites. Ses erreurs correspondent en général à des objections qui ont obligé les autres physiciens à penser à des choses auxquelles ils n'avaient pas pensé. Einstein a donc façonné intellectuellement le siècle pour les physiciens, à la fois par ce qu'il a fait avancer et par ses hésitations et ses doutes.

Albert Einstein : le mythe

Jean-Marc LÉVY-LEBLOND

Einstein, au cours du XX^{ème} siècle, a acquis une dimension mythique, ce qui n'est pas le cas d'autres très grands physiciens, dont vous avez entendu parler ou non et dont le centenaire de la naissance ou des œuvres ne donnera certainement pas lieu à des commémorations aussi importantes. Il semble donc important de s'interroger sur les raisons qui ont propulsé Einstein à cet état mythique, et qui ne peuvent être limitées à l'importance de son œuvre scientifique. Du point de vue des physiciens, Einstein est à égalité avec Galilée et Newton, mais aussi avec un scientifique tel que Maxwell, qui n'est pas très connu par le grand public.

Pourquoi Einstein a-t-il acquis une telle dimension ? Comme tous les mythes, celui-ci est surdéterminé. Pour accéder à la célébrité, un fait suffit. Pour accéder à une dimension mythique, il faut une convergence de plusieurs phénomènes.

Dans le cas d'Einstein, on peut dénombrer quatre aspects de sa dimension mythique, que je vais expliciter en partant de l'intérieur de son œuvre pour aller vers le contexte social qui l'a entouré.

Premièrement : l'œuvre scientifique d'Einstein a atteint une dimension publique à partir de 1919, à la suite de phénomènes historiques et politiques liés à l'influence croissante des médias. De manière extrêmement brutale, le grand public a pris conscience que l'espace et le temps n'étaient pas ce que l'on croyait. Paradoxalement, ce n'est certainement pas avec Einstein que ce décalage avait commencé, mais avec la physique moderne, donc avec Galilée. L'idée de relativité naît en effet au début du XVII^{ème} siècle. La nouveauté radicale que l'on attribue à Einstein n'est, pour beaucoup, que l'effet différé d'une sorte de « bombe à retardement », préparée depuis 4 siècles. Ajoutons que, parmi les énoncés découlant de la relativité einsteinienne, se trouve celui-ci : la vitesse dite de la lumière est une vitesse limite, pour tout transport d'objet ou d'information. Or cette révélation choquante intervient précisément au moment d'une accélération gigantesque des vitesses : trains, avions, signaux électromagnétiques.

La deuxième dimension est de nature sociologique. Einstein travaille comme Newton, c'est-à-dire tout seul. Il n'a pas fait école, il a peu d'élèves, il n'a pas fait de carrière universitaire, au moment même où la science passe d'un statut artisanal, assez solitaire, à une activité collective. Einstein fait figure du dernier « savant » auquel on peut attribuer ce terme. Il renvoie à un type d'exercice de la science qui s'éteint quasiment avec lui. Ses collègues plus jeunes travaillent dans des conditions extrêmement différentes, dans des « entreprises scientifiques ». Einstein est ainsi l'arbre qui cache la forêt. Il est le scientifique le plus célèbre de son temps au moment même où la science se révèle comme profondément différente de ce qu'elle a été jusque-là. Il n'est en aucun cas représentatif de la science de son époque. Or on persiste à penser la science comme exercée par des génies, à l'instar des grands artistes, alors qu'elle est devenue une discipline collective. Le mythe masque la réalité du travail scientifique. On touche là à la dimension sociologique et idéologique du mythe einsteinien.

La troisième dimension est de type culturel. Au moment même où la relativité einsteinienne met en cause la notion de simultanéité, son mythe est une expression de la simultanéité dans l'ordre culturel ! Ce n'est pas un hasard si la grande période de productivité einsteinienne est aussi celle de bouleversements culturels profonds, dans tous les domaines : la peinture, la littérature, la musique, l'architecture, etc... La figure d'Einstein va jouer un rôle d'emblème. Elle va d'ailleurs être saisie, par des courants littéraires et picturaux, comme une sorte de référence. Cependant, jusqu'en 1919, Einstein est totalement ignoré en dehors du milieu des physiciens.

La quatrième dimension, qui conditionne les autres et les sous-tend, est la dimension politique. Einstein est une figure profondément emblématique du XX^{ème} siècle, à travers ses drames et ses tensions. Revenons sur deux moments-clés, liés aux deux guerres mondiales.

Pendant la première guerre, Einstein est quasiment le seul des scientifiques allemands à résister à la vague chauvine. Il refuse de signer un appel ultranationaliste signé par la plupart des autres grands noms. On assiste d'ailleurs au même phénomène chauviniste en France, dans tous les milieux intellectuels. D'où l'importance que prend la figure d'Einstein à l'issue de la première guerre mondiale. La jeune République de Weimar, en effet, a peu d'intellectuels présentables vis-à-vis du reste du monde. L'Allemagne sera longtemps laissée en quarantaine. Einstein va donc accepter de jouer un rôle d'ambassadeur intellectuel et culturel. Il était d'ailleurs lié d'amitié avec le ministre des affaires étrangères de la République de Weimar, qui lui confie comme mission de donner une image acceptable de la nouvelle Allemagne. Cette dimension est déterminante dans les voyages qu'il accomplit à partir de 1920. Il accède à la notoriété en 1919, au lendemain de la guerre, alors que le « plus jamais ça » trouve à se focaliser sur un certain nombre d'emblèmes, dont Einstein.

Le second épisode clé correspond à la seconde guerre mondiale. François de Closets a souligné le rôle qu'Einstein, pacifiste, a joué dans le déclenchement de la production de l'arme nucléaire. C'est un drame absolu. En 1945, on sait déjà depuis un certain temps que l'Allemagne n'a pas l'arme nucléaire, si bien que, nombre des physiciens qui ont participé au projet de construction de l'arme nucléaire aux Etats-Unis considèrent qu'il n'est plus besoin de cette arme et réfléchissent à la manière de convaincre le pouvoir d'y renoncer. Or Einstein est le seul à pouvoir accéder au niveau le plus élevé du pouvoir. Les mêmes physiciens qui ont rencontré Einstein, en 1939, lui ont demandé d'écrire à Roosevelt pour le convaincre de faire fabriquer la bombe, retournent le voir pour le motif inverse. Cette seconde demande n'a pas été écoutée. Nul ne sait ce que Roosevelt, qui la reçoit 15 jours avant sa mort, aurait décidé. En tout état de cause, Truman, qui lui succède, ne tient pas compte des réticences des producteurs de la bombe.

Cette tragédie d'Einstein, que l'on dit parfois « père de la bombe », pour des raisons politiques et non pas physiques, sous-tend largement sa dimension mythique.

Table ronde

François de CLOSETS

J'aimerais insister sur la paradoxale popularité d'Einstein. Je suis journaliste scientifique depuis 40 ans et je connais les difficultés à intéresser le grand public à la physique. Or Einstein est populaire. Fernand Reynaud a fait rire la France entière en mettant en scène un adulte et son petit garçon qui parlaient d'Einstein. A cette époque, tous les Français connaissaient suffisamment ce dernier pour trouver ridicule une personne qui ne le connaissait pas.

En outre, le mouvement de popularisation d'Einstein a été très rapide et il est lié, de mon point de vue, au choix du terme de relativité, qui revient à Max Planck. Le terme de relativité est bien perçu, car il est le contraire de l'absolu. La relativité cristallise une certaine espérance progressiste et humaniste. Le message d'Einstein est ainsi mythifié et se répand en une année, à une époque où les médias étaient beaucoup moins nombreux qu'aujourd'hui. Je me demande si la théorie de la relativité ne catalyse pas le besoin d'espérance de la conscience universelle. Les forces de progrès se sont reconnues dans le terme de relativité et ont adhéré à la théorie d'Einstein.

Françoise BALIBAR

Le terme de relativité n'a pas été employé par Einstein à l'origine. Il a eu un certain retentissement, car il est proche du terme de relativisme, qui permet de penser que tout est relatif et qu'il n'est pas nécessaire de chercher la vérité. Or la théorie de la relativité consiste à s'abstraire du fait que toute connaissance ne peut être que relative. Il s'agit de chercher un point commun dans le désordre de la connaissance.

De mon point de vue, l'engouement pour ce terme est lié à des malentendus. Je ne considère pas la relativité comme porteuse d'espoir. Elle est au contraire source de confusion.

François de CLOSETS

Je partage votre point de vue. Einstein voulait parler de la théorie des invariants, mais son idée a été fortement déformée. On peut considérer qu'il a incarné le mythe d'un humanisme progressif et moderne qui s'opposait à l'absolu et au fanatisme.

Jean-Marc LEVY-LEBLOND

Les mythes sont tous liés à des malentendus. Dans le cas présent, l'acception dans la langue courante du terme de relativité diffère de l'acception dans le langage scientifique. Il aurait été préférable de parler de théorie des invariants, car l'intérêt de la théorie de la relativité réside dans ce qui est absolu. Einstein lui-même trouvait que le choix du terme était mauvais.

Par ailleurs, Einstein s'est trouvé au cœur des tensions du XX^{ème} siècle et on le constate notamment dans son rapport avec le sionisme. Son seul but était la civilisation et l'intégration de tous. Il pensait, comme d'autres à cette époque, que les hommes devaient oublier leurs racines pour aller de l'avant et vivre ensemble. Il s'est rallié, dans le contexte de la montée du nazisme, au sionisme car il ressentait le besoin de protéger une communauté faisant partie de l'humanité. Toutefois, il a été sensible aux tensions entre les arabes, qui occupaient la terre d'Israël depuis

plusieurs siècles, et les juifs nouveaux venus ou revenus qui commençaient à constituer des colonies. Il a écrit sur ce thème des lettres très intéressantes. Il comprenait le désir de certains d'avoir une terre qui leur appartienne, mais souhaitait imaginer autre chose qu'un Etat tel que ceux qui étaient constitués à cette époque. Il a mis en garde les colons concernant les risques liés à la façon de traiter les arabes. Einstein n'a jamais été un partisan de l'Etat d'Israël tel qu'il se créait et a d'ailleurs refusé d'en devenir le président.

En outre, il a vécu une tragédie en étant impliqué dans la fabrication de l'arme nucléaire alors qu'il était pacifiste.

Par ailleurs, il convient de rappeler qu'Einstein n'était pas quelqu'un de sympathique. Il était sans doute d'un abord plaisant et relativement bonhomme. Toutefois, il était particulièrement égocentrique et l'acceptait. Il n'a eu que des relations lointaines avec sa femme et ses enfants. Bertolt Brecht envisageait d'écrire une pièce dont Einstein aurait été le personnage principal et s'était renseigné sur sa personnalité auprès du physicien polonais Insen. Il écrit à cette occasion dans son journal : « J'ai interrogé aujourd'hui Insen sur Einstein. Il souligne son isolement volontaire : « Parlons moins fort aujourd'hui, ma femme est en train de mourir à côté. » Insen m'a dit : « Vous n'arriverez pas à écrire une pièce de théâtre. Einstein n'est vraiment pas un personnage de théâtre, il n'a aucun partenaire. Avec qui voulez-vous le faire dialoguer ? » En 1952, Einstein disait lui-même, dans une lettre à Hermann Broch : « Je me suis vendu à la science corps et âme. Fuite hors du je et du nous dans le ça. » Il cherchait à s'évader de sa condition humaine et a utilisé pour cela la physique. Sans doute est-ce cette volonté qui lui a permis d'accomplir son œuvre.

Jean-Claude GUIBAL

Concernant l'instrumentalisation d'Albert Einstein par son siècle, la phrase « Dieu ne joue pas au dèss » me paraît intéressante, car elle renvoie à la théorie des invariants et à la non-croyance d'Einstein.

Françoise BALIBAR

Cette phrase est une objection à la théorie quantique qui utilisait les probabilités de façon très importante. Par exemple, le résultat d'une mesure peut donner tel ou tel résultat, mais chaque possibilité est déterminée par un calcul de probabilité. Einstein n'aimait pas le fait que cette théorie se base autant sur les probabilités. Il s'opposait à ce type de physique, ce qui fait de lui un des derniers physiciens classiques.

Par ailleurs, je me demandais pendant ma jeunesse pourquoi Einstein invoquait aussi souvent Dieu. J'ai trouvé la réponse quand j'ai lu qu'il croyait au Dieu de Spinoza, qui correspond à la nature. Einstein croyait à une transcendance et s'inscrit dans une évolution de l'esprit des Lumières spécifique à l'Allemagne. En France, la troisième république a placé la laïcité au premier plan, alors qu'en Allemagne, il s'agissait à l'époque, pour les Lumières, de résoudre le problème de la religion et de la rendre compatible avec la raison. Il me paraît spécifique à l'Allemagne de parler autant de Dieu.

Débat avec la salle

De la salle

Quel a été le devenir des enfants d'Einstein ?

François de CLOSETS

Einstein a eu un enfant avec une femme nommée Mileva, d'origine serbe, qui était entrée au Polytechnikum de Zurich en même temps qu'Einstein. Cette femme était d'une grande intelligence, mais pas d'une grâce extraordinaire. Elle a eu un enfant avec Einstein, mais ils l'ont sans doute abandonné, car personne n'y fait jamais référence pendant leur vie.

Il est certain que l'enfant a vécu au moins jusqu'à l'âge d'un an et demi, mais on n'en sait pas plus. Einstein a épousé Mileva après la naissance, ils ont eu deux autres enfants : Hans-Albert, qui deviendra professeur de mathématique, et Edouard, qui sera atteint de schizophrénie à partir de l'âge de 18 ans. Mileva, profondément dépressive, vivra difficilement après la séparation d'avec Einstein, alors que ce dernier était au plus haut de sa gloire.

Einstein épousera par la suite Elsa Löwenthal, femme sans personnalité, qui était heureuse de vivre avec un notable. Einstein était un homme machiste, ce qui était fréquent à cette époque, mais n'était pas répandu dans son milieu. Pierre Curie a par exemple toujours mis en avant sa femme. Einstein avait conscience de son génie et se sentait lié à sa vocation.

De la salle

Einstein a cédé son prix Nobel à Mileva. Ils auraient écrit ensemble les premiers éléments de la théorie. Quel était le rapport d'Einstein à l'argent ?

Jean-Marc LEVY-LEBLOND

Einstein a reçu le prix Nobel en 1921 et a fait don des sommes qui lui avaient été attribuées à Mileva. Il n'était pas intéressé par l'argent et disposait du confort nécessaire du fait de sa position institutionnelle.

François de CLOSETS

Le prix Nobel a été le prix du divorce, sachant que Mileva ne disposait pas de ressources et qu'Einstein voulait divorcer. Un tiers leur a proposé cet arrangement.

De la salle

Mileva a-t-elle poursuivi sa carrière de scientifique ?

Françoise BALIBAR

Non. Mileva a accouché quelques mois avant les examens de sortie de l'Ecole polytechnique de Zurich. Elle a laissé sa fille en nourrice, pour passer ses examens, mais elle a échoué. Elle s'est représentée l'année suivante, mais a de nouveau échoué.

Einstein et Mileva ne s'étaient pas mariés car le père d'Einstein y était hostile parce qu'elle n'était pas juive, qu'elle boitait et qu'en tant qu'intellectuelle, elle ne saurait pas faire la cuisine. Le père d'Einstein n'avait pas pu faire d'études car il était juif. Les juifs n'ont été autorisés à entrer à l'université en Allemagne qu'en 1875. Einstein a gâché les ambitions que son père avait pour lui en ne réussissant pas ses études secondaires. Il s'en sentait coupable et le disait dans ses lettres. Il n'a sans doute pas voulu empirer la situation en se mariant malgré l'opposition de son père.

De la salle

Les exposés que nous avons entendus laissent penser qu'Einstein n'était pas un homme très agréable et n'était pas non plus un grand scientifique, au sens où il a puisé chez d'autres chercheurs. Il était en outre particulièrement égocentrique. N'est-ce pas là l'expression d'une certaine jalousie de la part de nos orateurs ?

Par ailleurs, ne peut-on pas dire qu'Einstein était philosophe plutôt que scientifique ?

Jean-Claude GUIBAL

Vous semblez préférer croire au mythe, Monsieur.

Jean-Marc LEVY-LEBLOND

Je crains que vous ne m'ayez mal compris. J'ai souligné dans mon exposé qu'à partir du début du XXème siècle, la science est devenue une activité collective, alors qu'Einstein a continué à travailler de manière solitaire. Les modes d'organisation ont évolué par la suite, mais ne remettent pas en cause la qualité d'Einstein en tant que physicien.

Ce dernier n'était en outre pas un philosophe, mais ses recherches l'ont conduit à s'aventurer sur ce terrain. Ses écrits sur l'interprétation philosophique de sa théorie sont d'ailleurs plus discutables que ses écrits scientifiques. Einstein avait la culture philosophique des universitaires de sa génération. Il n'avait pas de formation philosophique plus poussée.

De la salle

Einstein a travaillé jusqu'à sa mort. Ses derniers travaux ont-ils eu une influence ? Quel était par ailleurs son conflit avec les partisans de la mécanique quantique ?

Jean-Marc LEVY-LEBLOND

Einstein a rédigé en 1935, avec deux autres physiciens, un article fondamental sur la mécanique quantique en insistant sur le problème profond qu'elle pose quant à la nature de la réalité. Einstein et ses collègues concluent que la mécanique quantique est intéressante, car elle permet d'expliquer les mouvements entre les atomes et le noyau, mais ne doit pas être considérée comme une fin.

Les travaux ont été repris dans les années 60. Un test expérimental a alors été réalisé et il a été démontré que la théorie quantique avait raison. Einstein se trompait donc, mais en apportant des arguments, il a permis aux physiciens d'avancer et de consolider leur théorie.

Par ailleurs, Einstein menait des travaux personnels sur l'unification de l'image du monde, sachant que la physique comptait les phénomènes de gravité, les phénomènes électromagnétiques et les phénomènes de type nucléaire, qui venaient d'être découverts. Les physiciens cherchent une physique unifiée, car la diversité leur pose problème. Einstein était toutefois isolé dans ses

recherches, car il ne s'appuyait pas sur la théorie quantique et vivait à une époque où l'on découvrait les phénomènes nucléaires. Ses recherches n'ont pas abouti à des résultats concluants, mais sa détermination a abouti à la reprise d'un programme d'unification il y a une trentaine d'années. Les physiciens cherchent depuis cette période une unification, sans obtenir de réels résultats, mais leurs travaux sont liés à ceux d'Einstein.

De la salle

Existent-ils des textes sur les rapports entre Einstein et les premiers colons juifs en Palestine ?

Jean-Marc LEVY-LEBLOND

Je vous communiquerai les références.

De la salle

Actuellement, d'après ce que je sais, l'université de Nice ne compte que 10 étudiants en maîtrise de physique. J'ai enseigné la physique en lycée et aimerait comprendre la cause de cette désaffection. Peut-être faudrait-il organiser des émissions scientifiques sur la physique à la télévision ?

Jean-Marc LEVY-LEBLOND

Les étudiants sont en effet moins nombreux qu'autrefois en physique à l'université. Toutefois, le nombre d'étudiants en sciences ne diminue pas de manière globale, si l'on tient compte des écoles d'ingénieurs, etc... Il n'y a pas de problèmes de recrutement dans l'industrie, alors qu'il est relativement difficile de devenir chercheur. Les vocations seraient sans doute plus nombreuses si les débouchés l'étaient également.

François de CLOSETS

Il est possible de faire des émissions scientifiques à la télévision, mais il faut qu'elles soient reçues par des spectateurs. Or dès que l'on annonce un sujet sur la physique, l'on perd de fait une bonne part du public. Pour parler de physique, on est obligé de détourner l'usage de la télévision, car personne ne la regarde pour se cultiver, nous le savons tous très bien. La télévision est un instrument de distraction, par l'intermédiaire duquel il est parfois possible de faire passer quelques messages.

Jean-Marc LEVY-LEBLOND

Je ne partage pas l'argumentation de François de Closets : la télévision n'est pas un outil didactique, mais elle est un lieu de culture, sachant que je n'oppose pas distraction et culture. La télévision n'est pas faite pour enseigner et apprendre est un choix volontaire et individuel. Elle peut toutefois jouer un rôle de sensibilisation. Par exemple, un feuilleton comme « Mac Gyver » permet de comprendre comment on analyse une situation et comment on cherche à la régler. Nous manquons sans doute d'imagination pour faire passer des idées scientifiques à la télévision.

Jean-Claude GUIBAL

Je tiens à remercier nos trois intervenants pour leurs exposés, qui nous ont fait avancer dans notre réflexion personnelle.

La cité des hommes

« Après le 29 mai 2005 :
quelle France, quelle Europe ? »

Ouverture

Jean-Claude GUIBAL
Député-Maire de la ville de Menton

Le colloque d'aujourd'hui appartient au volet « La cité des hommes » et portera plus particulièrement sur le thème : « Après le 29 mai : quelle France, quelle Europe ? ». Cette date constitue-t-elle un symbole, un point de ralentissement ou d'accélération, ou même un révélateur des évolutions françaises et européennes ? Nous recevons aujourd'hui deux intervenants :

- Claude Imbert, fondateur-éditorialiste du *Point*, il a été journaliste à l'AFP, rédacteur en chef de *L'Express* et de *Paris Match*, éditorialiste à Europe 1, il a produit de nombreuses émissions littéraires pour la télévision. Commandeur de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre des Arts et des Lettres, il est l'auteur notamment de *Par l'honneur* (Grasset, 1994), *La droite et la gauche*, coécrit avec Jacques Julliard (Grasset), *A point nommé* (Grasset, 1997) et *Le tombeau d'Aurélien* (Grasset, 2001).
- Bernard Guetta, spécialiste de politique étrangère, est l'un des éditorialistes les plus écoutés de France Inter et de France Info. Il a collaboré à *L'Express*, au *Temps* (Suisse), à *La Repubblica* (Italie) et à *La Gazeta* (Pologne). Correspondant du *Monde* à Washington, Varsovie et Moscou durant les années 80, il a reçu le prix Albert Londres pour sa couverture de la naissance de Solidarnosc et le prix Thucydide pour sa compréhension des phénomènes internationaux. Il est l'auteur d'importants ouvrages : *Géopolitiques* (L'Olivier, 1995) et *L'Europe fédérale*, coécrit avec Philippe Labarde (Grasset, 2002).

Une France en pleine dépression nerveuse

En tant qu'élu, j'ai fait campagne pour le « oui » au référendum européen, en déployant tous mes efforts pour participer à trois réunions publiques par semaine pendant un mois et demi. Malgré cet engagement, le résultat a été le même dans ma circonscription qu'à l'échelle nationale. J'ai fait campagne à partir de mes convictions, appuyées sur un raisonnement rationnel. Même si la construction européenne méritait certaines critiques de fond et notamment son déficit démocratique, pour ma part, il valait mieux voter « oui » à ce traité qui proposait des possibilités d'évolution plutôt que de faire perdre à la France son *leadership*.

Des raisons plus profondes, émotionnelles, culturelles et politiques l'ont emporté sur cette analyse rationnelle. Par exemple, les partisans du « non » se sont insurgés contre l'expression « économie sociale de marché », qui était déjà présente dans le Traité de Rome de 1957. Un demi-siècle de construction européenne a explosé au visage des Français qui ne s'étaient jamais interrogés sur cette question. Beaucoup se sont irrités de n'avoir pas été consultés sur l'élargissement de l'Union. Cette construction volontariste et technocratique est sous-tendue par l'idée que l'existence d'institutions suffit à créer un sentiment de communauté de destin. A l'évidence, ce n'est pas le cas.

Il existe des communautés de mémoire, qui expriment l'appartenance à de vieilles nations qui souhaitent poursuivre leur destin ensemble. Les Français semblent déprimés au point de dire « non » à chaque fois que leur avis est demandé.

Une crise identitaire

Le rejet des institutions, des représentants, des politiques de droite comme de gauche, exprime une crise d'identité. Les Français craignent de ne plus pouvoir vivre de la façon dont ils ont vécu jusqu'à présent. Par leur vote, les Français ont rejeté la construction européenne car ils n'ont certainement pas assimilé la complexité de cette construction largement technocratique. Le rêve d'une Europe qui serait un super Etat s'est effondré. Convaincu que l'Europe doit être une construction politique et institutionnelle originale, je pense qu'elle ne peut être ni une fédération, ni un super-Etat, car elle est composée de vieilles nations qui veulent rester elles-mêmes. La forme institutionnelle de l'Europe n'est nullement décrite. Il s'agit davantage d'une réalité historique. L'Europe serait plutôt, selon moi, un empire car cette forme a l'avantage de respecter les différentes composantes qui sont sous son autorité. Si l'Europe parvient à se doter d'une défense, d'une politique étrangère et de recherches communes en plus de sa monnaie, elle disposera d'un ensemble de règles à imposer à tous. Certains s'opposent à l'idée d'un empire car il y manquerait un centre. Il s'agirait en effet d'un empire sans Etat dominateur. L'ouvrage de Jean-Marie Guéhenno, *La fin de la démocratie*, développe cette conception. La question de la nature et des frontières géographiques de l'Europe n'a jamais été posée. L'élargissement à dix posait pourtant la question fondamentale de la constitution d'un corps politique. Il s'agit d'une entité d'hommes et de femmes qui sentent qu'ils partagent le même destin. Avec qui, vous, peuples européens, voulez-vous partager votre destin ? C'est parce que cette interrogation n'a jamais été posée qu'il ne faut pas s'étonner du vote négatif des citoyens. L'élargissement a pesé de façon significative dans ce vote.

Conclusion

La situation française rappelle le mot de Madame de La Fayette au pied de l'échafaud : « encore une minute, Monsieur le bourreau ! ». Nous vivons au-dessus de nos moyens, nous le savons et pourtant nous aimons cette manière de vivre et nous voulons la faire perdurer. Nos enfants pourront néanmoins légitimement nous reprocher l'endettement que nous contractons actuellement. Rappelons à ce sujet le mot de l'Ecclésiaste : « les parents ont mangé des raisins verts et les dents des enfants en furent agacées. »

Claude IMBERT

La question posée s'énonce ainsi : le vote du 29 mai a-t-il joué, joué-t-il ou va-t-il jouer un rôle important dans le destin français ? Je réponds par l'affirmative. Ayant incité les Français à voter oui, je regrette le vote pour le non. Toutefois, s'il a contribué à dissiper un nombre insensé de malentendus, d'ignorances ou d'innocences, nous pouvons néanmoins nous en réjouir.

L'exception française

Les Français conçoivent généralement l'exception française comme un ornement, la marque d'un passé flamboyant. Au fil des années, elle est pourtant devenue une singularité de plus en plus éclatante à l'intérieur du monde occidental. J'ai toujours considéré que l'exception française était sous-estimée et que la classe politique ne se faisait pas le devoir de convaincre la nation française de l'importance des questions européennes.

Ce non avait des composantes extraordinairement diverses. Les unes touchaient à l'état de la France. Je pense que depuis un certain nombre d'années le lent mais constant déclin de la France est mesurable :

- un Français produit en moyenne durant toute sa vie 35 % de moins qu'un Américain malgré une productivité 5 % supérieure,
- depuis une dizaine d'années, la croissance du PIB par habitant dans le monde s'est élevée à 2,8 %, aux Etats-Unis à 2,4 % et en France à 0,9 %.
- le chômage constant reçoit un traitement artificiel consistant à créer des systèmes précaires. Moins de la moitié des salariés français passent de l'emploi à la retraite. Les autres sont touchés par le chômage puis la préretraite et différents régimes d'invalidité. Il s'agit là d'une exception française.

Les Français perçoivent le danger de cette situation. Le malentendu tient à ce que cette situation a toujours été niée par la gauche comme par la droite.

Une vision tronquée de l'Europe

Nous sommes restés dans une vision platonique et idéale d'une certaine Europe sans voir ce qu'elle devenait effectivement. Nous avons rêvé d'une Europe à la française qui serait une prolongation d'une grandeur perdue. Pourtant, en Europe, beaucoup d'Européens ne sont pas français ! Les Français sont le seul peuple au monde qui se croit plus intelligent que les autres. Nous avons construit et mené à bien l'idée d'une Europe intégrée qui serait un jour tellement puissante qu'elle ferait équilibre aux Etats-Unis. La réalité a démenti ce raisonnement jour après jour. Si cette Europe est nécessaire pour faire entendre une voix distincte de celle des Etats-Unis, les conditions de sa construction ont été malheureuses. Jeunes fiancés éblouis, nous sommes déçus par la vieille ménagère pingre et terre à terre que l'Europe est devenue. Les Français ont eu le sentiment que cette Europe intégrée fonctionnait à dix mais certainement pas à vingt-cinq et encore moins dans l'optique d'un élargissement à la Turquie.

Vouloir une Europe intégrée avec une culture et un passé plus ou moins communs, une vision du gouvernement différente de celle des Etats-Unis, est contradictoire avec l'entrée de la Turquie qui, par sa masse, sa culture et son passé ne peut s'intégrer. En revanche, ceux qui conçoivent une Europe à l'anglaise qui n'a pas besoin de noyau ne voient que des avantages à cette entrée. Il est clair que la construction européenne a été conduite sans pédagogie. La volonté de construire une

Europe puissante et l'adhésion de la Turquie sont deux objectifs contradictoires qui s'annulent l'un l'autre, deux démarches malencontreusement menées conjointement. La réalité de la dégradation de la France par rapport à ses voisins et sa façon de mener la construction européenne expliquent que la situation ait explosé le 29 mai.

Nous avons ainsi expédié la mécanique institutionnelle au placard pour un bon moment, au profit d'une Europe à l'anglaise. Les nations étaient les grandes oubliées de l'Europe. L'Allemagne en tirera certainement des avantages car la gauche allemande est en avance de dix ans sur la droite en France.

De Gaulle a fait rêver la France en lui faisant oublier la guerre. Les Présidents suivants l'ont faite rêver d'un modèle original. François Mitterrand a été élu sur l'idée que la France allait, seule en Europe, combattre le capitalisme. Existe-t-il dans le monde occidental un pays comparable à la France ?

Bernard GUETTA

Jusqu'au printemps dernier, le défunt projet de constitution européenne était largement majoritaire en France. Il a fallu que la tendance se renverse considérablement et durablement pour que le non l'emporte. Comment l'expliquer ?

Les raisons du non

Selon une première interprétation, la population aurait rejeté le texte quand elle en aurait compris le contenu.

Je préfère cependant une seconde interprétation. L'idée que l'Union européenne dispose d'une constitution, c'est-à-dire représente un véritable ensemble politique avec des institutions, un Parlement, des élections en commun, plaisait à tous. L'idée que l'Europe puisse monter en puissance sur la scène internationale au moment où les dérèglements de celle-ci nous inquiètent légitimement, remportait également l'adhésion de tous.

Pourtant, de nombreux Français ont lu avec sérieux le texte et l'ont rejeté, parce qu'il ne tenait pas les promesses du mot constitution. Il s'agissait simplement d'un traité de plus qui faisait faire des progrès dans le domaine institutionnel, un pas décisif vers la constitution d'un ensemble politique.

Les Néerlandais ont dit non pour les mêmes raisons que la France :

- une interrogation sur la nature du texte ;
- la peur d'un monde qui change trop vite (l'existence d'une Russie autoritaire, la concurrence terrifiante de l'Inde ou de la Chine, la déstabilisation du monde musulman initiée par une minorité agissante...) ;
- le constat par les citoyens européens que leurs représentants n'ont plus de poids dans un monde où tout se décide à l'échelle mondiale (certaines entreprises pèsent en effet davantage que les Etats. Dans quelle mesure sommes-nous encore maîtres de notre destin ?)

Un tel contexte explique que l'idée d'une constitution puisse plaire à première vue et effrayer ensuite. Ce texte n'a pas satisfait les attentes de la population. Les traités déjà existants ne satisfont pas plus les populations car les libéraux ne sont pas majoritaires en Europe. La découverte d'une Europe perçue comme durement libérale a été la deuxième grande raison du rejet et l'erreur de nombreux Français.

Le traité a été rejeté mais il est néanmoins nécessaire de dire au peuple qu'il s'est trompé. Si ce monde nous effraie, il convient de reconstituer une puissance publique qui puisse à nouveau peser dans ce monde. Cette constitution ouvrirait la porte à une dynamique de constitution d'un exécutif européen, représentant les populations paneuropéennes.

Supporter l'idée d'une Europe politique

Je refuse de répudier l'idée d'un Etat médiateur entre les intérêts du travail et ceux du capital, d'un Etat garant d'une gestion à long terme, ce qui n'est évidemment pas la fonction, le rôle et l'habitude du marché. Par conséquent, il semble indispensable de reconstituer une puissance publique qui pèse et par là-même de construire l'Europe. Il n'y a pas eu un non mais une multitude de non. Les citoyens qui ont mis dans l'urne un vote contre le libéralisme économique se sont trompés car ce non convient parfaitement aux Britanniques et aux partisans d'une Europe où le

poids du marché par rapport à celui des institutions politiques serait encore plus grand qu'aujourd'hui. Le vote non a été une terrible erreur.

L'addition des économies des deux grandes puissances européennes, la France et l'Allemagne, constitue la seconde puissance du monde. Au sein de l'Union, ces deux pays plaident pour l'idée d'une Europe politique. Réconciliées après le refroidissement qui a suivi la réunification, les deux puissances ont construit le projet de constitution. Le non de la France – alors que notre pays avait convaincu les autres pays européens de l'importance de doter l'Europe d'une constitution – peut être considéré comme un infanticide. Qui va désormais défendre l'idée de l'Europe politique ?

S'il est vrai que les hommes politiques ont manqué de pédagogie et ont eu tendance à s'attribuer les bienfaits de l'Europe tout en critiquant Bruxelles, la France n'est pas composée d'une population d'analphabètes : si après 40 ans d'existence, 95 % de la population ne connaît presque rien des institutions européennes, la faute ne revient-elle pas aussi aux citoyens eux-mêmes ?

Table Ronde

Jean-Claude GUIBAL

Peuple qui se croit le plus intelligent des peuples, les Français sont responsables de leur méconnaissance des questions européennes : tel est le miroir tendu par nos deux intervenants. Ils s'accordent à dire que le résultat du 29 mai a abouti à autre chose que ce qu'attendaient les votants. Les Français se sont tiré une balle dans le pied.

Claude IMBERT

Ce traité, avec ses défauts, représentait tout de même un instrument qui permettant à l'Europe de se doter de moyens nouveaux de réagir contre la jungle ultralibérale. La France pêche selon moi par manque de libéralisme. L'avantage du régime libéral est de pouvoir s'autoréguler à la différence des régimes totalitaires. Il est paradoxal et incohérent d'avoir condamné ce qui précisément aurait dû permettre à l'Europe de se différencier des Etats-Unis. Je ne crois pas au modèle social de la France, responsable de nos échecs depuis vingt ans. Je ne pense pas que les pays européens rêvent du modèle social américain, mais plutôt d'une économie sociale de marché, c'est-à-dire d'un Etat qui régule la machine anarchique du marché.

Je pense que cette majorité qui a voté non se trompe, j'espère qu'elle changera d'avis.

Bernard GUETTA

Qu'est ce que le libéralisme ? Comme tous les mots en -isme, ce terme présente différentes interprétations.

D'après une première interprétation, le libéralisme suppose l'idée qu'en économie, l'entrepreneur et l'entreprise doivent bénéficier d'une liberté propre à épanouir l'esprit d'entreprise et qu'en politique, ce qui n'est pas interdit expressément par la loi est autorisé. Dans ce sens, je suis libéral.

Depuis Margaret Thatcher et Ronald Reagan, le libéralisme s'entend différemment, en s'inscrivant dans une époque donnée. Il s'appellerait plutôt néolibéralisme en Angleterre et aux Etats-Unis. Il existe en effet une école de pensée dans le monde économique, politique voire philosophique, qui considère qu'il faut revenir sur l'Etat Providence c'est-à-dire sur l'idée que l'Etat assure, par son rôle médiateur, des retraites, une protection contre la maladie, des assurances chômage. Les néolibéraux refusent cet Etat Providence car ils considèrent qu'il est allé trop loin, dans de nombreux domaines. Quand il a été inventé, il répondait à l'idée que lorsque la vieillesse arrivait, le manque de moyens laissait les individus à la charge des enfants ou dans l'indigence. Toutefois, l'espérance de vie s'est considérablement accrue en vingt ans. Est-il normal que les actifs financent vingt ans d'inactivité de personnes qui ont encore la force de travailler ? La magnifique idée de l'Etat Providence doit être adaptée au monde. Si nous n'avons pas le courage de l'amender, il faudra l'abandonner.

De même que l'espérance de vie a changé, les frontières politiques entre la droite et la gauche ont continué d'évoluer. La frontière ne passe pas entre l'UMP et le PS, mais entre les régulateurs et les dérégulateurs, c'est-à-dire entre ceux qui pensent que l'Etat est le problème et non la solution, et les autres. Il serait temps de faire comme les Allemands, à savoir une grande coalition des régulateurs de la gauche de gouvernement à la droite sociale.

Claude IMBERT

Cette grande coalition se situerait au centre droit. Le PS allemand a répudié toute alliance possible avec les partis communistes. Si, en France, une alliance entre la gauche et la droite se produisait, elle serait dangereuse car elle se situerait totalement à gauche.

Je voulais insister sur le fait qu'il existe un large éventail de positions dites libérales. La France paraît totalement décalée par rapport à l'ensemble de l'Europe. Lorsqu'il reçoit Jacques Chirac, Tony Blair est vu comme un socialiste recevant un homme de gauche. Il sait reconnaître les bienfaits qu'il doit à Margaret Thatcher. En pratiquant une politique sociale de financement des services publics, il va étonner, car il aura trouvé de l'argent avant de le distribuer.

Je considère que la loi sur les 35 heures est la plus mauvaise loi depuis l'après-guerre car elle a dévalorisé le travail et contribué à penser qu'il est imbécile de travailler.

Je constate qu'Air France se porte mieux depuis que l'entreprise a été privatisée. Je suis heureux de remarquer que Monsieur de Villepin, jusque-là trop prudent, a pris de l'assurance après son traitement du conflit de la SNCM et s'affirme dans le dossier de la privatisation d'EDF. Alors que tous les pays d'Europe font des efforts en matière de réduction des dépenses publiques, notamment en Scandinavie où elle a été spectaculaire, le nombre de fonctionnaires français est passé de 4 millions en 1990 à 5,1 millions d'euros en 2005.

Débat avec la salle

De la salle

Je remercie les organisateurs de ce colloque qui fait écho aux interrogations personnelles qui m'occupent depuis que j'ai voté non : qui suis-je ? Me suis-je trompé en votant non ? Ai-je été guidé par la peur ? Me suis-je tiré une balle dans le pied ?

Chemin faisant, alors que j'exprime un profond respect pour ceux qui ont voté oui, j'attends la même considération. Vous promettez une société où nous travaillerons 70 heures par semaine jusqu'à 70 ans, où il faut tirer les avantages vers le bas. Je ne me suis pas trompé, même si je n'ai ni certitude ni modèle, tous les empires n'ont pas été des modèles de démocratie et ils se sont souvent autodétruits. Depuis le 29 mai, la notion de nation a repris du sens. Je pense qu'il s'agit d'une bonne base de discussion et de débat.

Claude IMBERT

Le non a permis de rendre compte du véritable état de la France et de mettre fin aux illusions que nous avions sur le sujet européen. Il a été révélateur d'un malaise et d'une crispation généralisés. A certains égards, un examen général de conscience de la nation est en cours. Nous ne sommes pas pour le travail de tous après 70 ans. Ce que nous refusons, c'est une société normée dans laquelle tout le monde est obligé de travailler 35 heures. Nous refusons de subir le contrôle des inspecteurs du travail qui vérifient que les cadres de Thompson ne font pas d'heures supplémentaires.

Bernard GUETTA

Je suis fatigué d'être qualifié d'homme méprisant, de libéral, de vendu, de menteur, bref, de « salaud ». En tant qu'éditorialiste, j'ai exprimé ma position sur l'Europe et reçu en réponse 40 lettres d'insultes par jour. Je pense toujours ce que je pensais avant et cela n'a rien de méprisant. De même que l'extrême gauche n'a rien à voir avec l'extrême droite, je n'ai jamais critiqué

Laurent Fabius en l'accusant d'être passé du côté de Le Pen. Je lui ai simplement dit qu'il était devenu aveugle. J'étais favorable au traité car il donnait un cadre et des institutions démocratiques à l'Europe. Elles pouvaient favoriser des partis de droite comme de gauche. J'espérais personnellement que mes idées l'emportent.

Par ailleurs, j'ai exprimé un argument à propos du départ à la retraite de personnes en bonne santé à 60 ans alors que l'espérance de vie atteint 80 ans. Il ne s'agissait nullement du point de vue du patronat.

De la salle

Je viens d'un des pays de l'Est récemment entrés dans l'Union européenne. Si j'avais été Français, j'aurais voté oui. Je pense néanmoins que le non est très salubre. J'ai constaté pour la première fois durant la campagne l'organisation de débats véritablement démocratiques, ce qui a permis à la démocratie d'avancer en Europe.

Après son passage aux Etats-Unis, Chateaubriand retrouve une France bouleversée, sous le Directoire : il constate que certains veulent persécuter les jacobins qui se sont enrichis. Dans les anciens pays de l'Est, les ex-communistes se sont organisés en mafias : ils sont les véritables bénéficiaires de l'élargissement. Il faudrait prolonger ce type de débat partout en Europe et inviter des citoyens d'autres pays membres.

De la salle

Que diriez-vous si malgré le non au référendum, la constitution entrait finalement en vigueur ? Partisans du oui comme du non seraient outrés et réagiraient. Or à l'échelle internationale, George Bush décide d'envahir l'Irak malgré l'opposition de l'ONU : la loi du plus fort règne. Nous sommes plus forts économiquement que les Etats-Unis. Pour avoir un poids politique, il faut que l'Europe se dote d'une armée. Pour qu'elle soit forte, il faut qu'elle ait un chef élu démocratiquement au suffrage universel.

Pourquoi les jeunes sont-ils absents du débat politique ? Les propositions politiques manquent de souffle. La constitution ressemblait à un syndicat de copropriété, peu mobilisateur. Personnellement, j'ai voté non car je voulais une fédération des Etats d'Europe. Comment peser au niveau mondial sans noyau dur fédéré ? La France et l'Allemagne, puis d'autres pays, pourraient constituer un premier cercle. Pensez-vous qu'il s'agit d'une utopie ou d'une vision soutenable à long terme ?

Claude IMBERT

Cette position est intéressante ; de nombreux citoyens ont voté oui en ce sens. Néanmoins, il faut dissiper certains malentendus : êtes-vous sûr que la France et l'Allemagne aient exercé un pouvoir d'entraînement extraordinaire ? Au contraire, bien que moteurs par rapport aux institutions, leur attitude a désuni les pays entrants. Les deux pays les plus actifs sont en fait les deux plus malades : ils ne respectaient pas les règles de Maastricht alors qu'ils les avaient eux-mêmes inventées et soutenues. Il faut cesser de regarder le reste du monde, du haut de notre patrimoine ancien. S'il a manqué cinq voix à la France pour accueillir les jeux olympiques, c'était selon moi en réaction au mot de Jacques Chirac à propos des anciens pays de l'Est : « ces pays-là feraient mieux de se taire. »

De la salle

Le mieux est l'ennemi du bien. Nous souhaitons un fédéralisme que nous ne pouvons pas imposer. Il faut essayer de convaincre les populations du bien-fondé de cette idée. Nous n'allons pas défaire les rails parce que le train n'avance pas assez vite.

Bernard GUETTA

J'ai parlé d'empire pour illustrer l'idée que l'Europe devait être d'abord un acte politique avant d'être une construction rationnelle et technocratique. Nous avons manqué de créativité et de préoccupation politique au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler. Personnellement, je ne crois pas au fédéralisme. Je ne pense que les Allemands, par exemple, accepteraient un chef qui ne soit pas allemand. Sans être un européen béat, je suis proeuropéen car je pense que l'Europe unie est une solution pour défendre nos pays dans le monde contemporain qui compte des géants : les Etats-Unis, l'Inde, la Chine. Il suffit d'avoir un territoire économique commun, qu'il ne faut cependant pas élargir à l'infini : nous risquerions en effet de créer un « télescopage » entre la puissance économique et la puissance politique. Nous possédons une monnaie commune : il faut désormais une défense, une politique étrangère et une politique de recherche commune.

La notion de coopération renforcée qui était inscrite dans le Traité constitutionnel me semble intéressante. Certains pays pourraient s'associer pour créer par exemple une défense commune, d'autres pays pouvant les rejoindre par la suite.

Même si la politique obéit à des lois simples, les institutions peuvent intégrer des novations juridiques. L'Europe est aujourd'hui un objet politique non identifié. Constituée d'anciennes nations qui décident de mettre en commun une part de leur souveraineté, il serait extravagant qu'elle parvienne à se construire dans des formes déjà existantes ou prédéterminées.

De la salle

Né allemand en 1944, mon cœur est européen. Concrètement, que pouvons-nous faire en Europe pour avancer ?

Bernard GUETTA

Comme l'a souligné Jean-Claude Guibal, les coopérations renforcées représentent une piste très intéressante. Les progrès institutionnels n'ont pas réussi. Il faut retrouver un élan et un consensus, ce qui demandera du temps. Beaucoup de choses restent possibles : tous les gouvernements européens, quelle que soit leur tendance, s'accordent pour constater qu'il faut construire une Europe de la défense. En effet, les pays européens ne peuvent pas continuer à se reposer sur l'aide américaine. Nous n'avons plus d'ennemi commun. Il n'est pas évident que les Etats-Unis nous viennent en aide en cas d'attaque. Etant donné son coût, aucun pays ne peut financer seul une défense efficace. Il est par conséquent nécessaire de partager l'effort financier et humain. De plus, la recherche militaire dynamise la recherche en général et produit des retombées intéressantes dont il ne faut pas se priver.

Par ailleurs, les Etats-Unis, dont le système d'enseignement est dix fois plus mauvais que ceux des pays européens, possèdent une quinzaine d'universités bien meilleures que celles européennes. Cette situation est absurde : il faut accroître la qualité de l'enseignement supérieur et créer une quinzaine d'universités de taille européenne comptant des laboratoires de recherche et des écoles spécialisées. Il suffirait de réunir les éléments qui existent et de mobiliser les énergies. Comme les Etats-Unis, nous pourrions ainsi attirer les meilleurs élèves du monde, qui répandraient ensuite notre culture dans leurs pays.

Enfin, la prévision, les services de secours comme la lutte contre la dégradation de l'environnement, doivent être réalisés rapidement. Ils représentent un profit pour tous. Je pense par exemple au SAMU européen. Il s'agit de l'organisation d'une coordination entre les différents moyens de secours que nous possédons en Europe. Cette démarche aurait le double avantage de maintenir la marche en avant de l'Europe pendant cette période de blocage institutionnel, et surtout de multiplier l'enthousiasme pour le processus européen dont les fruits seraient visibles concrètement.

Vous exprimez un point de vue largement partagé en considérant qu'un Français n'accepterait pas d'être dirigé par un citoyen d'un autre pays. Pourtant, Claude Imbert et d'autres se reconnaissent dans une personnalité britannique : Tony Blair. Il s'agit d'adhérer aux idées d'un homme qui est européen avant d'être britannique. Beaucoup d'autres se sont sentis proches de Messieurs Aznar ou Fischer. Il existe en Europe des personnalités dont le programme dépasse le contexte national. Il est de plus en plus question d'idées politiques.

Claude IMBERT

Il semble que tout va se jouer entre l'Angleterre, l'Allemagne et la France. Cet ordre n'est pas aléatoire : il est impossible de s'imposer internationalement en étant malade à l'échelle nationale. La France ne peut pas se mettre au niveau de partenaires comme l'Angleterre, qui a procédé à ses réformes il y a vingt ans, et l'Allemagne qui les lance actuellement. La France doit entreprendre des réformes importantes pour retrouver son dynamisme. Le retard français paralyse l'ensemble de l'Europe.

De plus, le rôle assez énigmatique que vont jouer l'Allemagne et l'Angleterre est à prendre en compte. L'Allemagne est le pays le plus important d'Europe. Madame Merkel, en raison de ses origines, est plus sensible aux réalités de l'Europe de l'Est, et sera certainement plus méfiante envers Monsieur Poutine que ne l'était l'ancien chancelier. Elle aura le souci d'entretenir de bonnes relations avec ses voisins orientaux. L'Angleterre, quant à elle, a toujours joué le rôle de représentant des Etats-Unis. Elle a profité de la zizanie qu'a engendré la crise irakienne en devenant le cheval de Troie des Etats-Unis. L'expression de Winston Churchill est toujours d'actualité : « entre le continent et le grand large, les Britanniques choisiront toujours le grand large ». Il me semble néanmoins qu'ils se sentent une responsabilité nouvelle en Europe et visent davantage l'Union qu'auparavant.

Bernard GUETTA

Les Britanniques choisissaient jusque-là le grand large car ils pensaient que cette alliance avec les Etats-Unis leur apportait davantage que le rapprochement avec le continent. Or, après l'affaire irakienne, ils commencent à s'apercevoir que le fait de suivre à ce point George Bush ne leur a apporté que des ennuis. Au contraire, ils découvrent qu'il n'existe aucune raison pour laquelle ils ne pourraient pas jouer un rôle politique important au sein de l'Union européenne.

Jean-Claude GUIBAL

Il semble qu'ils sachent néanmoins très bien jouer des mécanismes financiers européens.

De la salle

Je voudrais proposer deux interprétations du non. D'une part, les Français ne sont pas antieuropéens. Lorsque l'Europe des six s'est construite, les Français en étaient très fiers. L'entrée

de l'Angleterre n'a pas représenté ensuite un bénéfice. L'élargissement progressif jusqu'à vingt-cinq n'est pas compris par la population française.

D'autre part, les Français ont réagi contre la remise en cause de leur Etat souverain. Dans cette Europe en panne, le noyau des six ne peut-il pas devenir le moteur d'un exemple d'avancement ? Libre ensuite aux autres pays de se rattacher à eux.

Bernard GUETTA

Cette idée est très dangereuse : les six en auraient dix-neuf contre eux. Il ne faut pas faire l'Europe de la première, deuxième et troisième classe. La plupart des dirigeants européens considère que l'Europe de la coopération renforcée est préférable : sur tel objectif s'accorde tel groupe de pays. Forcément, dans la plupart des cas, les six se retrouveront, mais il est important que les coopérations n'interviennent pas toujours selon la même composition. Si dix ou douze pays veulent construire la défense, les portes restent ouvertes aux autres. La différence tient au tact et donc à l'habileté politique.

Claude IMBERT

Le « Directoire » franco-allemand a beaucoup souffert de sa prétention à régenter ce qui devait être pour l'ensemble des pays européens.

Jean-Claude GUIBAL

Il me semble que ceux qui ont le plus de probabilités de se grouper pour poursuivre ensemble des objectifs communs sont les pays fondateurs, même s'il est impossible de formuler cette idée sur le plan politique. Il faut en effet laisser la possibilité aux autres pays de se rassembler. Seuls quelques pays montrent une volonté d'être présents au niveau international. Par exemple, les Slovaques voulaient entrer dans l'Europe pour la monnaie, bouclier commercial, et pour l'espace économique.

Claude IMBERT

Il faut se souvenir qu'en France, lorsque le Portugal et l'Espagne ont rejoint l'Europe, beaucoup pensaient qu'ils resteraient très longtemps en retard. Or l'Espagne est désormais très présente sur de grandes questions européennes. Le taux de croissance dans les pays de l'Est est très important. Il faut cesser de considérer le monde comme si nous étions encore au temps des Trente Glorieuses.

De la salle

Je voudrais aborder cette question sous l'angle de la corrélation entre la technique et la culture. Bernard Guetta a souligné la croissance de pays comme la Chine et mis en parallèle le pouvoir de multinationales comme celle de Bill Gates et celui d'un Etat comme la France.

Nous en avons fini avec ce que les philosophes appelaient les grands récits. Il n'y a jamais de changement de système technique qui ne se traduise pas par un bouleversement du système culturel. Le changement technique est alimenté par le seul discours dérégulateur. Le vide du discours est empli par la seule puissance du marché : nous déplorons un manque total de réflexion politique sur ce point. Nous sommes partagés entre un discours alarmiste ou messianique face aux nanotechnologies. Pourquoi si peu de débats sont-ils organisés sur la question des rapports entre technique et culture ?

Claude IMBERT

Aujourd'hui, il est impossible de concevoir la politique comme elle l'a longtemps été. La culture comme l'ensemble des représentations, idées, croyances et préjugés qui cimentent nos collectivités a été négligée à la fois par le discours marxiste et par le consumérisme. Les deux plaçaient l'économie comme éminente et la culture comme simple agrément. Heidegger et les philosophes ont réfléchi au fait que la véritable transformation de nos sociétés était celle de la technique. Nous allons nous apercevoir finalement que la politique est une déclinaison de la culture. Les mœurs deviennent ainsi d'une importance cruciale. C'est pourquoi l'Amérique qui a compris la force considérable du cinéma, par exemple, peut s'enorgueillir du niveau d'anglais des adolescents du monde entier. Ce qui était jadis le politique est actuellement en diminution par rapport au médiatique et au culturel. Je ne crois pas que les Etats aient de grandes possibilités d'action.

De la salle

J'explique le vote négatif, qui me consterne, par la peur du plombier polonais. Les Etats-Unis ont intégré durant les dix dernières années 80 millions d'immigrés, la plupart d'origine asiatique, ce qui a permis de maintenir l'âge moyen à 38 ans. Au même moment, la moyenne d'âge en Algérie atteint déjà les 42 ans. L'Europe va perdre 100 millions d'habitants dans les dix prochaines années. L'Allemagne va perdre l'équivalent de la population de l'Allemagne de l'Est. Il faut donc conduire une politique d'immigration de l'ordre de celle des Etats-Unis pour obtenir 80 à 100 millions d'immigrés dans les dix années à venir.

Claude IMBERT

Pour l'instant, nous n'avons pas de politique d'immigration mais seulement « un laissez faire ». Les Américains comme le Canada pratiquent une politique de quotas. Les Canadiens y ajoutent une politique d'accompagnement. Il serait temps d'inventer une politique d'immigration française. Nous avons reçu l'héritage de nos guerres coloniales, avons connu l'arrivée des Maghrébins et désormais les problèmes d'Afrique noire et l'immigration d'Europe de l'Est. La force désespérée des malheureux « économiques » qui ne peuvent pas bénéficier du droit d'asile vient se fracasser contre les grilles de Ceuta. Nous rencontrons un problème très difficile car pour la première fois, nous comprenons qu'il ne peut pas y avoir des pays pauvres et prolifiques à côté de pays riches relativement stériles. Statistiquement, il est indiscutable que l'Europe a besoin d'immigration. Afin d'éviter les traumatismes, il faut encadrer ce besoin. Cette situation viole notre idée de l'universel. La mauvaise conscience agira et nous empêchera d'avoir une attitude forte et organisée même si nous devrions l'avoir. Puisqu'il faut une forte immigration, il est nécessaire de l'organiser.

Bernard GUETTA

Partisan d'une politique de quotas, je ne pense pas pour autant que l'immigration illégale s'arrêtera. La pression des damnés de la terre ne s'apaisera pas. Je ne vois aucune solution en dehors du développement de ces pays dont les habitants cherchent avec courage du pain pour leurs enfants. Les projections statistiques sont basées sur la situation actuelle. L'Europe ne fait pas d'enfants parce que les populations s'inquiètent pour l'avenir. Ce réflexe influe sur l'absence de croissance. L'effacement de la génération des baby-boomers va renverser la tendance des vingt-cinq dernières années et les populations feront à nouveau des enfants. Il faudra donc revoir les statistiques dans trente ans.

Claude IMBERT

Je ne crois pas que les raisons psychologiques priment sur l'infécondité actuelle. Le travail des femmes a supprimé le matriarcat à l'ancienne. Il faut évoquer aussi le déclin relatif des injonctions religieuses et la contraception. Dans les sociétés anciennes, des enfants naissaient sans avoir été désirés et étaient pourtant élevés. Aucun pays européen ne renouvelle sa population, et les pays du sud sont les moins bien placés. L'Afrique du Nord suit ce chemin. Je regrette que Monsieur Zapatero ait décidé la légalisation de 700 000 clandestins, qui a constitué un appel d'air dans les pays migrants. Le bouche à oreille fonctionne très bien dans les villages. Le côté dissuasif de la législation a donc des effets.

De la salle

Alors que j'ai voté oui au référendum, je suis finalement heureux d'avoir vu le non l'emporter. Ayant travaillé à l'écriture de la constitution par l'intermédiaire des associations européennes, je constate que nous n'avons pas su communiquer avec les citoyens. Messieurs Guetta et Imbert doivent nous aider à faire comprendre aux populations que nous pouvons faire l'Europe autrement, par les associations de terrain. Des associations locales ont travaillé sur ce projet, ce que la population ignore. Une autre Europe est possible : nous serons présents au sommet de Londres pour demander une politique sociale tournée vers l'handicap et la pauvreté. Pourquoi les associations ont-elles été autant absentes des médias lors de la campagne référendaire ?

Bernard GUETTA

Je me souviens de m'être mis en colère à cause d'un auditeur de France Inter qui considérait qu'il n'avait jamais été question du projet de constitution à l'antenne, alors que nous avons tellement parlé du processus d'écriture que nous recevions du courrier pour nous demander de moins l'évoquer. La presse n'a pas pêché dans sa couverture du sujet. Durant des décennies, l'Europe n'a représenté que le besoin d'enterrer la guerre et la création d'une politique agricole commune. Le problème s'est posé à partir de Maastricht ; la construction qui ne s'est jamais faite dans l'ombre est tout à coup apparue aux yeux de tous et chacun a décidé de donner son avis. Je regrette que les citoyens ne se soient pas intéressés à cette question plus précocement.

Jean-Claude GUIBAL

Jusque-là, je n'avais jamais conduit une campagne aussi riche en nombre de réunions et en nombre de participants. Les réunions regroupaient entre 10 et 30 personnes. Je constate cependant que lors des réunions mensuelles de quartier, 80 personnes se déplacent pour discuter de problèmes locaux (les poubelles, les trottoirs...). Soulever de grands enjeux de société mobilise donc nettement moins les citoyens. Le sujet européen paraît en effet austère. On peut déplorer un défaut de communication, mais il est vrai que les populations, pour leur part, manquent d'intérêt pour ces questions. Il est compliqué de construire un traité à vingt-cinq. La loi n'est pas faite pour régir la vie quotidienne des citoyens. Il faut alléger notre production de normes dans tous les domaines.

De la salle

Enseignant au lycée de Menton, je constate chaque année que des connaissances élémentaires sur l'Union européenne ne sont souvent pas acquises par les élèves. J'ai organisé un débat à l'heure du référendum. Une centaine d'élèves est venue volontairement. Le débat a duré trois heures et demie. J'ai constaté que si l'Europe n'est pas comprise, c'est parce qu'elle est tellement présente au quotidien que nous ne la voyons plus. Nous avons tendance à oublier que l'Europe finance le TGV

Est à hauteur de 320 millions d'euros ou que le Pont du Gard est restauré par des fonds européens. L'Europe est victime de sa réussite.

« L'Europe sera faite quand les Français resteront une heure de moins au bistro et les Allemands une heure de plus au lit », a écrit l'écrivain Jean Mistler. La construction européenne a commencé en 1951 avec la CECA. Cinquante ans est une période courte à l'échelle de l'histoire. Nous sommes dans les premières décennies de l'Europe. Il faut s'inscrire dans la vision du temps de Fernand Braudel pour comprendre cette entreprise.

De la salle

Devant toutes les peurs que vous avez décrites, ne faut-il pas craindre l'avènement du totalitarisme ?

Claude IMBERT

Un certain nombre d'hommes publics qui ont réagi en faveur du non exprimaient une sorte de socialisme national. Une partie de la gauche française se rapproche ainsi de l'extrême droite en ostracisant le plombier polonais. En Allemagne, Oskar Lafontaine, par ses propos, est allé encore plus loin, mais son parti a été écarté de toute coalition avec la gauche gouvernementale qui a refusé de tendre la main au *Linkspartei*. En France au contraire, une partie du PS est tentée de profiter de ce courant pour l'emporter, ce qui est très dangereux. Les peurs sont mauvaises conseillères. Les grands moments de folie historique sont nés des peurs. De l'autre côté de l'échiquier politique, il est très inquiétant que la peur née du 11 septembre ait permis à George Bush de bafouer l'Habeas Corpus en créant Guantanamo, c'est-à-dire une forme moderne d'oubliettes.

De la salle

Européen convaincu, je suis attristé par le 29 mai car désormais l'Europe est en panne. Même s'il est vrai que l'Europe est jeune, j'aurais préféré qu'elle choisisse le TGV plutôt que l'omnibus pour se construire plus rapidement. J'ai été très choqué durant la campagne par la crainte de l'ouvrier polonais. La Grèce, l'Espagne et le Portugal ne se sont pas enrichis aux dépens de la France. Lorsque l'Europe de l'Est s'enrichira, nous nous enrichirons aussi.

J'ai eu la chance de travailler en Inde, la presse nationale évoque peu la France tandis que les Etats-Unis ou la Chine y sont souvent cités. L'Europe n'est jamais évoquée, à l'exception de l'euro qui concurrence désormais le dollar.

J'ai constaté lors des dernières campagnes présidentielles une certaine timidité quand il s'agissait d'aborder les questions internationales ; je crains qu'il en soit de même avec l'Europe en 2007.

Jean-Claude GUIBAL

Il est vrai que les questions internationales sont rarement abordées. Ces sujets n'intéressent pas les Français alors que la France a pourtant longtemps joué un rôle de première importance sur ce plan. J'en suis navré : j'ai l'impression que les Français se sont repliés sur eux-mêmes. Je ne veux pas préjuger de la stratégie électorale des futurs candidats. Je m'attends à ce que les futurs candidats restent discrets sur les questions européennes : pour les uns, parce qu'ils ne voudront pas remettre en cause le vote des citoyens, pour les autres, parce que le vote en faveur du non a abouti au contraire de ce qu'ils souhaitaient : le non a en effet amené à l'Europe-marché de Tony Blair.

Claude IMBERT

Je pense que certains partisans du non s'exprimeront à propos de l'Europe. Je veux parler de ceux qui continueront à véhiculer une idéologie xénophobe et nationaliste qui amènera peut-être des candidats à la présidentielle de 2007. Il ne faut pas sous-estimer l'exception française : 40 % d'électeurs hésitent entre extrême gauche et extrême droite. Monsieur Besancenot peut charmer de nombreux électeurs. On peut imaginer également ce que donnerait la candidature de José Bové. L'entière vie politique ne doit pas être résumée à une élection qui n'aura lieu qu'en 2007.

De la salle

Monsieur Guetta a expliqué le manque de connaissance des citoyens quant à la construction européenne. Monsieur Imbert considère que les Français répondent toujours à côté de la question qui leur est posée. Dès lors, pourquoi les a-t-on consultés ?

Jean-Claude GUIBAL

Si le référendum n'avait pas eu lieu, on aurait reproché au Président de la République de ne pas consulter les citoyens sur une question aussi importante. Un vote restreint au Parlement aurait amené la majorité en place à voter à une écrasante majorité pour le oui. La population aurait découvert trop tard que 98 % de ses députés avaient voté pour l'adoption d'un traité qu'elle-même aurait majoritairement refusé. Il faut choisir entre l'habileté politique qui se moque du choix des moyens et le respect des principes fondamentaux de démocratie.

Claude IMBERT

Ces arguments se sont en effet imposés. Se méfier du vote parlementaire constitue néanmoins déjà une critique de la démocratie représentative. Les Allemands ont constitutionnellement écarté la possibilité d'un vote par référendum, en raison de la crainte des expressions populaires massives, rappelant l'époque du troisième Reich. Joachim Bitterlich, conseiller auprès du chancelier allemand Helmut Kohl, pense pour sa part que si les Allemands avaient pu s'exprimer par référendum ils auraient voté non. Nous constatons un hiatus entre la politique d'Etat et l'opinion. Beaucoup d'Etats qui se sont montrés proaméricains voient leurs opinions publiques faire preuve d'un véritable antiaméricanisme. L'élection présidentielle en France sera capitale pour la politique extérieure : depuis De Gaulle, la politique extérieure est l'affaire de l'Elysée. Il en est de même en Allemagne.

De la salle

Je souhaiterais que Claude Imbert nous présente des arguments en faveur de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

Claude IMBERT

Concernant la Turquie, il existe un argument développé par Jacques Chirac ainsi que les Américains et les Anglais : le risque majeur pour le monde est le développement de pratiques intégristes dans les pays musulmans. Il se trouve que depuis Atatürk, la Turquie est un pays qui a remarquablement progressé en matière de laïcité, un pays puissant, peuplé, inséré dans l'Otan qui représente une masse solide à côté de l'Iran et de l'Irak. De plus, si l'Europe ne devient qu'un arrangement ectoplasmique d'intérêts marchands alors peu importe que la Turquie adhère à l'Union européenne.

De la salle

La Grande-Bretagne assure la présidence de l'Union européenne jusqu'à la fin de l'année. Tony Blair a pris l'initiative de réunir les chefs d'Etat et de gouvernement des vingt-cinq pays membres de l'Union européenne pour réfléchir sur la situation politique post référendaire et sur les moyens d'offrir à l'Europe un nouvel élan politique. Imaginez que vous soyez invités à ce sommet au titre de consultant : quelles seraient vos recommandations ?

Bernard GUETTA

Je recommanderais, si j'étais consultant lors du prochain sommet, de mettre en œuvre une politique de défense et des projets communs. Hélas, il faudra attendre les élections italiennes au printemps prochain et les présidentielles françaises pour remettre en marche l'Europe politique. Nous sommes encore trop sensibles pour reprendre ce débat. Par contre, il est nécessaire d'accélérer ce qui peut être fait dans le cadre des coopérations renforcées.

Jean-Claude GUIBAL

Merci à Claude Imbert et Bernard Guetta pour leurs analyses et au public pour sa présence et sa participation.

Quelle philosophie pour notre temps ?

« *Le retour du tragique* »

Ouverture

Jean-Claude GUIBAL
Député-Maire de la ville de Menton

Nous vous remercions de votre présence et vous souhaitons la bienvenue à ce colloque « Quelle philosophie pour notre temps ? » plus précisément axé cette année sur le thème du retour du tragique. Il est nécessaire de définir le tragique, par opposition à d'autres notions, ainsi que par rapport à la condition de l'homme et à notre société actuelle. Telles seront globalement les approches de nos trois intervenants, que je remercie d'avoir accepté de se joindre à nous.

- François Chirpaz interviendra en premier. Docteur ès lettres et agrégé de philosophie, il a essentiellement enseigné à la Faculté Jean Moulin - Lyon III. Parmi ses ouvrages concernant le thème de notre rencontre, nous pouvons citer *Le tragique* paru en 1998 aux PUF dans la collection « Que sais-je ? », *Job. La force de l'espérance* paru aux éditions du Cerf en 2001, ou encore *L'Homme précaire* paru aux PUF en 2001. Dans son intervention, François Chirpaz posera la question de la nature tragique de notre condition humaine.
- Le second intervenant sera Michel Maffesoli, sociologue, professeur à la Sorbonne, Directeur du Centre d'Etudes sur l'Actuel et le Quotidien de l'Université Paris V. Il est de plus Directeur du Centre de recherche sur l'imaginaire. Sa bibliographie est également abondante. Je ne citerai que *Du nomadisme, vagabondages initiatiques* paru en livre de poche en 1997, *L'instant éternel, le retour du tragique dans les sociétés post-modernes* aux éditions de la Table ronde paru en 2000, *Notes sur la post-modernité* édité par le Félin en 2003, *La part du Diable* paru chez Flammarion en 2004, ou encore *Le rythme de la vie ; variations sur l'imaginaire post-moderne* édité par la Table ronde en 2004. Michel Maffesoli évoquera le thème de la tragédie, en le distinguant du drame. Nous verrons que notre société semble très intéressée par le drame, alors qu'elle est incapable d'assumer le tragique.
- Enfin, Jean-François Mattéi est intervenu à de nombreuses reprises dans nos colloques. A ne pas confondre avec son homonyme, il est professeur à l'Université de Nice-Sophia Antipolis et à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence, membre de l'Institut Universitaire de France et du Comité d'Ethique du CIRAD (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement). Jean-François Mattéi a notamment écrit *La barbarie intérieure, essai sur l'immonde moderne* publié aux PUF en 2001, *Heidegger et l'énigme de l'être* paru aux PUF en 2004, *De l'indignation* édité en 2005 par la Table ronde, ou encore *Platon* aux PUF dans la collection « Que sais-je ? ». Par ailleurs, il a dirigé la publication de *Nietzsche ou le temps des nihilismes* paru, en 2005, aux PUF. Dans son intervention, il se demandera si nous assistons à un retour du tragique et si notre société est capable de l'assumer.

Au terme des trois exposés, nos intervenants débattront entre eux, en réaction les uns par rapport aux autres. Ensuite, la parole sera donnée à l'assistance pour une séance de questions.

La permanence du tragique

François CHIRPAZ

Convient-il de parler d'un *retour* du tragique, comme y incite le titre donné à cette rencontre ? Pour ma part, je parlerais plutôt d'une *permanence* de ce même tragique, ce sentiment sans doute aussi ancien, dans l'expérience humaine, que le moment de la découverte, par l'homme du caractère précaire de sa propre condition.

La pensée en a déjà, depuis longtemps, énoncé le constat. L'être humain est ce vivant qui n'accède à la conscience de soi qu'en se découvrant mortel. Dans la vie et reconnaissant la vie comme son bien le plus cher, mais contraint à reconnaître sa propre précarité. De cette vie, il ne dispose que pour un temps limité et, dans le temps de cette même vie, il ne parvient pas, ainsi qu'il le voudrait, à disposer de son destin. La mort en décide, mais aussi la violence de la nature et, surtout, celle des rapports entre les hommes.

En ce sens, on peut désigner comme tragique ce fait d'avoir à habiter sa propre vie en ce lieu où s'opposent, d'une manière brutale, l'affirmation d'une prétention à vivre sans contrainte et une condition qui brise et ruine cette prétention. Le *sentiment tragique de la vie*, pour reprendre l'expression de Miguel de Unamuno, naît en ce point du heurt brutal de l'une et de l'autre. L'être humain n'est jamais à la hauteur de la prétention qu'il affirme pour sa propre vie. Il n'est pas seulement fini ou limité dans ses possibilités, il est aussi et surtout, fragile dans son être même, tel ce roseau qu'évoque Pascal. Capable de pensée, sans doute, mais fragile comme un roseau dans les turbulences du monde.

Semblable découverte et l'interrogation qu'elle suscite (car, en fait, pourquoi l'homme ne peut-il vivre à la hauteur de ses rêves et de son espérance ?) ne sont pas neuves dans l'histoire humaine. Elles sont déjà présentes, l'une et l'autre, dans le plus ancien des textes écrits de main d'homme, dans *L'épopée de Gilgamesh*, lorsque ce prince de l'Orient est mis en présence de la mort de son ami Enkidou et que sa propre recherche de la racine d'immortalité se révèle vaine.

Elles le sont également dans nombre de *Psaumes* d'Israël et, plus encore dans le *Livre de Job* où la créature exprime sa douleur devant le silence de son Créateur. Et, bien évidemment, dans les grands poèmes de la tragédie grecque, s'interrogeant sur le malheur des hommes livrés à la loi implacable d'un destin qui les dépasse.

Elles le sont enfin dans la longue tradition des œuvres littéraires, jusque dans notre temps, tant il est vrai que c'est la littérature, et l'art d'une manière plus générale, qui se sont révélées en mesure d'exprimer cette singulière condition qui fait, dans le même temps, le bonheur et le malheur des hommes. Quant à la philosophie, à peu d'exceptions près, elle n'en a guère été capable. Trop attachée à rendre compte du travail de la pensée visant la connaissance, elle n'a guère su prendre la mesure de cette contradiction qui est le lot de l'existence humaine.

Le souci de la pensée est partout et toujours le même : elle veut comprendre et s'expliquer à elle-même aussi bien le monde dans lequel nous avons à vivre que cet être que nous sommes. Explorer l'un et l'autre de ces domaines, les analyser et traduire cela en mots. En ce sens, comprendre est, tout à la fois, ordonner un regard sur le monde et sur soi et traduire ce regard sur le registre des mots de la langue.

Cependant, si le souci de comprendre est guidé par l'intention de se rendre clair ce monde dans lequel nous avons à vivre ainsi que nous-même, il est mis en échec lorsque, dans l'expérience même, il se heurte aux confins de cette même expérience. Par « confins de l'expérience », je désigne ce qui, dans l'expérience même, est d'un ordre différent parce que la pensée est mise dans

la proximité d'une altérité qui ne fait nombre avec aucune autre. Autre que nous-même est le monde, mais aussi les êtres humains différents.

Mais d'une toute autre nature est le chaos de l'Histoire où les hommes semblent n'avoir d'autre souci que de se déchirer dans des violences meurtrières. Non seulement voués à la mort comme n'importe quel autre vivant, mais se laissant emporter par la violence qui dresse les hommes les uns contre les autres. Et ne reculant pas devant le fait de se faire du mal les uns aux autres.

En ces lieux des confins, la pensée est donc confrontée à une énigme, point aveugle ou point obscur, en tout cas impénétrable ou indéchiffrable. Expression de l'être humain, elle est, à son image, vie et amour de la vie. Or, là, il lui faut admettre que cette même vie a part liée avec la mort et le mal.

En ce sens, parler d'une pensée tragique est comprendre qu'il est du lot de la pensée d'être vouée à l'*in-quiétude*, au non repos, lorsqu'il lui faut avouer que, pour rendre compte de la mort et du mal, les instruments qu'elle avait forgés pour se rendre clair à elle-même tout ce qui se donne dans le cadre de l'expérience ordinaire se révèlent inadéquats.

Nul concept ne peut expliquer ce fait que l'homme a à mourir. S'il prétend y parvenir, il transforme cet événement en banal phénomène du monde naturel dans lequel, il est vrai, toute forme vivante se voit, un jour, anéantie. De la même manière, nul concept ne peut rendre compte de ce fait étrange du mal, moment où la vie ne parvient plus à se vivre que sous le signe de la mort et comme fascinée par elle. Pourquoi donc l'homme prend-il un tel plaisir à la souffrance, la sienne ou celle d'autrui ? Cette vieille question de Dostoïevski est vouée à demeurer ouverte et toujours à reprendre.

Il est, sans doute, facile de tenter de se rassurer en évoquant une puissance supérieure, diable, mauvais génie, ou dieu méchant attachés à la perte de l'homme. De fait, lorsque l'ampleur du désastre qui submerge une vie est tel, l'accusation qui a toujours besoin d'une victime émissaire se retourne contre le ciel en l'accusant de conspirer à la perte des hommes. Ce qui est façon de dédouaner la liberté humaine en lui fournissant une explication à bon compte.

Mais une pensée qui n'a cure de se donner de telles explications est contrainte de reconnaître que si la vie des hommes ne peut se comprendre sans rapport à une transcendance qui les dépasse, cette transcendance elle achoppe à la comprendre et plus encore à l'exprimer en des mots forgés pour dire l'expérience ordinaire.

La pensée ne peut pas renoncer à rendre compte de ce qui se donne à elle dans l'expérience du sacré ou du divin. Il lui faut pourtant admettre que cela lui échappe pour une large part et que tout ce qu'elle en dit n'est pas encore l'essentiel. Elle peut croire, avec Aristote, qu'une réflexion sur elle-même peut, à la limite, avoir accès à cette réalité transcendante. Plus pertinente, sans doute, la prudence de Platon qui considère que cela lui échappe.

Si l'aventure de la pensée est, sans conteste, la marque de la grandeur de l'être humain, il lui faut admettre ce heurt inévitable avec ce point d'énigme, comme Hölderlin l'écrit à propos de Sophocle, évoquant « *l'entendement de l'homme dans sa marche sous l'impensable.* » Ou bien Eschyle écrivant, dans *Agamemnon*, de Zeus qu'il « *a ouvert aux hommes les voies de la sagesse en leur donnant pour loi « Souffrir pour comprendre (tô pathêi mathos)* ».

D'un mot, le tragique n'est pas désespoir mais vacillement de notre espérance et donc inquiétude inscrite tant dans le vivre que dans le penser. En ce sens, il est constant dans l'un comme dans l'autre, tant que nous demeurons attentifs à l'inévitable difficulté de vivre.

Société tragique et société dramatique

Michel MAFFESOLI

Nous nous réjouissons de renouer avec la tradition de l'agora, du forum citoyen, en nous employant à essayer de penser notre temps. Cette ambition est importante, compte tenu de la crise que nous connaissons. Cette crise n'est pas simplement économique, culturelle ou religieuse. La crise apparaît lorsque nous n'avons plus conscience de ce que nous sommes, et que nous n'avons donc plus confiance. La crise de conscience et de confiance rend nécessaire de repenser les mots que nous utilisons pour penser ce que nous sommes. Notre espèce animale a la spécificité de dire ce qu'elle vit. Comme Michel Foucault l'a souligné, les mots et les choses entretiennent un rapport étroit. Par ailleurs, rien n'est éternel. Certains mots que nous avons utilisés pour décrire la condition humaine ne sont plus congruents. Il est donc nécessaire de déterminer les mots dont nous avons désormais besoin pour cela.

En un temps pas si différent du nôtre, Paracelse montrait qu'il est toujours nécessaire de réfléchir à ce qu'est la monarchie d'une époque. Comprise au sens étymologique, cette monarchie est le principe directeur à partir duquel découlent tous les autres éléments de la vie. De manière souple mais cohérente, la monarchie *stricto sensu* unifie ce qui est, les manières de se représenter, de s'organiser et de vivre. En parallèle, les monarchies connaissent des variations : certains mots que nous avons utilisés ne nous permettent plus de penser. Afin de bien comprendre ce que nous vivons, il est donc nécessaire de voir loin en arrière pour voir loin en avant. Il faut savoir d'où l'on vient pour comprendre où l'on va.

Dans ce cadre, je livre une proposition sur le drame et le tragique. Ces mots sont souvent perçus comme équivalents. Il y a de grands moments où prédomine une conception dramatique du monde. Etymologiquement, le drame, c'est ce qui évolue, qui trouve une solution, qui s'inscrit dans un devenir historique. Alors qu'ils sont souvent confondus, le tragique est tout à fait opposé au drame. Le tragique apparaît dans les situations aporiques, qui n'ont pas de solution. L'esprit du temps est parfois plutôt dramatique, parfois plutôt tragique.

De façon caricaturale, notre tradition culturelle, judéo-chrétienne, est une tradition dramatique. Il s'agit d'une exception, spécifique à notre tradition culturelle et religieuse. Jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle environ, cette tradition a triomphé. Cette tradition constitue notre cerveau reptilien, l'acquis que nous avons assimilé sans grande attention avec le lait maternel. La tradition judéo-chrétienne a la grande spécificité d'être sotériologique, c'est-à-dire qu'elle comporte la recherche d'un salut. Dans cette tradition, quelque chose est à venir, dans la Cité de Dieu de Saint Augustin. La vraie vie est ailleurs. La vallée de larmes doit être traversée le plus rapidement possible. L'existence accomplie, la perfection, la restitution dans leur intégrité de chacun et de la Cité, sont à venir : il s'agit du paradis.

Cette tension constitue, d'une manière inconsciente, notre monarchie, l'inconscient collectif qui nous caractérise. Nous verrons comment les grandes théories de l'émancipation et la mythologie du progrès se sont développées à partir du XIX^{ème} siècle, depuis la Cité augustinienne : d'un point A de barbarie, nous arriverons à un point B de civilisation absolue, aux lendemains qui chantent de la tradition marxienne. Dans *La question juive*, Marx avait cette belle formule : « La politique, c'est la forme profane de la religion ». Il montrait ainsi que sa théorie d'émancipation n'était que la profanisation de la conception sotériologique judéo-chrétienne, basée sur un salut individuel à venir.

L'instrument, épistémologique ou quotidien, de cette sotériologie réside dans la dialectique. Du fait de notre structure de pensée, nous attendons de dépasser l'antithèse qu'est le péché, l'imperfection morale, en une synthèse. Cet instrument est la traduction logique de la tension vers l'avenir, de la sotériologie, c'est-à-dire de l'économie du salut dans la Cité augustinienne, ou de l'économie « tout

court » dans nos sociétés modernes. Cette logique est celle de l'histoire du salut, ou de l'Histoire avec un grand « H », qui voit son aboutissement dans la philosophie hégélienne. Cette Histoire marque nos grands systèmes interprétatifs. Elle est d'ailleurs à la base de notre idéal républicain unifié, dans lequel tous les problèmes sont dépassés et la société aseptisée par la sécurisation. Le glissement est homologique entre la conception de la Cité de Dieu et la recherche de la société parfaite au travers de grands discours. Ces discours, apparus au XIX^{ème} siècle, continuent d'imprégner les représentations officielles et dominantes, qu'elles soient journalistiques, politiques ou universitaires.

A mon sens, un décalage existe entre ses grands systèmes interprétatifs officiels et le vécu. J'estime que ce décalage est dû à une césure sociétale, de fond, entre ceux qui ont le pouvoir de dire et de faire, l'*intelligentsia*, et ceux qui vivent. Ce n'est pas la première fois qu'une telle césure apparaît, en raison d'une saturation des grands systèmes d'interprétation élaborés depuis deux ou trois millénaires.

Les polarités se sont inversées. Notre vécu quotidien, sans que nous l'ayons ainsi verbalisé, ne s'inscrit plus dans cette recherche d'un salut lointain, d'une société parfaite, d'une jouissance pour demain. Cette jouissance est rapatriée dans le moment présent. Le présent remplace le futur. Ici se rencontre le tragique. Le drame, la conception dramatique du monde, c'est le futur. La conception tragique consisterait à vivre au présent un certain nombre de valeurs. Cette idée est plus méditerranéenne qu'anglo-saxonne, ce qui constitue une revanche des valeurs du Sud.

Depuis une trentaine d'année, j'essaie d'attirer l'attention sur le retour de ce que l'on avait cru dépassé : le tribalisme, le retour du nomade et le retour de la figure de Dionysos. Par opposition à Apollon, qui est un dieu du lointain, du futur, Dionysos est une divinité chtonienne, de la Terre, locale, quasi écologique. Cette divinité met l'accent sur une jouissance, fût-elle précaire, de l'ici et du maintenant, hors de toute tension historique vers un but à venir. Nous assistons au polythéisme des valeurs. Il ne s'agit plus d'expliquer le monde, mais, comme l'a dit Gilles Deleuze, de l'impliquer.

Habiter, manger, s'habiller : tels sont nos plis constitutifs qui nous renvoient à l'implication du monde par une jouissance ici et maintenant. Nous ne dénions plus la Terre en fonction d'une Cité de Dieu lointaine. Au contraire, nous nous plaçons dans l'écrin de cette Terre, par *amor mundi*, amour de ce monde, plutôt qu'*amor fati*, amour du destin. Il s'agit, plutôt que de l'Histoire qui évolue, de s'accommoder d'un environnement, de s'accorder à ce monde-ci. Cela ne concerne plus la recherche de la perfection.

Il est nécessaire d'être attentif à la complétude, c'est-à-dire à la conjonction du blanc et du noir, du sensible et de la raison, du corps et de l'esprit. Pour cela, l'instrument réside dans la logique contradictoire. Cette logique a été développée par certains anthropologues et physiciens. Par opposition à la dialectique, dans la logique contradictoire, les contraires ne se dépassent pas en synthèse. Les voûtes d'une cathédrale gothique tiennent grâce à la tension d'éléments hétérogènes. Dans cette logique, on ne dépasse pas les contraires, on s'en accommode. J'appelle ce fonctionnement l'harmonie conflictuelle. Nicolas De Cues, philosophe de la Renaissance, l'appelait la *coincidentia oppositorum*, la coïncidence de choses opposées. La *res publica* résulte de l'accord a posteriori des différences, par exemple.

Telles sont les deux grandes monarchies : une monarchie dramatique, qui vient de notre tradition judéo-chrétienne et qui a marqué notre modernité et une monarchie tragique, beaucoup plus païenne *stricto sensu*. Dionysos correspond à un retour du paganisme. *Paganus*, c'est un paysan. C'est celui qui s'attache à cette Terre-ci sans chercher à se projeter dans le lointain.

Pour conclure, j'emprunterai les mots du grand anthropologue Gilbert Durant. Il existe un régime diurne de l'imaginaire, qui relève de la lumière, de la clarté, de la simple raison. Il s'agit d'un régime diéretique, qui tranche le bien du mal, le vrai du faux. Depuis la séparation inaugurale biblique entre la lumière et les ténèbres, la conception dramatique du monde réside dans la

dichotomisation. A l'opposé, il existe un régime nocturne de l'imaginaire, dont la figure n'est pas la séparation mais la coupe, le creux. Je pense que la post-modernité naissante relève non plus de la séparation, mais de cette structure nocturne, qui nous renvoie en un lieu où nous vivons avec d'autres.

Dans le drame, le sens est projeté dans le lointain. Dans la structure tragique, nous assistons à une invagination du sens. Peut-être cette seconde structure propose-t-elle quelque chose qui puisse rendre l'humanisme plus complet. Le tragique réside dans cet aspect, dans l'homéopathisation de la mort, dans le fait d'avoir l'humilité de reconnaître qu'il y a de l'humus dans l'humain sans essayer de le dépasser. Il me paraît important d'essayer de penser notre temps à partir de cela.

Un retour du tragique ?

Jean-François MATTEI

Comme François Chirpaz, j'aborderai la question du tragique sous l'angle de la tonalité, de l'accord, de l'harmonie qui nous sont imposés. Par ailleurs, je reprendrai la distinction marquée par Michel Maffesoli entre le drame et le tragique. Il me semble que la perte du tragique constitue le drame de notre époque. Nous ne parvenons plus à sentir le tragique.

Je décrirai la tonalité du tragique à partir de cinq caractéristiques fondamentales. La notion de tragique se différencie des catastrophes, drames et événements malheureux. Le tragique implique la fatalité. Les événements qui révèlent la condition tragique de l'existence, comme le fait, pour Œdipe, de tuer son père et d'épouser sa mère, sont imposés par un *fatum*. Comme Michel Maffesoli l'a justement remarqué, la marque du tragique, en particulier chez Nietzsche, réside dans l'*amor fati*, l'amour de la fatalité. La réalité tragique de l'existence nous accable d'une fatalité impersonnelle, qui fond sur nous comme un cyclone. Telle est la première caractéristique. Dans la tragédie, personne n'est responsable. Œdipe n'est pas l'auteur de ses crimes du fait de son ignorance. Le héros tragique est toujours victime d'un aveuglement qui l'empêche de comprendre la nécessité qui fond sur lui et l'accable.

Outre la fatalité, la tragédie implique un combat des dieux, qui correspond à la confrontation évoquée par François Chirpaz. Toute tragédie met en scène une lutte violente entre les dieux. Même Dionysos n'est pas concevable séparément de la figure d'Apollon. Un couple de dieux doit s'affronter, sinon directement du moins au sein de nous-mêmes. Le régime diurne de l'imaginaire serait ainsi régi par Apollon, tandis que le nocturne serait sous l'emprise de Dionysos. La lutte cosmique des puissances et des principes est la seconde caractéristique de la tragédie.

Par ailleurs, le tragique repose sur le caractère fini et énigmatique de la condition humaine. La tragédie apparaît avec l'énigme, non avec le problème ou le mystère. La tragédie donne à voir une énigme que nous ne pouvons trancher comme un nœud gordien. La permanence de l'énigme constitue la troisième caractéristique de la tragédie.

Quatrième caractéristique : la tragédie n'existe pas hors du théâtre, de la représentation. La tragédie est née à partir du chant du bouc. *Tragoedia*, en Grec, renvoie au chant du bouc de Dionysos. La représentation, constitutive de la tragédie, amène le spectateur de « la scène du monde », comme l'a dit Shakespeare, à se représenter sa propre condition par un effet de miroir.

Enfin, le tragique ne suppose pas le malheur, ou l'abandon de toute espérance. Cet abandon a été évoqué à propos de Dante, qui est un auteur chrétien. Le tragique apporte la joie, ce qui constitue sa cinquième caractéristique. Les grands tragédiens l'ont remarqué et les grands théoriciens du tragique, comme Nietzsche, ont insisté sur ce point. Les derniers mots du *Mythe de Sisyphe* de Camus sont : « *Il faut imaginer Sisyphe heureux* ». Plus qu'heureux, nous pourrions dire joyeux, car je ne parle pas d'un bonheur superficiel tel que Michel Onfray le décrit. En effet, à mon sens, l'hédonisme proposé par Michel Onfray ne convient qu'à des rubriques de magazines légers. La joie est une dimension ontologique qui n'a strictement aucun rapport avec le plaisir.

La fatalité, la lutte des dieux, l'énigme de la condition humaine, la représentation et la joie sont ainsi les cinq premières caractéristiques de la condition tragique.

Par ailleurs, la tragédie est propre à la pensée occidentale. Michel Maffesoli a noté que le drame est une exception occidentale. Il me semble que la tragédie en est également une. Si nous pouvons considérer que la condition humaine, étendue à l'ensemble des civilisations, est tragique, nous ne pouvons trouver de tragédie au sens gréco-européen du terme dans les autres civilisations. Le fii d'un Polynésien qui observe le coucher de soleil sur Moorea ne relève pas du tragique. Le tao, le

yin et le yang, ne constituent pas une représentation tragique. La tragédie est une invention grecque et la représentation tragique du monde s'est imposée au travers du monde gréco-romain, européen et occidental. La question consiste à se demander si la tragédie constitue une catégorie occidentale. Il est très difficile d'affirmer que le bouddhisme, par exemple, comporte une dimension tragique. L'acceptation de l'existence n'entraîne pas d'énigme tragique.

Enfin, je me demande vraiment si nous assistons effectivement à un retour du tragique. S'il est une constante de la condition humaine, le tragique ne nous a alors jamais quittés. Quoi qu'il en soit, je ne suis pas sûr que notre société mondialisée soit en mesure d'assumer un retour du tragique. Même si elle se libère de la carapace imposée par trois siècles de rationalité, je ne suis pas sûr que nous, hommes actuels, soyons capables d'affronter le tragique. Ainsi le montre le fait que nous ayons inscrit dans notre constitution le principe de précaution, qui n'a strictement aucun sens. En effet, la précaution n'est pas un principe, mais une règle de prudence. Le fait de constitutionaliser la prudence correspond à un refus du risque de la vie. Or il n'y a de tragique que dans et par le risque. Avec le refus du risque, dans une société aseptisée, l'existence perd tout goût de vivre. De nombreux artistes ont montré que le risque est le sel de la vie.

Pour que le tragique ait du sens, il faut accepter, comme le disait Pascal, le fait que le dernier acte de la représentation est sanglant. Le tragique de l'existence ne réside pas dans la mort elle-même, mais dans le fait que l'individu meurt sans savoir pourquoi. Pour Pascal, la mort revêt un sens grâce à la dimension sotériologique de son christianisme. Depuis, Nietzsche nous a annoncé la mort de Dieu. Sans la religion, nous nous trouvons face au phénomène brut de la mort. Puisque ce phénomène est insoutenable, nous ne le regardons plus. La mort est euphémisée. Notre incapacité à affronter la mort nous empêche de nous confronter à la tragédie. Le tragique trouve sa source dans la confrontation de l'homme avec le terrible. C'est d'ailleurs ce qui en fait la beauté. L'homme essaie de comprendre le sens de sa vie à partir de sa confrontation avec cette terreur.

Je suis très partagé quant à l'idée d'un retour du tragique dans notre société. Peu de grands penseurs modernes ont affronté le tragique. Je citerai essentiellement Nietzsche, Unamuno, Cioran, Heidegger, Kafka, ou encore Camus. En France, je pense qu'un seul auteur a vraiment pressenti la joie tragique : Albert Camus. Camus parlait d'une amitié méditerranéenne avec le soleil, la mer, l'amour, la mort, ou tout ce qui fait la grandeur de l'homme. Camus nous indique que nous pouvons difficilement comprendre la signification de l'existence dans le grand silence du monde. Dans la solitude, le monde reste muet, bien qu'il demeure notre premier et dernier amour. Camus retrouve ainsi ce que Nietzsche appelait « le sens de la Terre », c'est-à-dire le sens d'une existence qui ne parvient pas à comprendre sa finalité.

Dans un monde aseptisé, *clean*, la dimension tragique de l'existence ne peut plus intervenir. Il n'y a pas de tragique là où fleurissent les Mac Donald's ou le TGV, dans une société parfaitement rationalisée et organisée, qui oublie qu'elle ne peut maîtriser le temps, l'existence et la vie. L'effondrement des tours du *world trade center*, symbole de la rationalité occidentale, a constitué un drame tragique, qui a ouvert notre nouveau siècle. Nous ne parvenons même plus à comprendre de tels événements. Il me semble que le drame de notre époque réside dans notre insensibilité au tragique, qui nous pousse à chercher sans cesse plus de sécurité. Or, le tragique est la négation même de la sécurité.

Table Ronde

François CHIRPAZ

Vous avez, Jean-François Mattéi, évoqué le conflit des dieux comme caractéristique de la tragédie. Je pense que nous pouvons élargir la notion à celle de heurt avec le divin. Ainsi, le livre de Job, avant même la tragédie grecque, comportait cette dimension.

Par ailleurs, nous pouvons effectivement considérer que le tragique apporte de la joie. Pour ma part, je préfère dire que le tragique ne constitue pas une impasse. Les grands textes ont bien compris qu'une réconciliation intervient toujours. De la même manière, le tragique n'écrase pas la conscience, mais elle l'affûte.

Jean-François MATTEI

J'hésite quant au fait que nous assistions actuellement à un retour du tragique. En effet, le tragique dépasse toujours l'homme par des puissances supérieures. Or, dans les sociétés modernes, avec l'héritage humaniste de la Renaissance, l'homme refuse que des entités supérieures puissent exister. L'homme se retrouve seul au monde. Le dernier homme, de Nietzsche, n'a plus de vis-à-vis. Dieu étant mort, il n'a plus de puissances auxquelles s'affronter. Ce dernier homme se contente d'un médiocre bonheur, agité de tics répétitifs, sans véritable confrontation avec le monde. C'est en ce sens que je souhaitais parler du tragique.

Michel MAFFESOLI

Lorsque j'évoquais les grandes monarchies, les imaginaires qui nous englobent, j'ai nettement distingué la modernité de la post-modernité. La valeur de cette dichotomie est relative. La modernité rassemble des valeurs construites sur la longue durée, avec une accélération depuis le XVII^{ème} siècle : foi en l'avenir, travail, raison. Ces valeurs continuent d'être officielles, mais n'ont plus de force attractive pour les jeunes générations, qui sont l'avenir de notre société. Sachons donc apprécier les valeurs naissantes.

Notre perspective, l'ambiance dans laquelle nous avons évolué, étaient définies par la transcendance. Steiner, à propos d'Heidegger, écrivait : « *Dans notre tradition, nous sommes passés d'un être infinitif à un être nominal* ». Ce qui était vague devient nominalisé. La déité devient Dieu. L'individu, l'Etat, les institutions, etc., sont également des nominalisations. Telle fut la grande marque transcendantale de ce qui nous dépasse.

A l'opposé de cette perspective transcendantale, j'ai proposé, notamment dans un ouvrage sur le tragique, l'idée d'une transcendance immanente, d'un dépassement de l'individu qui retombe sur le groupe. Un groupe de jeunes, par exemple, n'est pas du tout dominé par l'individualisme. Les individus agissent selon un mimétisme qui confine à la transcendance. Avec la clé de la transcendance immanente, il est possible de comprendre de nombreuses pratiques juvéniles.

Par ailleurs, dans notre société, un décalage existe entre la société officielle, celle des générations qui ont le monopole de la parole et de l'action et la société de ceux qui vivent. Je prendrai l'exemple du discours officiel sur la sécurisation. J'ai soutenu ma thèse d'Etat sur l'asepsie de la vie sociale. La pensée officielle vise le risque zéro. Le vécu est à l'exact opposé de ce discours. Pensons aux jeux de strangulation dans les cours d'écoles, aux rodéos automobiles dans nos banlieues, aux pratiques sexuelles à risques, par exemple. Les pratiques à risque répondent à la conception dramatique du risque zéro. Le décalage est dangereux entre la réalité et sa représentation. Lorsque le risque ne peut être exprimé, il n'est plus maîtrisable.

Pour ma part, j'ai une grande confiance dans le tragique vécu par les jeunes générations. Pour reprendre les catégories utilisées, il y a du *fatum* dans l'air. Ainsi, la politique est un projet, une projection dans l'avenir. Or nous assistons à une désaffection du politique. Nous ne sommes plus dans le domaine de la maîtrise de l'Histoire, mais dans celui de l'accommodement avec le destin. J'ai pris le risque de diriger une thèse, fort intéressante, sur l'astrologie. Cette thèse montrait qu'un Français sur deux consulte. L'astrologie ne cherche pas non plus à maîtriser l'Histoire, mais à faire avec les astres. Il s'agit d'une croyance clignotante, caractéristique de la tonalité actuelle.

Il y a également de la jubilation dans l'air. La morosité est absente des pratiques juvéniles. Le développement des occasions festives en est une illustration.

En outre, nous assistons, hors de toute projection vers le futur, à une prise d'ampleur de « l'instant éternel ». Il s'agit de saisir l'occasion, l'opportunité. Le rapport au monde intègre la sensibilité écologique, la relation avec l'*oikos*, la maison-mère, avec la nature comme écrin. Ce rapport est une forme d'acceptation, particulièrement méditerranéenne.

Enfin, une autre origine étymologique de la tragédie pourrait être *trakos*, rude en grec. En ce sens, nous assistons effectivement à un retour de la cruauté. Dans les rassemblements technos ou gothiques, une cruauté existe qui constitue une forme d'acceptation du rude.

Jean-François MATTEI

Comme Michel Maffesoli, je considère qu'il y a du *fatum* dans l'air du temps. Je suis moins sûr qu'il y ait de la jubilation. Cette représentation est extrapolée à partir de certaines grandes manifestations. Dans la vie ordinaire, je ne pense pas qu'il y ait autant de jubilation. Le tragique revisité par l'époque moderne comporte effectivement le *fatum*, la jubilation, l'instant éternel ou encore le retour de la cruauté. Toutefois, cette vision ne correspond-elle pas à une reconstruction, faite à partir de l'idéal-type de la société moderne festive ? Les manifestations organisées sont-elles des fêtes, au sens tragique du terme, c'est-à-dire des manifestations spontanées et fusionnelles ? La fête n'est-elle pas récupérée par le système, économique en particulier ?

Michel MAFFESOLI

Je m'oppose à l'idée selon laquelle la fête actuelle serait factice, ne serait plus authentique. L'accusation de récupération est une critique trop courante. Je ne suis pas naïf : la marchandisation existe. Cela n'empêche pas les fêtes de donner lieu à de l'être ensemble, à de la joie. Sous la critique de la marchandisation perce une vision trop unilatérale de l'idée du commerce. Pour ma part, je suis pour la réhabilitation du commerce. Le commerce permet l'échange. Malgré la marchandisation, la vie circule avec les fêtes.

J'estime que la pensée critique qui nous imprègne, héritée de l'hégélianisme et du marxisme, est une pensée de policier, de juge ou de curé. L'instinct me semble important pour aller au cœur des choses. La critique ne permet pas d'atteindre la vitalité, l'inflorescence et l'effervescence de la vie. L'appétence pour la vie est indispensable, même si cette vie n'est pas toujours très ragoûtante.

François CHIRPAZ

Je partage l'avis selon lequel nous devons conserver une appétence pour la vie. Toutefois, pour revenir à notre propos, le tragique constitue la préoccupation et la douleur de ceux qui sont brisés dans la vie. Peut-on faire abstraction du mal constitué par les rêves brisés ?

Jean-François Mattéi se demandait si nos sociétés étaient capables d'assumer le tragique. Ont-elles réussi à se confronter aux questions nées de la Shoah et du goulag ? Il est bien évident que nous

devons aimer la vie. Toutefois, notre attention ne doit pas oublier ce qui entrave la vie de tant d'hommes et de femmes dans le monde.

Michel MAFFESOLI

Je suis d'accord. La mort, la douleur et le mal constituent des problèmes indépassables. Deux tactiques sont envisageables : soit dépasser la mort, quitte à ne pas la regarder, soit l'homéopathiser, en la vivant un peu tous les jours et en l'intégrant. Pour Saint Augustin, le mal n'est qu'une privation du bien. Il n'a pas d'existence en soi et il est donc possible de le dépasser. Dans la tradition païenne et méditerranéenne, le mal est une réalité dont la mort est l'expression. Plutôt que d'être dépassé, le mal est intégré. A mon sens, la tactique de dépassement de la mort relève du drame, tandis que l'intégration relève du tragique.

Jean-François MATTEI

Je partage l'analyse relative aux valeurs du Sud, solaires. Toutefois, les valeurs solaires impliquent les valeurs nocturnes. Lorsque la lumière disparaît, apparaissent les ombres du mal. Je ne nie pas les aspects jubilatoires de notre temps. Nous nous réjouissons de la circulation et des échanges sociaux qui peuvent se produire. Au-delà du constat formel de l'existence d'une circulation dans les rapports humains, nous devons nous interroger sur le contenu de cette circulation car elle n'implique pas nécessairement la diffusion du bien. Si la réalité du mal radical est admise, nous ne pouvons pas nous contenter de nous réjouir de l'existence d'une simple circulation. Pour faire la part des choses, l'émotion et le sentiment doivent être complétés par l'esprit critique.

Ainsi, si je partage l'analyse de Michel Maffesoli quant aux valeurs du Sud, j'estime toutefois que nous devons être capables de distinguer le bien du mal. Pour moi, qui suis convaincu de la réalité ontologique du mal, cette distinction ne peut être établie qu'à partir d'un jugement transcendant. Que ce soit dans l'immanence ou ailleurs, nous avons besoin d'un arbitre impartial. S'en tenir à une immanence dans la société expose au risque de sombrer dans un relativisme dans lequel tout se vaut. Répondant à des journalistes qui lui faisaient remarquer que tout fonctionnait dans la société allemande, Heidegger répondait : « Tout fonctionne en effet et c'est bien cela le plus inquiétant ».

Michel MAFFESOLI

Je suis en effet un véritable relativiste.

Jean-François MATTEI

Pour ma part, je suis un absolutiste convaincu.

Michel MAFFESOLI

Comme l'indiquait Simmel, le relativisme n'est pas une abdication de la pensée. Pour Serge Moscovici, le relativisme, c'est la mise en relation de cultures et de manières de voir diverses. Max Weber, qui a introduit le polythéisme des valeurs, considérait que lorsque les dieux se font la guerre, les hommes sont tranquilles. Je suis pour une multiplicité de dieux. Ce n'est qu'au nom de dieux uniques que les hommes se sont entretués au nom de la vérité.

Jean-François MATTEI

Je crois que les hommes se sont également beaucoup battus au nom de dieux multiples.

Michel MAFFESOLI

Moins, je pense. Sur le fond : j'estime en effet que tout est bon. Pour moi, la morale est la pire des choses. Elle enjoint à penser ce qui est en fonction de ce qui devrait être. Mon propos serait d'accorder une juste place à ce qui est. Evoquant la statue de Moïse sculptée par Michel-Ange, outre le geste créateur, Heidegger écrivait : « Dans cette statue, il y a du marbre aussi ». Il est important de prendre en compte le réel. Je crains l'instauration d'une paranoïa moralisatrice. Mon prochain ouvrage sera consacré à la distinction entre morale et éthique. L'*éthos*, c'est le ciment social. Certaines pratiques juvéniles, certaines habitudes mafieuses, sont amORALES, mais éthiques. Nous avons été obnubilés par un grand idéal moral, que nous ne parvenons pas à atteindre. C'est cette conception morale qui est à l'origine de pratiques sanguinaires et perverses. A trop vouloir moraliser, nous aboutissons à l'effet inverse. Ce phénomène s'appelle l'hétérotélie, ou encore les effets pervers. Nous devons accepter le fait que nous sommes pétris d'éléments divers.

François CHIRPAZ

Il a beaucoup été question des valeurs du Sud, de la Méditerranée. Je crains que nous n'oublions la sagesse de l'homme des montagnes.

De façon plus sérieuse, je ne suis pas d'accord avec le « tout est bon » de Michel Maffesoli. La violence sanguinaire apparaît lorsque la vie n'est plus contrôlée. Je ne partage pas non plus l'appréhension d'une paranoïa moralisatrice. Nous vivons plutôt dans une paranoïa conformiste, dont le politiquement correct est une illustration, dans laquelle la morale ne joue qu'un faible rôle.

Jean-François MATTEI

Vous prétendez, Michel Maffesoli, critiquer toute morale. Il me semble plutôt que vous critiquez les abus de la morale : le conformisme, la *doxa*, l'idéologie reçue et imposée qui empêche toute réelle liberté de penser. Sur ce point, nous sommes évidemment d'accord. En affirmant que tout est bon, vous niez la possibilité de choisir. Toutefois, lorsque vous condamnez les effets pervers du décalage entre l'officiel et le vécu, vous choisissez vous-même des valeurs pour formuler ce jugement. Même si vous vous situez par-delà le bien et le mal, vous prenez position lorsque vous condamnez le retour du refoulé. Vous êtes obligé d'admettre l'existence du mal. D'où la question : que proposez-vous pour mettre fin au refoulement du mal, qui se traduit par des comportements pervers, violents et immoraux ?

Michel MAFFESOLI

Je suis un petit bourgeois classique, rationaliste et bon père de famille. Toutefois, ce ne sont pas mes propres valeurs qui sont en question. J'incite mes lecteurs à se purger des convictions, afin d'aboutir à une neutralité axiologique. Nous connaissons trop la suffisance de ceux qui prétendent détenir la vérité.

Débat avec la salle

De la salle

Dans *Le calice et l'épée*, Riane Eisler oppose la tradition gréco-juive de l'épée aux civilisations matriarcales antérieures. Nous proposons, Monsieur Maffesoli, de revenir 2 500 ans en arrière ?

Michel MAFFESOLI

Je ne connais pas l'ouvrage auquel vous faites référence, mais je vais y remédier. Je n'ai effectivement pas abordé la question matriarcale de notre sujet, comme je l'avais souhaité. La grande tension vers l'avenir qui nous a régis a été efficace à bien des égards. Il semble toutefois que nous devions actuellement payer les frais de cette efficacité. Peut-être devrions-nous enrichir la raison. J'ai écrit un éloge de la raison sensible. Je ne suis pas irrationaliste, mais je suis convaincu de la nécessité de faire évoluer la raison vers le sensible.

Outre le schéma linéaire du progrès et le schéma circulaire nietzschéen, nous pourrions utiliser l'image de la spirale. Sans revenir en arrière, nous pourrions exhumer ce que nous avons cru oublié à un autre niveau. En Français, nous manquons de termes pour désigner le progrès. Les langues néo-romanes sont munies du mot *ingreso*, qui désigne une dynamique inhérente non projective, sans forcément de but défini.

De fait, je pense que nous assistons à une évolution dans le sens d'une féminisation du monde. Cette dimension sous-tendait mes propos sur l'invagination du sens. En outre, le mot « sens » est ambigu en Français, puisqu'il désigne à la fois la signification et la finalité. Sans parler de régression, je pense effectivement que la féminité qui est en chacun de nous est en train de reprendre sa place dans la société.

Jean-François MATTEI

Je suis en total accord avec vos propos. Toutefois, je crains que nous ne nous éloignons du sujet de la tragédie. Concernant *Le calice et l'épée*, il est bon de se demander si cette analyse ne procède pas d'une reconstruction de la part des féministes américains. Je ne suis pas convaincu par la distinction sexuelle des manières de penser. Par ailleurs, la fin de la différenciation sexuelle serait une grande perte pour l'humanité. La lutte des sexes est bénéfique.

De la salle

Vous êtes tous trois d'accord pour considérer la mort comme élément fondamental de la tragédie. Toutefois, dans cette dialectique, vous n'avez pas évoqué le suicide. Le suicide de Romain Gary, par exemple, pose pourtant cette question de la tragédie et de la maîtrise de la fatalité.

Jean-François MATTEI

De tels suicides correspondent à des drames personnels. Pour être tragique, il est nécessaire que le suicide soit en représentation, ce qui peut se produire. Généralement, le suicide est une fin de vie due à l'impossibilité de supporter une existence qui n'a plus de sens. Il peut arriver que les personnes, quelles que soient leurs réussites, ne supportent pas la fatalité de leur finitude.

François CHIRPAZ

La question du suicide me laisse toujours perplexe. Je ne sais pas pourquoi une telle faille peut surgir dans l'existence. Je pense que toute explication que nous pourrions donner serait en dehors de la question. Dans de telles circonstances, la pensée est suspendue.

De la salle

Je souhaite connaître la position de Michel Maffesoli quant aux propos tenus par Jean-François Mattei concernant Michel Onfray, qui est mon philosophe préféré.

Michel MAFFESOLI

Je trouve que Jean-François Mattei a été trop gentil avec Michel Onfray.

Jean-François MATTEI

Je pense surtout que l'engouement pour Michel Onfray, dont la pensée n'est ni philosophique ni originale, correspond à un effet de mode. Ma réserve principale concerne sa critique de l'ensemble de la tradition philosophique, à l'exception des hédonistes et de la pensée chrétienne. En matière d'hédonisme désespéré, Albert Camus est une référence autrement honorable.

Michel MAFFESOLI

Ma critique fondamentale de Michel Onfray concerne un problème de méthode. Si nombre de ses sujets sont pertinents, la manière de les traiter ne me semble pas juste. Onfray se situe dans la continuité des « nouveaux philosophes », apparus dans les années 70, et correspondant à un phénomène de marchandisation de la pensée. Or je considère que la spectacularisation nuit à la pensée. Le journalisme éclairé, la vulgarisation, ne doivent pas oublier d'où ils tirent leurs sources.

De la salle

Monsieur Maffesoli, ne pensez-vous pas que certaines fêtes correspondent à une fuite en avant permettant de faire oublier les véritables enjeux ?

Michel MAFFESOLI

Je ne nie pas que les fêtes revêtent une dimension de divertissement. Nous devons accepter que nous vivons une période de décadence. Toutefois, une représentation du monde déclinante est remplacée par une autre, ce qui est intéressant. La récupération, la marchandisation des fêtes n'empêche pas qu'une forme de vie y existe.

Par ailleurs, le festif est cruel. Il est lié à la mort. Le festif diffère de la joie, il peut déraiper. Le tragique de la fête renvoie à l'enfant qui sommeille en chacun de nous. La figure emblématique de la modernité était un homme rationnel, sérieux, productif et reproductif. Je pense que la figure des sociétés post-modernes est le mythe de l'enfant éternel. Or, l'enfant est cruel. Par la fête, il homéopathise la mort et la cruauté. Il est important d'intégrer les formes de violence festives.

Nous devons accepter que certains sens s'épuisent dans l'acte. Certains mouvements sont dépourvus de finalité.

Jean-François MATTEI

La condition tragique de l'existence réside justement dans le fait que l'enfant doit devenir un adulte. L'éducation, ou la civilisation, sont les outils de cette transformation. L'enfant est cruel et il semble important qu'il ne procède pas à des sacrifices sanglants ailleurs que sur le plan symbolique.

Michel MAFFESOLI

Les figures emblématiques sont contaminatrices. Au XIX^{ème} siècle, le modèle du bon bourgeois influençait le reste de la société. Désormais, c'est la figure dionysiaque du perpétuel adolescent.

Jean-François MATTEI

Ce modèle binaire des figures emblématiques me paraît simplificateur. Des modèles différents peuvent être trouvés. J'estime qu'il est indispensable que l'adolescent devienne un adulte. Par ailleurs, nous sommes en droit de nous demander si toutes les figures emblématiques se valent. Nous sommes autorisés à les juger.

La distanciation du scientifique est louable. Il semble toutefois que l'adhésion se cache sous la description du sociologue.

De la salle

Les repères doivent être des balises plutôt que des bornes, dans le cadre d'une autorité acceptable. Il ne faut pas avoir peur de la notion de morale.

Michel MAFFESOLI

Je suis d'accord avec vous. Nous devons accepter nos contraintes, ce qui constitue le tragique.

De la salle

Il serait intéressant d'évoquer le tragique dans l'Histoire de l'art.

Jean-François MATTEI

Dans mon ouvrage *De l'indignation*, je condamne les dérives de l'art contemporain tout en montrant qu'elles sont nécessaires.

De la salle

Je pourrais repartir de ce colloque en retenant le viatique « tout est bon ». L'existence du mal, toutefois, rend difficile la pratique de cette conception.

Jean-François MATTEI

Je ne pense pas que Michel Maffesoli ait utilisé cette expression ainsi. Le « tout est bon » est un relativisme épistémologique, à la base. Les sciences sociales modernes s'attachent à décrire les

phénomènes sociaux comme des choses. Toutefois, lorsque les faits deviennent normatifs, le devoir être est disqualifié.

De la salle

Leibniz aurait pu être convoqué dans ce débat du « tout est bon ». Ma question est la suivante : le tragique et la violence sont-ils indispensables dans notre monde ?

François CHIRPAZ

De fait, le tragique est présent dans la réalité. Nous devons donc nous en accommoder.

Jean-François MATTEI

Le tragique et la violence sont constitutifs de notre civilisation. Même lorsqu'elle est refoulée, la violence s'exprime. De plus, la violence est fondamentalement liée au développement de l'homo sapiens sapiens, qui s'est imposé en détruisant les autres hominidés. Par ailleurs, le tragique peut devenir indispensable lorsqu'il est sublimé en œuvres d'art. La tragédie est une catharsis de la violence grecque. Le premier texte littéraire occidental, l'*Iliade*, décrit un génocide.

Jean-Claude GUIBAL

Pour ma part, je retiens pour viatique que le tragique est constitutif de la condition humaine et qu'il est donc nécessaire d'assumer cette dimension de l'existence des hommes. Dans cette perspective, la recherche d'une société aseptisée n'est pas adéquate.

Nous remercions infiniment nos intervenants de leur participation.

Rencontres sur les origines

« *La naissance de l'univers :
ce que l'on en sait, ce que l'on en pense* »

Ouverture

Jean-Claude GUIBAL
Député-Maire de la ville de Menton

Nous nous proposons aujourd'hui de dresser un état des connaissances sur les origines de l'univers et les interprétations dont elles font l'objet au travers d'un débat sur la science et la théologie qui interroge la raison même de notre existence.

- Etienne Klein est Physicien au CEA (Commissariat à l'Energie Atomique). Docteur en philosophie des sciences, il est Professeur à l'Ecole Centrale de Paris. Sa bibliographie récente comprend les ouvrages suivants : *L'unité de la physique*, publié chez PUF en 2000 ; *Les tactiques de Chronos*, publié chez Flammarion en 2003 ; *La science nous menace-t-elle ?* publié aux Editions Le Pommier en 2003 ; *Petit voyage dans le monde des quanta*, publié chez Flammarion en 2004 ; *Il était sept fois la révolution, Albert Einstein et les autres*, publié chez Flammarion en 2005.
- Marc Lachièze-Rey est Docteur ès Sciences, ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure, Directeur de recherches au CNRS, Astrophysicien au Centre d'Etudes de Saclay. Sa bibliographie récente comprend les ouvrages suivants : *La quête de l'unité* avec Etienne Klein ; *Au-delà de l'espace et du temps*, publiés aux Editions Le Pommier en 2003 ; *Initiation à la Cosmologie* publié chez Dunod en 2004 ; *Les avatars du vide* publié aux Editions Le Pommier en 2005, et *De l'infini, mystères et limites de l'univers* avec Jean-Pierre Luminet, publié aux Editions Quai des Sciences en 2005.
- Le Père Jacques Arnould est dominicain et Ingénieur agronome. Docteur en histoire des sciences et docteur en théologie, il est chargé de mission au CNES où il travaille sur la dimension éthique, sociale et culturelle des activités spatiales. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont : *Dieu, le singe et le Big Bang*, publié aux Editions du Cerf en 2000 ; *La seconde chance d'Icare, pour une éthique de l'espace*, publié aux Editions du Cerf en 2001 ; *Les moustaches du diable, lorsque la foi se frotte à la science* publié aux Editions du Cerf en 2003 ; *La lune dans le bénitier*, publié aux Editions du Cerf en 2004 et *Pierre Teilhard de Chardin* publié chez Perrin en 2005.

Interrogation sur la scientificité de la question des origines

Etienne KLEIN

I. Les erreurs de l'approche scientifique

Nous connaissons actuellement une crise protéiforme de la science car nous avons pris conscience qu'elle ne répond qu'aux questions scientifiques. Le courant scientifique de la fin du XIX^{ème} siècle pensait au contraire qu'elle finirait un jour par épuiser tous nos questionnements, y compris ceux intéressant les valeurs.

A mon sens, ce sont ces promesses inconsidérées que nous payons aujourd'hui. L'intérêt que nous portons notamment aux questions de la liberté, de la justice ou du « vivre ensemble » s'explique directement par le rapport que celles-ci entretiennent avec nos valeurs. Or la science ne nous est d'aucune aide en la matière.

Il serait un peu long d'expliquer les illusions qui animaient la doctrine scientifique. Je sais cependant que vous avez récemment reçu Jean-Marc Lévy-Leblond, qui définit la science comme l'art de rendre les questions propices à une démarche scientifique.

Nous nous sommes probablement tous demandé pourquoi, pour reprendre la formulation de Leibniz, il y a quelque chose plutôt que rien. Cependant, les scientifiques que nous sommes ne peuvent pas répondre à cette question. La science se demandera plutôt « Qu'est-ce qui existe ? ». Ce questionnement nous amène à identifier la matière et, par la suite, à nous interroger sur sa nature. C'est ainsi que nous avons pu préciser la constitution de la matière.

L'utopie scientifique consistait à affirmer qu'une fois la réponse trouvée à la dernière question, nous serions à même, en reprenant le cheminement à rebours, de répondre à la question initiale : Pourquoi y a-t-il quelque chose plutôt que rien ? C'est là son erreur. En effet, répondre à une question scientifique n'apporte rien de plus qu'une réponse scientifique.

II. Les scientifiques peuvent-ils apporter des réponses sur les origines de l'univers ?

Nous pouvons affirmer que, posée en ces termes, la question des origines n'est pas en elle-même scientifique. Pourtant, lorsque l'on interroge les scientifiques sur la création, qu'il s'agisse de celle du temps, de l'univers, de la matière, de la vie, de l'homme, de la conscience ou de la pensée, ceux-ci se révèlent avoir des choses à dire. Ils fournissent même des réponses qui, parfois, laissent à croire que la science est devenue capable, sinon de saisir, du moins d'envisager comment la matière a pu accéder à l'existence.

Une telle évolution relève-t-elle de la pure arrogance ou est-elle justifiée par des avancées substantielles ? Au crédit de la seconde hypothèse, deux arguments sont avancés.

1. Une meilleure appréhension des premiers temps de l'univers

Il s'avère tout d'abord que presque toutes les disciplines scientifiques ont pris acte de l'évolution subie par les objets au cours du temps et donc du fait que ces mêmes objets sont issus d'une évolution. Cette reconnaissance constitue une rupture majeure avec la science du XIX^{ème} siècle. Le temps s'est imposé progressivement comme une caractéristique essentielle de la structuration du monde, au travers de la théorie darwinienne de l'évolution, de la découverte de l'expansion de l'univers ou de l'élaboration du modèle du big-bang.

L'univers comme les choses et les êtres qui s'y trouvent n'ont pas toujours été comme nous les connaissons aujourd'hui. La paléontologie et l'anthropologie pour les formes de vie animales et humaines, la biologie évolutionniste pour les formes de vie en général, la chimie, la physique, l'astrophysique et la cosmologie pour les formes inanimées nous l'enseignent. C'est la somme de ces connaissances qui permet de mettre en évidence les – très longs – processus à l'œuvre.

Nous sommes parvenus à définir l'univers dans sa phase primordiale, selon des modèles certes conjecturaux mais crédibles. Nous pouvons expliquer que la matière a éliminé l'anti-matière, que la lumière s'est séparée de la matière, rendant l'univers transparent à sa propre lumière et permettant à la matière de se structurer. Sont nées de la sorte les galaxies, les étoiles et toutes les formes peuplant le ciel nocturne. Ce sont ainsi des généalogies qui ont été identifiées, selon lesquelles les étoiles sont les mères des atomes et ont pour ancêtre des nuages de poussière dont la matière provient de l'univers primordial.

2. Les progrès des méthodes de datation

Le deuxième argument est plus technique, puisqu'il recouvre les progrès spectaculaires des méthodes de datation tels qu'ils ont pu se produire tout au long du XX^{ème} siècle. Ces méthodes sont soit relatives et s'appuient sur des contemporanéités, soit absolues et concernent toutes les échelles de durée. Tous les domaines scientifiques y ont eu recours. C'est ainsi que l'on peut aujourd'hui donner un âge à l'univers, au soleil ou à n'importe quelle étoile, à la terre ou à toute planète. De même, on peut établir la filiation de l'homme dans la famille des primates et plus largement dans la série des espèces animales. En permettant une mise en histoire intégrale du monde, ces techniques nous ont permis de prendre conscience que tout a un âge et un commencement.

Là où, au XIX^{ème} siècle, nous ne voyons que du permanent et de l'invariable, nous identifions aujourd'hui de la production historique, des jaillissements de nouveautés aussi bien que des disparitions définitives. L'apport de la datation a donc été décisif.

Mais permet-elle davantage ? Nous enseigne-t-elle quoi que ce soit sur l'origine ou sur la création ? Il est tentant d'affirmer que l'existence d'une historicité implique celle d'une genèse tant le constat d'une évolution suggère le questionnement sur son commencement.

Trop de scientifiques se persuadent que les techniques de datation ont fait surgir la question des origines au sein même des sciences et n'admettent plus que du bout des lèvres qu'elles aient pu garder quelque chose de leurs attaches métaphysiques.

3. Une des limites de l'approche scientifique : appréhender « l'origine absolue »

Je me suis donc proposé d'étudier les propos des scientifiques s'interrogeant sur les origines des êtres et des choses. Cette observation permet de constater qu'il y est essentiellement question de commencement, d'origine et de généalogie.

Le modèle du big-bang s'appuie sur l'idée que dans un passé très lointain l'univers était beaucoup plus dense et chaud qu'aujourd'hui et qu'il ne cesse, depuis, de se dilater et de se refroidir. Ce modèle permet de comprendre comment les structures à grande échelle que sont les galaxies ou les amas de galaxies ont pu se développer à partir des toutes petites homogénéités initiales. Il nous permet également de saisir comment se sont formées les étoiles. Pour autant, de la même manière que le fait de connaître l'âge de quelqu'un ne nous permet d'affirmer comment cette personne est née, ce modèle ne nous renseigne pas sur l'origine de l'univers.

Il apparaît donc que les sciences ne font jamais que saisir des origines relatives, c'est-à-dire des dates de commencement ou des contextes d'apparition. Elles continuent à être mises en difficulté par le concept d'origine pris dans son sens absolu, celui d'une création pure, *ex nihilo*.

La science ne nous apprend rien sur l'origine, qu'elle soit chronologique ou explicative, de l'univers ou du temps. La raison en est relativement simple. La science, pour se construire, requiert un « déjà là ». Point de physique sans éléments dont on puisse comprendre les comportements. Or l'origine absolue ne peut précisément pas faire partie du « déjà là » puisqu'elle correspond à l'émergence d'une chose en l'absence de celle-ci.

Vous m'objecterez que nous sommes capables d'expliquer que l'univers est né à partir du néant. Je vous renverrais alors vers les écrits d'Aristote selon lesquels un néant qui peut potentiellement cesser d'être un néant est déjà quelque chose.

La véritable question revient donc à déterminer comment la science pourrait donner un statut à une telle singularité, à une telle origine absolue. A ma connaissance, personne ne le sait vraiment.

C'est pourquoi la question de la création demeure métaphysique ou théologique.

En toute rigueur, décrire l'origine de l'univers devrait consister à expliciter comment celui-ci a pu émerger d'un « non-univers », de la même manière que la réflexion sur l'origine du temps devrait nous conduire à situer le temps dans le prolongement d'un « non temps ».

Les contradictions ainsi révélées sont indépassables. Je reproche aux scientifiques de faire semblant de les résoudre alors que l'on peut au mieux prétendre décrire l'enchevêtrement de conséquences qui a succédé aux origines. Cette remarque vaut également pour les théories de « pré big-bang » qui s'essayent à décrire la phase immédiatement antérieure à l'expansion de l'univers au moyen de la définition d'un temps différent du temps physique habituel. Cette réponse, loin d'épuiser la question, ne fait que la déplacer.

Quand bien même de nouvelles lois physiques qui permettraient de décrire l'origine du temps ou de l'univers viendraient à être découvertes, il nous resterait à identifier l'origine de ces mêmes lois. Loin de rendre compte du passage du néant à l'être, les théories physiques invoquent implicitement une « cuisse de Jupiter » constituée d'ingrédients préalables qu'il faut ajouter à l'histoire pour comprendre l'origine en question. Cette cuisse de Jupiter peut être le vide quantique qui diffère du vide au sens commun ou l'explosion d'un trou noir primordial. L'important reste de noter qu'il s'agit toujours de quelque chose.

Prétendant décrire l'origine de l'univers, nous partons toujours de quelque chose de préexistant, si bien que le commencement *ex nihilo* que nous cherchons à saisir n'en n'est plus un mais apparaît bien plus comme une conséquence, comme l'achèvement de ce qui a précédé. Tout converge vers le constat que toute description du processus de création ne peut être menée qu'en l'adossant à sa propre antériorité.

Empruntant à Lacan, je me demande s'il n'est pas signifiant que le terme création soit presque un anagramme du mot accréation, tant tout commencement demande lui-même à être fondé en une sorte de régression du conditionné à sa condition. Perdus dans une sorte de marécage ontologique, chaque nouveau pas implique que nous invoquions une nouvelle cuisse de Jupiter. Comme si Dieu était une sorte de mille-pattes.

Je citerai en conclusion un récent article rédigé par Dominique Lecourt au sujet du créationnisme scientifique américain : « *On ne peut pas édifier une science sur la base d'un texte sacré comme le croient les adeptes du créationnisme scientifique, même si la tradition biblique présente une genèse du monde, des êtres vivants et de l'homme. Ces textes ont une valeur, non de connaissance, mais de repère pour chaque être humain qui cherche à construire son identité d'être mortel en se référant à une généalogie qui puisse donner une forme, aussi stable que possible, à son imaginaire.* » L'auteur explique ensuite qu'aux questions qu'agitent les religions et les théologiens, les sciences dites de la nature n'apportent aucune réponse, sauf à ériger la nature en rival de Dieu, sauf à faire de la science un fétiche et de la raison une idole.

La question de l'origine de l'univers

Marc LACHIEZE-REY

Depuis un siècle, l'univers est appréhendé comme un objet physique, ce qui a amené à envisager que la réponse à la question de son origine peut être apportée par la physique et plus précisément par celle de ses branches dont l'objet est d'étudier l'univers : la cosmologie.

I. L'évolution historique des approches cosmologiques

Nos conceptions de l'origine de l'univers ont énormément évolué. Si nous remontons de quelques siècles, nous constatons que nous ne lui prêtons en général aucune histoire, que nous le considérons comme perpétuellement égal à lui-même à l'exception d'une phase très courte de création qui coïncide généralement avec une théogonie.

Ce discours est beaucoup plus mythique que scientifique et permet moins d'expliquer que de fournir des repères aux civilisations. Les philosophes vont, notamment dans l'antiquité grecque, aborder un nouveau mode de réflexion et se trouver ainsi à l'origine de la science. L'évolution qui s'en suit aboutit, au XX^{ème} siècle, à la naissance de notre science moderne consacrée par l'énonciation des principes de Newton.

A l'époque de ce dernier, prévaut toujours une conception non historique du monde, qui s'étend désormais à l'univers. Si Newton fonde la physique moderne en définissant les concepts physiques d'espace et de temps, qu'il assimile à l'univers, c'est en théologien qu'il s'intéresse à l'épisode de la création à travers l'exploration des textes sacrés.

Aujourd'hui, les cosmologues, dont je fais partie, se disent à même de développer un discours véritablement scientifique sur l'univers, dans la mesure où celui-ci constitue un objet scientifique. Cette qualité tient au fait que l'univers possède certaines propriétés identifiables et quantifiables. L'univers présente notamment un taux d'expansion constaté et mesurable qui connaît lui-même un taux d'accélération variable et mesurable. Ces indicateurs permettent de déduire l'âge et la courbure de l'univers, etc...

C'est à partir de Newton que savants et philosophes commencent à relever que la plupart des objets scientifiques ont une histoire. Au XVIII^{ème} siècle, Buffon suggère, en tirant argument notamment du volcanisme, que la Terre, contrairement à ce que suggère le récit biblique, aurait plus de 6 000 ans d'existence. A la charnière des XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles, les scientifiques sont convaincus que la Terre, loin d'avoir été créée dans sa forme actuelle, a subi une longue et permanente évolution. Cette prise de conscience conduira certains scientifiques jusqu'à admettre que cette évolution se poursuivra jusqu'à la mort de la planète.

II. Qu'est-ce que l'origine de la Terre ?

Nous en avons une bonne idée, puisqu'il est désormais acquis que la Terre est issue d'une transformation.

Il y a cinq milliards d'années n'existait qu'un énorme nuage de gaz et de poussière, la « nébuleuse proto-solaire » qui, sous l'effet de lois physiques bien identifiées (comme la gravitation, l'électromagnétisme ou les interactions nucléaires), s'est condensé pour donner naissance à un système qui s'est aplati et mis en rotation. Une forte condensation a donné naissance, au centre, au soleil, tandis que des condensations périphériques ont formé des planètes, dont la Terre.

L'origine de la Terre est donc descriptible comme un long processus, purement physique et totalement susceptible d'être situé dans le temps. Nous pouvons aboutir ensuite au même degré de compréhension, s'agissant des autres étoiles et systèmes solaires puis s'agissant de l'humanité, des espèces animales et végétales qui, elles aussi, naissent, évoluent et, pour certaines, disparaissent.

Au début du XX^{ème} siècle, l'univers fait exception, puisqu'on ne le conçoit pas comme un objet physique soumis à évolution. La science reste muette sur son processus de création. C'est avec la découverte, vers 1920, de l'expansion de l'univers qu'en seront déduits une dilution et un refroidissement de sa matière. Des raisonnements incontestables permettent de déduire que les choses que nous connaissons n'ont pas pu exister alors que les conditions physiques de l'univers étaient aussi différentes. Dix fois plus chaud, l'univers qui existait il y a quelques milliards d'années ne pouvait pas abriter la vie, ni même des planètes. En remontant davantage, nous déduisons que l'univers ne pouvait pas contenir d'atomes, qui auraient été cassés par la chaleur.

III. Les obstacles à la connaissance des origines

L'univers évolue et connaît une histoire faite d'états physiques très différents. Il est évident que la reconstitution de cette évolution se fait à rebours, en partant d'aujourd'hui. Peut-être cette démarche va-t-elle buter sur une limite, l'origine de l'univers par exemple.

La cosmologie n'arrive pas à cerner cette origine essentiellement pour des raisons pratiques. Plus nous remontons dans le passé, moins les conditions physiques que nous reconstituons présentent de caractères communs avec celles que nous vivons aujourd'hui. Interviennent des phénomènes électromagnétiques ou de physique nucléaire qui n'ont plus cours dans notre monde. L'univers fut ainsi à un moment tellement chaud et dense qu'il n'était que réactions nucléaires.

L'histoire des modèles de big-bang a donc une limite originelle que l'on nomme habituellement le mur de Planck.

A partir de cette base sur laquelle tout le monde s'accorde, il est possible de s'interroger sur l'antériorité. Certains n'hésitent pas à employer les termes d'origine et de création. Cependant, cela a-t-il un sens ? Je ne pense pas. Je prête pour ma part deux sens au terme d'origine. Le premier est temporel et chronologique, tandis que le second est causal et fait de l'origine le processus causant l'existence de notre sujet d'interrogation. Ainsi nous pouvons dire que, d'un point de vue chronologique, l'origine de la terre remonte à 4,5 milliards d'années, tandis que d'un point de vue causal, il s'agit du processus qui a transformé la nébuleuse proto-solaire en un ensemble constituant l'univers que nous connaissons.

Rien ne l'atteste, mais nous pouvons imaginer que le temps a un début en-deçà duquel le temps n'existait pas. Nous nous trouverions ainsi en présence de l'origine chronologique du temps, sans que cela ne nous fournisse son origine causale.

Si nous voulons imaginer une origine causale, il ne peut s'agir que d'une notion atemporelle, qui ne se situe ni aujourd'hui, ni demain, ni hier, ni il y a 15 milliards d'années, ni il y a 6 000 ans, mais plutôt à chacun de ces moments. Il ne peut s'agir d'un événement.

Conclusion

La cosmologie ne nous mène ni au début, ni à la création de l'univers. Néanmoins, les progrès constants de la science nous permettent d'aller plus loin et de repousser davantage les limites physiques de nos connaissances.

L'univers est-il devenu trop grand pour l'homme... et pour Dieu ?

Père Jacques ARNOULD

Jusqu'au XVI^{ème} siècle, la pensée occidentale concevait l'univers comme un monde clos, centré autour de la Terre et de l'humanité. Depuis Copernic et Galilée, ces limites et cette amarre ont été rompues : désormais, l'univers est « une sphère dont le centre est nulle part et la circonférence partout ». L'homme peut-il prétendre encore y occuper une place singulière ? Et Dieu lui-même ? Les religions dites du Livre le présentent si proche de l'humanité que l'on pourrait craindre qu'il ne se dissolve lui aussi dans le tourbillon des galaxies. La nouvelle cosmologie pose donc de prodigieux défis aux croyants.

I. Le vieux cardinal

« Je ne suis pas n'importe quel être sur n'importe quel petit astre qui tourne en rond, pour quelque temps, n'importe où. Je marche d'un pas assuré sur une terre ferme, elle est fixe, elle est le centre de l'univers, et moi, je suis au centre, et l'œil du Créateur est fixé sur moi et sur moi seul. Autour de moi, rivées aux huit sphères de cristal, tournent les étoiles fixes et le soleil prodigieux qui a été créé pour éclairer ce qui m'entoure, et moi avec, pour que Dieu me voie. Ainsi, visiblement et irréfutablement, tout dépend de moi, l'homme, fruit de l'effort divin, la créature en son milieu, l'image de Dieu, impérissable, et... le vieux cardinal s'effondre. » (Bertolt Brecht, *La Vie de Galilée*, tableau 6)

Un anthropocentrisme revendiqué, une référence divine avec un risque : un Homme créé à l'image de Dieu ou un Dieu créé à l'image de l'Homme ?

II. Une religion un peu étriquée

Avec l'époque moderne, la religion chrétienne traverse une période de « rétrécissement », de « fermeture » de sa perspective. Plus encore que par le passé, la question est réduite au salut de l'âme. Dit autrement, la seule chose qui importe est l'histoire de l'âme (cf. l'autobiographie de Thérèse de Lisieux), le drame de l'âme ; le monde, le théâtre du monde ne sert que de décor.

Autre illustration : la controverse de Valladolid. Les Indiens ont-ils une âme ? Question doublement intéressante, pour les Indiens eux-mêmes évidemment, pour la persistance de la question de l'autre.

III. Les ténèbres et le Royaume

Avec l'époque contemporaine proche et contemporaine, ce repliement devient de plus en plus difficile. Le cosmos devient plus présent, au point de troubler les penseurs.

Dans *Le Gai Savoir*, de Nietzsche : « Comment avons-nous pu vider la mer ? Qui nous a donné l'éponge pour effacer l'horizon tout entier ? Qu'avons-nous fait, à déchaîner cette terre de son soleil ? Vers où roule-t-elle à présent ? Vers quoi nous porte son mouvement ? Loin de tous les soleils ? Ne sommes-nous pas précipités dans une chute continue ? Et cela en l'arrière, de côté, en avant, vers tous les côtés ? Est-il encore un haut et un bas ? N'errons-nous pas comme à travers un néant infini ? Ne sentons-nous pas le souffle du vide ? Ne fait-il pas plus froid ? Ne fait-il pas nuit sans cesse et de plus en plus nuit ? Ne faut-il pas allumer les lanternes dès le matin ? N'entendons-nous rien encore du bruit des fossoyeurs qui ont enseveli Dieu ? Ne sentons-nous rien encore de la putréfaction divine ¹ ? »

Sentiment de solitude, effroi que partage un chrétien comme Pierre Teilhard de Chardin, au cours de la terrible épreuve des tranchées de la Grande Guerre : « Et moi, j'ai eu peur, et le vertige s'est emparé de moi-même, quand, mesurant les limites étroites où s'enfermait le globe radieux, j'ai pris soudain conscience de l'isolement irrémédiable où se trouve perdue la gloire de l'Humanité. [...] L'homme a l'homme pour compagnon. L'Humanité est *seule*... J'ai vu les *bords* de l'Humanité ; j'ai aperçu le noir et le vide autour de la Terre ⁱⁱ. »

Un autre savant inscrit sa réflexion dans la foulée, Jacques Monod : « L'ancienne alliance est rompue ; l'homme sait enfin qu'il est seul dans l'immensité indifférente de l'Univers d'où il a émergé par hasard. Non plus que son destin, son devoir n'est écrit nulle part. À lui de choisir entre le Royaume et les ténèbres ⁱⁱⁱ. »

Le choix de l'homme et non plus une revendication : l'anthropocentrisme devient pratique. L'homme est désormais responsable du reste de la biosphère comme du sens que lui seul peut donner au monde. « Être humain, c'est choisir » écrit René Dubos.

IV. Retour vers le cosmos

L'humanité ne se revendique plus comme unique, mais elle se sait singulière. Liée à l'univers par toutes les fibres de son corps comme par son histoire ; en même temps, capable de recul, d'imagination. Est ainsi proposé un possible réenchantement sinon du monde, du moins de la place que l'humanité y occupe.

Un témoin parmi d'autres, Paul VI en 1968 : « Et, comme si une fenêtre s'ouvrait dans notre vie quotidienne, voici que nous sommes invités à regarder dehors, dans l'espace, dans le ciel, dans le cosmos. Et, s'agissant d'un phénomène humain qui a pour théâtre le ciel, nos pensées habituelles sont comme happées par le vide qui s'ouvre devant nous. Notre première réaction n'est pas d'émerveillement, mais de trouble. Devant nous s'ouvre une réalité immense, mystérieuse, que nous croyions pouvoir oublier parce que, pour nous qui ne sommes pas astronomes, elle était lointaine, inaccessible, elle échappait à notre expérience. Notre vision plonge dans la profondeur de l'espace ; son champ s'étend démesurément ; l'univers nous dit au moins qu'il existe. Par certaines belles nuits d'été, nous avons peut-être nous aussi contemplé les innombrables étoiles qui parsèment l'immense voûte des cieux ; nous avons pensé, ou essayé de penser, au mystère de l'univers. [...]. Peut-être le sentiment de l'infini, qui transcende l'infini et le temps, nous a-t-il donné à nous aussi un frémissement métaphysique, devant cet océan de l'être où se trouve plongée notre vie ; et pourtant celle-ci, si petite soit-elle, est vie, conscience, esprit. »

Un psaume étonnement astronomique et astronautique, le huitième : « À voir ton ciel, ouvrage de tes doigts, la lune et les étoiles que tu fixas, qu'est donc le mortel, que tu t'en souviennes, le fils d'Adam, que tu le veuilles visiter ? » Et encore : « À peine le fis-tu moindre qu'un dieu ; tu le couronnes de gloire et de beauté, pour qu'il domine sur l'œuvre de tes mains ; tout fut mis par toi sous ses pieds. »

Le retour, en christianisme, d'une dimension cosmique (toujours préservée dans la liturgie orientale) ; l'influence de Teilhard de Chardin ; les résonances bouddhistes (cf. *L'infini dans la paume de la main*) ; les mouvements *New Age* et les dérives panthéistes possibles ; la théologie du Christ cosmique qui lie les deux questions de la création et de la rédemption, nées et liées à la question des origines (originaire et original).

Conclusion

Jamais peut-être la question de l'autre n'a été aussi préoccupante pour l'être humain, de la quête des extraterrestres aux enjeux moraux posés par l'avortement et l'euthanasie. Jamais la confession ou la quête d'un Dieu transcendant et immanent n'a été aussi profonde.

.

Table ronde

Jean-Claude GUIBAL

A vous entendre tous, la question est plus importante que la réponse.

Etienne KLEIN

A mon sens, il me semble intéressant de chercher à comprendre pourquoi la question des origines semble intéresser un large public. Elle ne m'intéresse pas pour ma part. Pourquoi pensons-nous, à l'instar des scientifiques, qu'un dévoilement intégral du monde pourrait être une révélation sur le sens qu'il y a à être dans ce monde ?

Stephen Hawking promet dans son dernier ouvrage, *Une belle histoire du temps*, que les scientifiques seront en mesure, dans quelques années, de nous proposer la grande équation du tout. Selon lui, le philosophe et le scientifique se retrouveront face à ce résultat et pourront partager avec l'homme de la rue la pensée de Dieu. Il démontre ainsi sa compréhension de ce qui lui permettra de vendre des livres !

Jacques Arnould a évoqué un ré-enchantement du monde. Cependant, la science peut-elle y participer alors qu'il y a encore peu, elle était au contraire accusée de désenchanter le monde ? Toutes les révolutions scientifiques sont des décentrement. Le décentrement de l'homme par rapport à l'univers ou celui entre sa conscience et son activité (avec Freud) sont autant de blessures pour notre ego.

Je pense surtout qu'il est possible pour chacun d'interpréter la science dans le sens qui lui convient. Libre à nous d'y voir un désenchantement ou bien souscrivant, comme certains, au principe anthropique, de voir l'Homme comme le but de l'évolution de l'univers, ou encore, avec Hawking, de remettre le scientisme, autre forme d'anthropocentrisme, au goût du jour.

Je relèverai enfin, comme Renan, qu'il faut envisager la possibilité que la vérité soit triste. Ma crainte est qu'au motif que la science ne nous livre que partiellement le monde, nous puissions nous détourner d'elle, y compris pour les questions qu'elle pourrait contribuer à résoudre. Ce mouvement est sensible chez les étudiants, qui se détournent de plus en plus des disciplines scientifiques. Je trouve cette réalité d'autant plus menaçante que nous avons tendance à croire les mensonges qui nous conviennent plutôt que les vérités qui nous dérangent.

Père Jacques ARNOULD

Je suis convaincu que la science peut et doit nous aider à ré-enchanter le monde, ne serait-ce qu'en alimentant le va-et-vient entre décentrement et intérêt sur soi. Nous ne devons pas oublier, au motif que la science nous effraierait, tout ce qu'elle nous a apporté et continue à nous apporter. La peur n'est bonne conseillère que si elle nous ouvre à l'espoir sans nous paralyser. Dans le cas contraire, elle signifierait notre fin. Jacques Blamont, membre du CNES, a évoqué récemment cette idée dans un livre intitulé *Introduction à un siècle de menaces* dans lequel il décrit longuement notre situation actuelle. Il conclut son noir constat en affirmant qu'aucune solution n'est possible, qu'il n'y a rien à faire. C'est une conclusion envisageable, mais ce n'est pas la seule. Pour avancer, il nous faut des hommes de bonne volonté et de bonne foi.

Marc LACHIEZE-REY

S'agissant de l'enchantement du monde, la science est à mon sens totalement neutre. Ma vision du monde me mène personnellement à être enchanté d'être un scientifique, mais non d'une manière qui surpasse l'enchantement que me procure le spectacle de la nature. Je ne pense pas que l'on puisse rendre la science responsable de notre désorientation, de notre perte de sens. Je m'interroge comme tout le monde sur le sens de mon existence mais je suis convaincu que ni la science ni la religion ne m'aideront à trouver la réponse.

Jean-Claude GUIBAL

Je crois avoir compris, Marc Lachière-Rey qu'il appartient à chacun de donner du sens aux choses.

Marc LACHIEZE-REY

Chacun fait une place différente à la science et aux religions dans sa vie. Pour autant, le sens ne peut être apporté que par nous-mêmes. Je ne l'ai personnellement pas encore trouvé et je ne sais pas si je dois envier ou plaindre ceux qui affirment avoir accédé à pareille connaissance.

Je souhaite préciser qu'un des aspects qui me paraît le plus dérangeant dans la religion tient aux miracles. Un miracle serait le point d'interaction entre science et religion, puisqu'il s'agirait d'un phénomène en désaccord avec les lois scientifiques habituelles trahissant du même coup un geste révélateur de la puissance de Dieu.

Père Jacques ARNOULD

Cette question importante réapparaît fréquemment. Il me semble toutefois que les deux notions sont incompatibles puisque le miracle est, par définition, unique et n'est pas sujet à répétition.

Etienne KLEIN

Il me semble pourtant que l'eucharistie opère, selon le Concile de Trente, le miracle de la transsubstantiation en dissociant les propriétés d'un même objet : d'un côté la substance, de l'autre ses accidents. Il s'agit donc bien d'un exemple de miracle répété à chaque communion.

Si l'on prend au sérieux ce qu'affirme le catéchisme le plus récent (qui remonte à 1992), on en vient à imaginer qu'une hostie connaît de violentes réactions nucléaires qui transmutent ses éléments chimiques d'une manière irréversible ! Vous pouvez dès lors concevoir les difficultés que l'on peut rencontrer à enseigner la structure de l'atome à des lycéens qui suivent, par ailleurs, des cours de catéchisme.

Père Jacques ARNOULD

C'est pour cela que j'entendais préciser que mon propos ne concerne que les sciences modernes. On ne peut pas invoquer Aristote et Saint Thomas d'Aquin comme des représentants de l'approche scientifique moderne.

Cependant, d'un point de vue théologique, il est troublant de constater que le magistère dont je dépends utilise des discours qui ne relèvent pas des mêmes époques. Même revus par Thomas d'Aquin, est-il encore pertinent d'emprunter à Aristote des éléments d'explication de l'eucharistie?

Ces personnages décrivaient une réalité en se fondant sur l'état des connaissances scientifiques de leur époque.

Marc LACHIEZE-REY

Nous sommes ici confrontés à un conflit inutile puisque la dimension de l'eucharistie est essentiellement symbolique. Néanmoins, on remarque que, dès que nous en venons à la description de la matière de l'hostie, on aboutit à une impasse.

Etienne KLEIN

Je voudrais attirer votre attention sur le fait qu'à mesure que la science se décentre, les ego et la subjectivité affleurent. Scientifiques et religieux n'ont pas la prétention de répondre à la question des origines, qui est laissée, en fait, aux sectes et aux pseudosciences.

Jacques Arnould vient d'affirmer que la science doit participer au ré-enchantement du monde. Comment peut-on, selon lui, conduire la science à remplir une telle fonction ?

Père Jacques ARNOULD

Ces propos s'adressaient à ceux de mes confrères qui se complaisent parfois dans la crainte des sciences. Or, il est à mon sens nécessaire de disposer de lieux où s'interroger, avec la science, sur le sens de l'univers. En tant que religieux, je me considère tenu de reconnaître que les scientifiques peuvent m'aider à mieux comprendre la réalité à laquelle j'appartiens.

Le questionnement sur les origines, présent dans la tradition qui est la mienne, plus large que celui portant sur le simple commencement, m'apparaît comme indispensable à l'orientation de nos positionnements.

Je prendrai ainsi l'exemple du suaire de Turin que des fidèles vénèrent, depuis au moins le XVIII^{ème} siècle, non pas comme un morceau de tissu mais comme le fondement de leur propre foi en Dieu et en l'homme. Un tel culte n'est possible que parce qu'un objet permet une mémoire dynamique.

Etienne KLEIN

Vous avez abordé la question de l'Autre. Or il me semble que la question des origines ne peut rapprocher les hommes qu'à la condition qu'elle conserve son statut de question. A l'inverse, toute réponse nous séparerait. Tout se passe aujourd'hui comme si nos origines participaient à notre identité. A force de nous focaliser de manière crispée sur cette question, nous construisons une situation explosive.

Débat avec la salle

De la salle

Monsieur Lachière-Rey, comment un scientifique comme vous peut-il affirmer qu'il revient à chacun de trouver ses propres réponses ? Il me semble plutôt que c'est à travers les apports de notre intelligence collective, de notre héritage culturel commun et donc de la science, que nous pouvons espérer trouver ce sens.

Marc LACHIEZE-REY

Personnellement, je sais que je ne trouve pas de réponse à la question du sens dans les textes, quels qu'ils soient. Tant mieux si je suis capable de me les réapproprier, mais je ne suis pas intéressé par l'idée d'un document qui m'enseignerait le sens du monde. La réponse dont je parle serait celle susceptible de s'appliquer à tous les hommes quelle que soit leur identité culturelle.

De la salle

Dès lors que vous définissez l'origine comme une causalité, considérez-vous l'homme comme un sous-produit de l'univers ? Est-ce que l'univers serait selon vous une gigantesque machine à fabriquer de la conscience ? Est-ce que le fait de reconnaître une origine à l'univers impose l'existence d'une fin ? Voyez-vous cette histoire comme un processus linéaire ou plutôt comme un cycle perpétuellement renouvelé ?

Etienne KLEIN

La physique est devenue puissante quand Galilée a affirmé que cette discipline ne répondrait qu'aux questions portant sur le comment et non à celles concernant le pourquoi. De ce fait, la physique a éliminé la conscience du champ de ses objets. On peut affirmer que la conscience est un sous-produit de l'univers, mais on peut également voir l'univers, avec le solipsisme, comme un sous-produit de la conscience, ce qui constitue une théorie aussi difficile à croire qu'à récuser.

N'y a-t-il pas une once d'outrecuidance à considérer notre conscience comme la plus aboutie des évolutions alors que nous ne disposons pas d'autre exemple d'intelligence ?

Père Jacques ARNOULD

Cette question a trouvé de multiples réponses, y compris dans la sphère religieuse. Certains penseurs identifient une conscience, même primitive, dès l'apparition de la vie là où d'autres ne la reconnaissent que chez l'être humain.

Cependant, l'émergence de ma conscience n'est-elle pas également liée à l'existence d'un autre qui me permet d'avoir conscience de moi-même ? On se rapproche alors davantage de la notion de compassion, présente en neurobiologie. Cette notion recouvre la capacité à partager avec l'autre la conscience réciproque de nos existences et pourrait être la principale caractéristique humaine.

L'homme est-il la finalité du cosmos ? Oui, dans le sens où chaque être humain constitue une fin singulière du cosmos, mais pas dans celui du dessein intelligent des créationnistes.

Marc LACHIEZE-REY

Un fœtus, un nouveau-né ou même un animal sont-ils conscients ? Il s'agit d'une question d'éthique lourde de conséquences. Il en est aujourd'hui pour penser que les machines développeront un jour une conscience. Il serait alors concevable d'exiger qu'elles se voient reconnaître les mêmes droits que l'homme.

Etienne KLEIN

Définir l'homme comme le seul être capable d'éprouver de la compassion me paraît ambigu. On sait en particulier que les singes éprouvent une forme de compassion. En outre, plus que n'importe quelle espèce, l'homme peut parfois montrer une absence totale de compassion.

De la salle

Teilhard de Chardin me semble avoir conçu une théorie proposant une succession à l'humanité. Je dois vous avouer que cette découverte a contribué à me rapprocher de la religion catholique. Pour cette théorie le père Teilhard de Chardin a-t-il été excommunié ?

Père Jacques ARNOULD

Non, il ne l'a pas été. Son exil a suffi puisqu'il a respecté les injonctions lui interdisant de produire des œuvres philosophiques ou, tout au moins, de les publier. Il est question dans ses écrits d'orthogénèse, d'une genèse orientée vers le point oméga qu'il assimilait au Christ. D'une manière relativement déterministe, il envisage l'homme comme constituant un sommet temporaire de l'évolution, jusqu'à être intégré dans ce qu'il nomme la « noosphère », sorte de mise en réseau de toutes les consciences qui serait susceptible de générer une grande conscience universelle attirée par le Christ.

Cependant, je reste d'un naturel méfiant face aux solutions trop séduisantes. Ainsi Jean Rostand préférerait les chercheurs aux savants comme il préférerait l'appétit à la satiété. Nous savons tous que cette sensation de satiété peut constituer un somnifère.

De la salle

Celle-ci fait preuve d'une très grande habileté en ne prenant pas position, en laissant des penseurs comme vous manier toutes ces connaissances sans pour autant reconnaître les conclusions auxquelles vous pouvez arriver.

Etienne KLEIN

Ce débat nous conduit à distinguer les questions du sens et de la réalité. Les scientifiques développent de plus en plus un discours sur la seconde et de moins en moins sur la première. Les religieux ont à l'inverse beaucoup à dire sur le sens, mais peu à voir avec la réalité, sauf à se livrer à une lecture littérale des textes sacrés et ainsi à tomber dans le fondamentalisme. Une autre pente glissante consiste à accorder du crédit, éditorial par exemple, à certains scientifiques dès lors qu'ils agrémentent leurs résultats scientifiques d'un discours sur le sens. Pour un éditeur, un livre sur la matière est intéressant en termes de ventes, mais pas autant que s'il traite des origines de la matière.

De la salle

Je remercie les intervenants pour l'éclairage qu'ils m'apportent tant sur les limites des champs d'investigation scientifique et religieux que sur l'absence d'antagonisme entre ces différentes approches. Je note, cependant, que je suis personnellement mû par le doute, tant sur la foi que sur la science. Comment le doute est-il appréhendé par chacune d'elles ?

Marc LACHIEZE-REY

Le doute est un des moteurs de la science, puisque le scientifique ne reçoit rien qu'il ne remette en cause. Sa conviction n'est acquise qu'une fois qu'il s'est approprié la démonstration. Par déformation, il m'est rigoureusement impossible de croire un texte écrit par quelqu'un d'autre. Le propre de la littérature scientifique est d'adjoindre des démonstrations aux énoncés qui sont censées évacuer ce doute.

Etienne KLEIN

Je ne suis pas sûr pour ma part que tous les scientifiques doutent de tout, tant il existe des points de crispation. Je partage l'idée que les résultats de la science ne sont jamais acquis. Cependant, cette approche constitue le lit du relativisme selon lequel la science est une démarche de connaissance comme les autres ne disposant d'aucun monopole sur la vérité. Un tel positionnement peut déboucher sur une assimilation de la science à une simple donnée culturelle, contextuelle et sociologique. Cela me semble dangereux. C'est pourquoi je serais également porté à énoncer qu'il est des résultats scientifiques difficiles à contester, comme c'est le cas de la formule $E=mc^2$ (lorsqu'elle est correctement appliquée !).

Père Jacques ARNOULD

La réflexion catholique s'est heurtée à la question du relativisme au cours du XX^{ème} siècle. Les travaux de l'école de Jérusalem, alliant archéologie, exégèse et une approche littéraire quasi scientifique des textes ont mis en doute ce qui était tenu pour évident par nos prédécesseurs. Ainsi le doute a-t-il été instillé dans l'Eglise et c'est ce qui nous garde du dogmatisme entendu dans son sens le plus strict. Il y a donc place et nécessité pour le doute. Dans un cadre religieux, celui-ci doit être en permanence confronté aux trois vertus théologiques de la tradition chrétienne qui sont la foi, l'espérance et la charité. C'est ce qui met en mouvement le croyant, alors que le doute lui fait courir le risque de l'immobilité. Le doute doit être soumis à ces trois vertus pour qu'une dynamique existe. La foi permet de surmonter le doute, tandis qu'espérance et charité viennent transcender cette foi.

De la salle

En l'état actuel des connaissances humaines, le rien, ce qui serait au-delà de l'origine, vous semble-t-il concevable ?

Etienne KLEIN

Je rejoins Bergson sur cette question, pour qui le néant est précisément l'impensable. En effet, la seule démarche de penser le rien implique de lui prêter des propriétés qui le voient cesser d'être le rien. Reste à savoir comment nous pouvons avoir l'idée même de quelque chose d'impensable.

De la salle

En quoi l'observation nous aide-t-elle à connaître les débuts de l'univers ?

Je désire également savoir ce qu'il faut entendre par l'expression « *courbure de l'espace-temps* ».

Marc LACHIEZE-REY

L'observation d'un objet lointain s'effectue grâce à la lumière émanant de cet objet, qui a mis un temps d'autant plus long à nous parvenir que cette source est lointaine. Avec l'amélioration de nos outils d'observation, nous sommes en mesure d'observer des objets de moins en moins lumineux et de plus en plus lointains et donc des événements de plus en plus anciens, remontant actuellement jusqu'à douze ou treize milliards d'années. Cela nous apporte des renseignements sur l'état de l'univers à ces instants. C'est d'ailleurs un des meilleurs moyens dont nous disposons pour vérifier la relative validité des modèles de big-bang. Même si nous remontons toujours plus loin, nous restons très éloignés de l'instant limite en question. Cet éloignement n'est pas forcément chronologique, mais tient au fait que de nombreux événements se sont vraisemblablement passés entre le temps le plus ancien observable et le temps le plus ancien concevable. On sait par exemple qu'entre le mur de Planck et l'apparition des premières galaxies, plusieurs milliards d'années se sont écoulés. Nous savons que, pour des raisons fondamentales qui semblent insurmontables, les premiers millions d'années après le mur de Planck ne pourront jamais être observés.

Sur votre seconde question, même s'il est effectivement difficile de concevoir une courbure en quatre dimensions, les mathématiciens ont démontré au XIX^{ème} siècle que celle-ci était tout à fait possible même si nous ne pouvons la représenter. Il existe des espaces courbes comptant quatre dimensions ou plus. La question est plutôt de savoir ce qui nous permet de parvenir à visualiser la courbure en deux dimensions. La capacité à se représenter intellectuellement des courbures de l'espace ou de l'espace-temps vient néanmoins avec l'habitude de manipuler ces concepts. Cette courbure est en tout état de cause définie et mesurée avec une relative précision.

De la salle

S'agissant des miracles, il me semble avoir compris qu'il s'agit de phénomènes relevant du surnaturel, mais est-ce que la science contemporaine, du fait même des limites qu'elle se découvre, n'a pas tendance à accréditer comme intellectuellement acceptable la notion de surnaturel ?

Etienne KLEIN

Si vous dites que la science intègre le miracle surnaturel dans ses descriptions, vous affirmez de la sorte que la « surnature » appartient à la nature. Vous faites ainsi apparaître un paradoxe. Si un miracle peut être scientifiquement décrit, que reste-t-il qui justifie l'appellation de miracle ?

Père Jacques ARNOULD

Du point de vue chrétien, les miracles, comme les anges, sont uniques et échappent de ce fait même à la science puisqu'ils ne peuvent être répétés.

Etienne KLEIN

Ce critère ne me paraît pas toujours pertinent puisque, par exemple, le big-bang non plus ne peut pas être reproduit.

Père Jacques ARNOULD

L'essentiel tient à la signification théologique du miracle. Il est le signe du salut apporté par Dieu. La foi chrétienne quand elle mentionne un miracle s'interroge en fait sur la portée de celui-ci pour une personne donnée à une époque donnée. Il n'est aucunement exigé des catholiques de croire aux miracles.

De la salle

Que ce soit par le dévoilement d'une équation mathématique, d'un ou plusieurs dieux ou par la croyance en un chemin initiatique, en quoi la réponse définitive que vous auriez à nous proposer nous aiderait-elle à être plus humains et fraternels au sein de notre village planétaire ?

Etienne KLEIN

La connaissance de l'origine n'apporterait selon moi aucune amélioration en la matière.

Père Jacques ARNOULD

Si une telle solution venait à être découverte, elle nous serait probablement imposée ou bien elle ne ferait que nous offrir l'opportunité d'un choix.

Marc LACHIEZE-REY

A mon sens la réponse à votre question est négative. Peut-être peut-on même au contraire considérer que le progrès de nos connaissances a accru notre faculté de nuisance, comme tend à nous l'apprendre l'épisode dramatique d'Hiroshima.

ⁱ Friedrich Nietzsche, *Le Gai Savoir*, § 125, Paris, Club du Livre, 1957, p. 209.

ⁱⁱ Pierre Teilhard de Chardin, « La Grande Monade » in *Cahiers Pierre Teilhard de Chardin*, 2, 1960.

ⁱⁱⁱ Jacques Monod, *Le Hasard et la nécessité. Essai sur la philosophie naturelle de la biologie moderne*, Paris, Seuil, 1970, p. 194-195.

« *Les religions face à la laïcité* »

Ouverture

Jean-Claude GUIBAL
Député-Maire de la ville de Menton

Nous évoquerons aujourd'hui un thème qui lie et qui oppose : les religions face à la laïcité.

Je remercie les personnalités qui nous font l'honneur d'être présentes dans cette salle : Monsieur le Recteur et Monsieur l'Inspecteur d'Académie ainsi que Monsieur le Directeur de Cabinet du Président du Conseil National Monégasque.

Trois invités interviendront sur le thème d'aujourd'hui.

- Michel Winock est historien, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'IEP de Paris et fondateur de la revue *Histoire*. Parmi les nombreux ouvrages qu'il a publiés, je citerai les plus récents : *Le siècle des intellectuels*, édité au Seuil en 1997, dans la collection Point Histoire, qui a reçu le Prix Médicis Essai ; *La fièvre hexagonale, les grandes crises politiques de 1871 à 1968*, édité au Seuil en 1999, dans la collection Point Histoire ; *La Belle Epoque*, édité chez Perrin en 2002 ; *Jeanne et les siens*, édité au Seuil en 2003, dans la collection Point Histoire et *La France et les Juifs, de 1789 à nos jours*, édité au Seuil en 2004.
- Henri Pena-Ruiz est professeur agrégé de philosophie, maître de conférence à l'IEP de Paris, professeur de philosophie en khâgne au lycée Fénelon, spécialiste des questions relatives à la laïcité. Il a été membre de la Commission Stasi, réunie en 2003. Sa bibliographie récente comprend les ouvrages suivants : *Dieu et Marianne, philosophie de la laïcité*, publié aux PUF en 1999 ; *La laïcité*, publié chez Flammarion en 2003 ; *Qu'est-ce que la laïcité ?*, publié dans la collection Folio chez Gallimard en 2003 ; *Histoire de la laïcité, genèse d'un idéal*, publié aux Editions Découverte Gallimard en 2005 et *Les grandes légendes de la pensée*, publié chez Flammarion en 2005.
- Le père Yves Combeau est dominicain, diplômé de l'Ecole du Louvre et de l'Ecole nationale des Chartes, titulaire d'un DEA de théologie de l'Université Catholique de Lyon, rédacteur en chef depuis 2001 de la revue *Amitiés dominicaines*, accompagnateur des équipes de Dirigeants chrétiens depuis 2004.

La séparation des Eglises et de l'Etat : origine et contexte

Michel WINOCK

1905 ne marque qu'un point d'aboutissement de la laïcité française. Le terme laïcité date du début des années 1880. Il n'a aucun équivalent dans les autres langues étrangères, excepté en Turc et en Mexicain, la Turquie et le Mexique ayant suivi le modèle français en termes de laïcité.

L'idée de laïcité apparaît en France vers 1750, à l'époque où commence à s'affirmer une culture opposée à l'Eglise catholique dominante et au régime absolutiste qui imposent depuis des siècles l'unité de religion dans le pays. La religion catholique est alors religion d'Etat et prétend détenir la vérité absolue, prétention contre laquelle se dresseront les philosophes des Lumières. Ce mouvement éclot dans d'autres pays d'Europe, mais la France demeure un cas particulier en tant que monarchie absolue promouvant le catholicisme comme religion détenant le monopole de la croyance, mais autorisant le développement de la philosophie des Lumières. L'Allemagne et l'Angleterre ont connu La Réforme, l'Angleterre autorise le pluralisme des Eglises, l'Italie n'est pas unifiée et l'Espagne n'admet que marginalement le mouvement philosophique des Lumières au XVIII^e siècle.

La Révolution radicalise le mouvement anti-clérical des Lumières et marque une rupture entre l'Etat et l'Eglise romaine. Les biens du clergé sont nationalisés afin de renflouer les caisses de l'Etat. L'Eglise catholique est réorganisée, une constitution civile du clergé est mise en place et les prêtres sont obligés de prêter serment. S'ensuit un schisme entre les prêtres assermentés et les prêtres réfractaires. L'insurrection de la Vendée et l'établissement de la Terreur marquent une période de déchristianisation de la nation française. La France devient alors le théâtre de l'opposition entre deux cultures qui s'opposeront tout au long du XIX^e siècle : la culture catholique fondée sur la tradition et la culture laïque, qui deviendra la culture républicaine.

Le Concordat signé en 1804 avec Rome laisse d'abord croire au rétablissement de la paix entre ces deux cultures. Cet accord reconnaît l'Eglise catholique comme l'Eglise de la majorité des Français et oblige l'Etat à l'entretenir et à rémunérer les prêtres, mais également les pasteurs protestants et les rabbins juifs. Ce régime durera jusqu'en 1905.

Le Concordat est cependant remis en question par les coups d'Etat, les révolutions et les différents régimes politiques qui se succèdent tout au long du XIX^e siècle. L'Eglise catholique soutient le régime monarchique puis l'Empire de Napoléon III et refuse la liberté de conscience. Le conflit avec les libéraux, puis les républicains, qui souhaitent établir un régime de liberté, notamment spirituelle, est inévitable. Le Pontificat intervient à plusieurs reprises pour défendre la tradition contre la « modernité ». Certains membres de l'Eglise catholique, appelés catholiques libéraux, comprennent la nécessité d'une réconciliation entre la religion traditionnelle et le monde moderne et pluraliste. Mais la Papauté sanctionne cette attitude d'ouverture : en 1831, Grégoire XVI condamne, dans l'encyclique *Mirari vos*, les fondateurs du journal *L'Avenir*, représentatif de cette tendance catholique libérale ; en 1864, Pie IX publie le *Syllabus*, un catalogue des 80 idées fausses propagées dans le monde moderne, parmi lesquelles la liberté religieuse et la démocratie ; Pie X condamne également la démocratie chrétienne. Durant tout le XIX^e siècle, l'Eglise catholique est sur la défensive et lutte contre le mouvement nationaliste italien qui menace les Etats lui appartenant ou le mouvement libéral européen qui souhaite imposer la liberté de la presse et la liberté de conscience.

Les républicains du Second Empire considèrent l'Eglise catholique comme l'ennemi à vaincre. La III^e République se constitue donc contre cette institution ecclésiastique qui prétend exercer un rôle de tutelle sur les mœurs et la société. Par exemple, la loi sur le divorce, votée sous la

Révolution française puis abandonnée sous la Restauration, sera rétablie en 1884, contre la volonté de l'Eglise.

En France, la laïcité s'est donc d'abord constituée par le combat politique des républicains qui souhaitaient mettre en place un régime politique indépendant de toute influence religieuse. Le processus de laïcisation commence ainsi en 1880 avec les lois scolaires de Jules Ferry. En revanche, les républicains restent partagés sur la question du Concordat qui permet à l'Etat de garder la mainmise sur la nomination des évêques.

L'affaire Dreyfus constitue un élément déclencheur de la séparation des Eglises et de l'Etat. L'Eglise romaine ne prend pas position pour ou contre la révision du procès de Dreyfus mais la presse catholique se range majoritairement dans le camp des nationalistes anti-dreyfusards. Ainsi, *La Croix*, journal très populaire et bénéficiant de multiples éditions départementales, qui avait pour devise en 1880 : « *Le journal le plus anti-juif de France* », prend parti contre Dreyfus et entraîne dans son sillage une opinion catholique largement opposée à la révision de son procès. Le fait que les officiers de l'Armée française soient majoritairement anti-dreyfusards accentue ce mouvement. Le courant nationaliste devient de plus en plus dangereux pour les institutions et le processus qui s'engage à partir de 1901 aboutit à la loi de 1905. La « gauche » – terme peu usité au XIX^e siècle, mais qui devient courant avec la victoire en 1902 du « bloc des gauches », alliant socialistes, radicaux et républicains modérés – mène une politique anti-cléricale radicale, qui se concrétise par l'exclusion des congrégations en 1904 et l'interdiction qui leur est faite d'enseigner.

Après avoir été un combat politique, la laïcité devient un droit et un acte d'apaisement. Déjà, en 1905, lors de la discussion de la loi, deux tendances s'opposent : une tendance radicalement anti-religieuse, personnifiée par René Viviani, et une tendance plus pacifiste représentée par Aristide Briand et Jean Jaurès. La loi de 1905 rejette les propositions les plus radicales et accepte, par exemple, la présence d'aumôneries rémunérées par les ministères de tutelle dans les lycées et les hôpitaux. La gestion des biens de l'Eglise est confiée à des associations culturelles, ce que le Pape considère comme une tentative de prise de pouvoir des laïcs dans les Eglises. Le Pape l'ayant condamnée, cette procédure ne peut avoir lieu. La République accepte donc d'entretenir les lieux de culte, comme l'autorise la loi de 1908. En 1924, sont créées les associations culturelles diocésaines, reconnues par Pie XI.

La loi de 1905 n'a donc pas été définitive : elle a été amendée plusieurs fois même si le principe de séparation est resté intangible.

La laïcité dans la loi et dans ses pratiques

Henri PENA-RUIZ

Mon propos portera sur l'esprit et l'enjeu actuels de la laïcité. Je ferai un petit détour par la philosophie pour tenter de répondre à la question suivante : aujourd'hui, quel élément de la laïcité a une portée assez fondamentale pour nous permettre de vivre ensemble dans notre monde ?

Tout idéal prend ses racines dans un contexte historique particulier, mais parfois, les hommes accomplissent des actes dont la portée les dépasse. Par exemple, l'Angleterre a été le premier pays à voter l'*Habeas Corpus*. Par la suite, la valeur de cette loi s'est affranchie de ses origines historiques pour permettre à la raison humaine de statuer sur la question de savoir si l'*Habeas Corpus* était intrinsèquement juste ou pas. Toute proportion gardée, c'est l'exercice auquel je me prêterai maintenant en me demandant comment définir la laïcité et en quoi cette notion est importante dans notre monde.

Un des graves problèmes auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés réside dans la question : comment conjuguer les différences et l'unité d'un monde commun à tous les hommes ? Les êtres humains ont des options spirituelles différentes. Certains croient en un principe transcendant dont découlent des valeurs comme la fraternité. D'autres, comme Albert Camus ou Jean-Paul Sartre, appelés humanistes athées, nient l'existence d'un ou plusieurs dieux, sans pour autant nier toute valeur, comme la solidarité. Enfin, les agnostiques, comme le philosophe Jung ou Thomas Huxley, ne statuent pas sur l'existence de Dieu, car ils considèrent que cela dépasse l'entendement humain, sans pour autant prétendre au relativisme intégral. Ainsi, Jung statuait sur les principes minimaux de sociabilité qui fondent le vivre ensemble. Protagoras, un des grands sophistes de l'Antiquité, aurait également déclaré : « Des dieux, je ne sais pas s'ils existent ou pas. Et s'ils existent, je ne sais pas ce qu'ils sont. ». Il serait également l'auteur du fameux adage : « L'homme est la mesure de toute chose ».

Les humanistes athées peuvent déduire le principe de fraternité de celui de solidarité, non pas en référence à un père transcendant commun, mais en référence à la condition humaine selon laquelle les hommes s'engagent mutuellement par les actes. Certaines valeurs fondatrices du lien social, comme la fraternité ou le respect de l'humanité, peuvent ainsi découler d'aspirations spirituelles très différentes. Dès lors, le problème de la conciliation des différences et de l'unité du vivre ensemble trouve ici l'esquisse d'une solution.

Le terme « *laos* » désignait en grec une unité de population. Il a donné le mot « *laïcos* », qui qualifie un individu qui ne se distingue en rien d'un autre individu, au sein d'une population donnée. Le terme « *cleros* » a ensuite désigné les individus dévolus à l'administration du sacré dans une communauté religieuse. La distinction devint hiérarchique quand l'institution ecclésiastique décida qu'elle détenait la Vérité et devait édicter la norme. Peut-être le peuple que nous représentons dérive-t-il d'un principe de laïcité qui traduit l'indivisibilité et l'indifférenciation d'une population ? La notion de laïcité serait ainsi la mémoire vive de l'unité de l'humanité en amont des différenciations spirituelles.

Cette définition peut être une piste pour trouver un principe de concorde. N'est-il pas nécessaire, dans le monde dans lequel nous vivons et qui voit réapparaître des fanatismes politico-religieux, de réintroduire cette distinction ? Victor Hugo avait entamé son discours contre la loi Falloux du 20 janvier 1850 par un éloge de la démarche spirituelle religieuse, avant de s'en prendre au parti cléricale. L'écrivain, qui était croyant, distinguait la religion, comme libre démarche spirituelle, et le cléricisme, comme volonté d'exercer un magistère sur toute la société, y compris sur ceux qui ne croient pas en Dieu. Le témoignage religieux a été perverti en un projet de domination politique.

Comme le rappelle Spinoza dans le *Traité théologico-politique*, ce n'est pas l'activité spirituelle des religieux qui pose problème mais leur volonté de dicter une loi commune à tous les hommes.

Le rappel de cette définition est important pour éviter le contresens usuel qui considère la laïcité comme une machine de guerre contre les religions. La laïcité est compatible avec les options spirituelles religieuses ainsi que l'humanisme athée ou agnostique. Toute volonté d'imposer un credo à ceux qui ne croient pas est attentatoire à la liberté de conscience, toute volonté de privilégier un credo religieux dans la sphère publique est attentatoire à la liberté des droits. Inversement, toute volonté de privilégier un humanisme athée ou agnostique dans la sphère publique est également attentatoire à la liberté de conscience et à l'égalité de traitement des options spirituelles.

C'est résolument que j'emploie le terme « option spirituelle ». En latin, « *optare* » signifie « choisir ». L'option est facultative et libre. Quand Saint-Augustin relate sa conversion dans *Les Confessions*, il utilise le latin « *opto* ». D'autre part, il me semble que la spiritualité ne se réduit pas à la religion. L'humanisme athée est une forme de spiritualité. Lorsque Albert Camus compare l'existence humaine au supplice de Sisyphe, il considère que la tâche dévolue à l'être humain « *suffit à remplir un cœur d'homme* ». L'art est également une œuvre spirituelle. Hegel a rappelé que les pyramides d'Égypte attestaient d'une tentative d'aspiration humaine vers l'infini. Le théorème de Pythagore, l'*Annonciation* d'Angelico, le poème de Louis Aragon, *La Rose et le réséda*, qui célèbre l'union des croyants et des athées pendant la Résistance, sont des œuvres spirituelles. Ce dernier exemple illustre bien le fait que la différence des options spirituelles n'interdit nullement la convergence vers des valeurs communes.

Nelson Mandela ne s'est pas battu pour que les Noirs bénéficient de droits différents des Blancs, mais pour que l'attribution des droits soit indifférente à la couleur de la peau. En ces temps de crispation identitaire et de replis sur des différences exacerbées, le danger du communautarisme est suffisamment important pour rappeler que l'autre homme, qu'il soit catholique, musulman ou athée, est homme comme moi. Ce rappel du même au-delà de l'altérité est un des fondements essentiels de la philosophie de la laïcité. La liberté de conscience n'est pas seulement une liberté religieuse. Ce dernier concept ne figure d'ailleurs pas dans la loi de 1905. Le fait que je croie en Dieu ou pas ne concerne que moi et nulle autorité extérieure n'a à s'en inquiéter. En revanche, si, en raison de ma croyance, je souhaite priver mon enfant de la transfusion sanguine qui le sauvera, la République imposera cette transfusion, car je n'ai pas à disposer de la vie d'un autre être humain. La République n'arbitre plus les croyances, elle arbitre les actes. Elle ne dicte plus sa loi à la religion, et réciproquement, la religion ne dicte plus sa loi à la République. Il s'agit du principe d'émancipation mutuelle du religieux et du politique. La loi de 1905 fut l'occasion de cette double émancipation. Bien que loi de combat, elle n'était pas intrinsèquement anti-religieuse.

J'entends, par laïcité, le principe d'union de tout le peuple, le « *laos* », sur la base de trois exigences complémentaires.

1. la liberté de conscience

L'article 1 de la loi de 1905 stipule que « La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes ». La garantie du culte est une implication particulière de l'énoncé général de la liberté de conscience ;

2. l'égalité de droits de toutes les options spirituelles : croyance religieuse, humanisme athée et agnosticisme

Ce principe est consubstantiel à l'émancipation laïque. D'après une enquête CSA-La Vie-Le Monde de mars 2003, 39 % des Français se déclaraient agnostiques ou athées et 61 % se réfèrent à Dieu, avec des variantes dans l'intensité de leur croyance. La puissance publique ne peut pas valoriser une option spirituelle plus qu'une autre. Ainsi, le stalinisme qui érige le

matérialisme athée en doctrine officielle de l'Union Soviétique ou la Pologne catholique imposant la prière publique dans toutes les écoles bafouent la laïcité ;

3. *l'universalité de but et d'affectation de la sphère publique*

Les buts de la République sont l'instruction et la santé publique, et toute institution de même nature par laquelle le lien social et politique se refonde selon l'idée que nous vivons tous dans le même monde.

Aucun élément de cette définition ne se positionne contre un principe particulier, mais pour la liberté de conscience, l'égalité de droits et l'intérêt commun. Pourtant, le fait d'être pour l'égalité de traitement des options spirituelles implique de s'ériger contre les privilèges que la sphère publique pourrait accorder à la religion ou à l'athéisme, d'où les débats sur le régime concordataire. En Alsace-Moselle, le concordat napoléonien est toujours en vigueur. Les écoles publiques de cette région donnent des cours de religion. Les familles qui ne souhaitent pas en faire bénéficier leurs enfants doivent solliciter une dispense. Ce régime est doublement attentatoire à la laïcité et aux droits de l'homme :

- il oblige des familles athées ou agnostiques à rendre publique leur option spirituelle ;
- il hiérarchise les options spirituelles dans la mesure où le système de demande de dérogation laisse supposer que la religion est la norme, et la dispense, une exception.

Le fonctionnement inverse, imposant des cours d'humanisme athée dans les écoles publiques, serait tout aussi scandaleux et inacceptable. La laïcité peut se manifester de différentes façons dans l'histoire, mais certains principes sont inaltérables. Le principe d'égalité de traitement des options spirituelles est juste car il rend possible l'adhésion de tous les citoyens à la sphère publique. Pour éviter la réitération des privilèges d'une religion officielle ou l'enfermement communautariste dans des particularismes exclusifs, la République doit distinguer la sphère privée de la sphère publique. En ce sens, selon l'article 2 de la loi de 1905, « La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte ». L'assignation de la religion à la sphère privée a pour conséquence d'obliger l'Etat à donner à tout homme les moyens de pratiquer librement sa religion, d'où l'exception à la suppression du budget des cultes que constituent les aumôneries. Les personnes qui vivent dans des internats de lycée, des casernes, des hospices, des hôpitaux ou des prisons y sont présents 24 heures sur 24, ce qui signifie que la partition sphère privée/sphère publique est impossible. Si une aumônerie existe de plein droit au sein de l'internat d'un lycée, cela n'est pas le cas dans les externats, où la partition sphère privée/sphère public est possible. Des glissements ont eu lieu et la fermeture d'internats n'a pas toujours entraîné la fermeture des aumôneries qui y étaient installées. Ces situations ne sauraient faire jurisprudence.

Je conclurai mon propos en évoquant la laïcité scolaire. Pourquoi cette dernière a-t-elle parfois revêtu un aspect polémique ? Comme l'a rappelé Victor Hugo, l'école est le lieu de formation de la conscience humaine. Le principe de l'école laïque n'est pas de détruire les croyances mais de faire en sorte que tous les enfants qu'elle accueille apprennent ce qui est commun à tous les hommes. Or la religion n'est commune qu'à ceux qui croient en elle. Comme l'a rappelé Condorcet dans ses *Cinq mémoires sur l'instruction publique*, le rôle de l'école laïque n'est pas d'enseigner la religion par le biais de ses représentants officiels. L'enseignement du fait religieux peut appartenir aux professeurs d'histoire, de lettres ou de philosophie, mais la déontologie laïque implique une extériorité entre le sujet qui fait connaître et l'objet de connaissance. C'est pourquoi l'école laïque n'est ni anti-religieuse, ni un lieu de prosélytisme religieux. Elle doit ouvrir le champ de la connaissance humaine et rester à distance du monde social ambiant où se jouent les conflits d'appartenance qui sillonnent la société civile. C'est la raison pour laquelle la commission Stasi a proposé de réaffirmer la laïcité par l'invitation à une non-manifestation ostensible des appartenances religieuses. L'école doit vivre dans la mixité sociale et des sexes et ce temps de construction individuelle et social doit être délivré de tout risque d'emprise religieuse ou idéologique.

La laïcité est une culture de la distance. Cette notion est importante dans une société qui semble encourager une sorte de spontanéité débridée. L'être humain doit aussi savoir se retenir et apprendre la distance à soi pour éviter la dérive vers les fanatismes identitaires. Encore faut-il que cette culture de la distance ait les moyens de se réaliser. A ce titre, le rapport de la commission Stasi a rappelé que la justice sociale et la lutte contre tout type de discrimination liée à l'origine étaient les compléments indispensables de la réaffirmation des principes juridiques et politiques de l'émancipation laïque. De tragiques événements nous rappellent que le déficit de justice sociale et le déficit de lutte contre les discriminations risquent d'être relayés par des fanatismes identitaires et de déboucher sur le pire. Jean Jaurès solidarisait la république sociale et la république laïque. Ces deux exigences sont complémentaires.

Contrairement à ceux qui disent que la laïcité est une spécificité française, je pense que la laïcité convient à tous les peuples et a une portée universelle.

Eglise et Etat : comment vivre ensemble ?

Père Yves COMBEAU

Mon double statut de clerc et de citoyen me conduit à adopter un double regard sur le thème de ce colloque. Mon exposé restera le plus pratique possible puis tentera de s'acheminer vers des principes plus fondamentaux. Mon propos portera essentiellement sur l'Eglise catholique.

L'Eglise catholique et la centaine d'évêques qui la dirigent ont été très surpris de voir la question de la laïcité revenir sur le devant de la scène en 2000-2001. L'affaire dite du foulard a été l'élément déclencheur de ce débat, mais la venue de Jean-Paul II en France en 1997 avait auparavant suscité quelques frémissements. Jusqu'à cette période, l'Eglise vivait plus ou moins paisiblement, malgré des propos parfois provocateurs de la part d'une certaine presse française ou les conflits liés au financement de l'école ou des associations catholiques.

Par ailleurs, l'Eglise catholique connaissait assez de problèmes internes pour ne pas y ajouter des querelles extérieures. Le fonctionnement institutionnel de l'Eglise était en effet très appauvri par la raréfaction des effectifs d'encadrement, la faiblesse des universités catholiques, la médiocrité du corps épiscopal, l'effondrement des vocations religieuses et le fonctionnement peu catholique des établissements catholiques. Les problèmes internes étaient donc suffisants pour que la question de nos relations avec la République n'ait pas besoin d'être reposée. De plus, l'Eglise avait le sentiment que la question de la laïcité à son égard ne se posait plus et que le débat portant sur la loi de 1905 était clos. D'abord, l'Eglise ne prétendait plus édicter ni la morale ni le contenu de l'enseignement. Ensuite, elle était plutôt satisfaite d'être libérée de la nomination des évêques par le ministre de l'Intérieur. Enfin, l'Eglise avait fait preuve d'efforts considérables pour s'intégrer dans le corps social et dans la République en participant activement à la vie politique, que ses tendances soient de droite ou de gauche. Cet engagement avait même été reconnu en son temps par un document du Cardinal Ratzinger qui rappelait que l'engagement dans les partis démocratiques était à la fois un droit et un devoir. Ce sentiment d'intégration à l'espace commun de la République reposait également sur des efforts culturels sur les formes mêmes de l'Eglise catholique : adaptation vestimentaire, adoption de chants et de musiques plus modernes, abandon des prêches en latin, modification puis laïcisation du syndicalisme chrétien, etc... L'Eglise avait également la certitude d'être intégrée dans la mesure où le concile Vatican II reconnaissait le droit inaliénable de tout homme à la liberté de conscience.

Les évêques ont réagi tardivement et assez maladroitement au débat sur le port du voile qui agitait la société civile. Ils ont ainsi remis un document de réflexion après le vote de la loi. Cet exemple illustre l'inadéquation technique entre l'Eglise et la société. Ce rapport, excellent dans son contenu, mais médiatiquement très mauvais, établissait un constat historique sur la question de la laïcité et rappelait les évolutions et les efforts dont l'Eglise avait fait preuve. En résumé, l'Eglise y réaffirmait son accord avec la République et se considérait comme n'étant pas concernée par le débat sur la liberté de conscience, des cultes et la séparation entre sphère publique et sphère privée. Bien entendu, ce rapport ne disait pas tout haut ce que les chrétiens pensent tout bas, à savoir leur agacement face à certaines manifestations excessives d'identité, de religion ou d'opinion politique. N'ayant pas grand-chose à dire, l'Eglise ne s'est pas beaucoup exprimée sur le sujet. Je ne crois pas pour autant que l'Eglise se soit entièrement alignée sur la position de la République par rapport à la question de la laïcité.

Je lisais aujourd'hui, dans un grand quotidien national, le récit d'une entrevue avec Monseigneur Ricard, Président de la Conférence des évêques de France. Les journalistes le questionnaient sur les événements qui agitent actuellement la Seine-Saint-Denis. Ce à quoi

Monseigneur Ricard a répondu qu'« *il était très important que les uns et les autres fassent des efforts pour apprendre à vivre ensemble dans la société* » et que l'Eglise « *comptait participer à ce mouvement.* ». Ces propos sont vagues et emprunts d'une certaine méfiance. Au sein de l'Eglise, nous sommes plutôt accoutumés à donner à des questions pratiques des réponses portant sur les valeurs du vivre ensemble, contrairement à l'homme politique ou au citoyen qui a plutôt tendance à prôner des actes. En général, les évêques font preuve d'une certaine méfiance à l'égard des hommes politiques comme le prouve le refus de Monseigneur Ricard de recevoir le ministre de l'Intérieur à l'Assemblée des évêques de Lourdes. Cette méfiance est liée à de vieilles blessures : soutien du gouvernement aux manifestations contre l'école libre en 1982, incompréhension de l'Eglise vis-à-vis du fonctionnement politique fondé sur la séduction, le consensus ou la versatilité, développement d'une pensée niant le fait religieux de la part des acteurs publics, etc... Par exemple, le conflit d'usage des cathédrales qui oppose l'Etat, propriétaire des lieux, et le clergé qui y est affecté, conduit parfois à des propositions explicites d'éviction du culte. A Lyon, le conflit a été tellement violent que l'archevêque a déclaré que s'il était encore empêché de célébrer la messe, il désinstallerait son siège de la cathédrale pour s'installer à Saint-Nizier.

L'intégration de l'Eglise dans l'espace républicain est aujourd'hui un peu illusoire. La société a évolué très rapidement depuis les années 60 et l'Eglise n'a pas toujours pu suivre ce mouvement. La convergence des valeurs évoquée par Monsieur Pena-Ruiz était réelle au début des années 60. Il s'agissait alors d'un humanisme reposant sur la dignité absolue de l'homme, c'est-à-dire le respect de la personne humaine, la liberté individuelle et les valeurs républicaines. Je ne suis pas sûr que la société française actuelle et les hommes politiques qui la représentent vivent toujours sur ce consensus. Le corpus de valeurs communes est sérieusement ébréché. De plus en plus, nos contemporains soutiennent des valeurs négociées, voire optent pour un relativisme à l'anglo-saxonne.

La loi de 1905 sous-entend l'existence d'un Dieu transcendant que les hommes seraient libres de reconnaître ou pas. Ce mécanisme spirituel et religieux n'a rien de chrétien. La transcendance est une notion philosophique élaborée au XVII^e siècle. Selon Les Evangiles, Dieu est incarné en chacun de nous. En conséquence, le chrétien est invité à chercher et à révéler le visage de Dieu dans chaque homme et chaque femme. Il est parfaitement exact de définir la foi comme un choix, mais une fois ce choix effectué, la vision entière de l'homme s'en trouve changée. Ce qui signifie qu'il n'y a pas de lieu neutre qui serait l'homme en amont de ses choix religieux.

Pour réconcilier l'Etat et l'Eglise, je propose l'amitié, au service des citoyens et de notre pays. L'amitié se définit par la connaissance mutuelle et par la confiance :

- La connaissance mutuelle consiste à reconnaître l'autonomie du fonctionnement institutionnel et de la parole de chacun. Tant que l'Etat cherchera à voir dans l'Eglise un reflet de son organisation, avec un évêque par département, en accordant à ce dernier un pouvoir qui ne lui appartient pas, tant que les évêques continueront à ne pas comprendre le fonctionnement de la démocratie et le pouvoir réel des élus et des administrateurs, les deux institutions resteront dans une impasse. La République française, conçue sur les bases humaines évoquées par Monsieur Pena-Ruiz, ne peut pas s'accorder avec ce qui fait le fondement de la vision chrétienne de l'homme et de la société. Une redéfinition des concepts de religion, d'inscription de l'homme dans la société et l'espace public est nécessaire chez l'un et chez l'autre. Je regrette que les termes « espace public », « droit public », « lieu public » restent si flous dans nos débats. Je regrette que l'Eglise ait une si piètre connaissance de la politique. Je regrette que le fondement de l'homme et sa vie en société soient en général si mal définis.

- La confiance consiste à accepter de se livrer l'un à l'autre, malgré nos différences. Nous devons admettre que nous ne sommes pas omniscients : l'Etat n'est pas la seule institution apte à éduquer les enfants et ne peut pas se substituer à la famille ni au corps spirituel et humain ; inversement, l'Eglise ne peut pas tout faire. L'Etat et l'Eglise doivent donc se confier des missions

respectives. Il s'agit enfin de mériter la confiance de l'autre, en effectuant sa mission le mieux possible et en s'organisant en fonction des besoins de l'autre. L'Eglise doit apprendre à mieux collaborer avec les pouvoirs publics, en formant en son sein des responsables, clercs ou laïcs, capables d'un dialogue réel et constructif dans l'action. Le fait que le débat sur les questions scolaires ne repose actuellement sur les épaules que d'un seul prêtre est simplement grotesque. Il faudrait une équipe de professionnels de ce sujet formés par l'Eglise. Parallèlement, la résolution de la question de l'usage d'une cathédrale ne doit pas exclusivement passer par un conservateur et un architecte dans la mesure où les problèmes liés au culte dépassent largement leurs compétences. Il devrait exister des spécialistes de la question religieuse au sein même de l'Etat.

Cette connaissance mutuelle et cette confiance doivent être vécues dans un réel désir d'avancer ensemble. L'Eglise est relativement persuadée de l'importance que l'Etat représente pour elle, je ne suis pas sûr du contraire. Cette amitié existe déjà localement. Un certain nombre de communes de la banlieue parisienne font ainsi preuve d'une laïcité heureuse et détendue. Le député-maire apparenté communiste de Montreuil semble vivre une relation ouverte et constructive, bien que parfois orageuse, avec les pasteurs, le curé et les imams qui acceptent de travailler avec lui.

Je suis resté fasciné par les silhouettes de Messieurs Mitterrand et Kohl se tenant par la main à Verdun. Quelle admirable façon d'illustrer le fait que des pays comme la France et l'Allemagne, séparés depuis tant d'années et qui ont formulé par trois fois le projet de se détruire mutuellement, ont décidé malgré leurs différences considérables de marcher ensemble et pour toujours dans la même direction !

En ce qui concerne la laïcité, plutôt que de chercher le point commun qui nous transcenderait et autour duquel nous pourrions nous rassembler, je crois que nous devrions vivre pleinement nos différences : que l'Eglise continue son travail de définition de ses valeurs publiques et que la République réaffirme ses propres valeurs, oubliées depuis plus de 30 ans. Conscients de nos richesses et de nos différences, nous pourrions alors nous donner la main et décider, une fois pour toutes, avec ou sans orages, de marcher ensemble.

Table ronde

Henri PENA-RUIZ

J'ai été directement interpellé par l'intervention du père Yves Combeau. Je souhaiterais revenir sur certains éléments d'appréciation. J'ai effectivement affirmé que l'humanité était une, en amont de la division entre croyants, athées et agnostiques. Je ne méconnais pas pour autant le fait que l'engagement dans une croyance religieuse ou un humanisme athée soit rétroactivement extensif à toute la personnalité, mais je considère qu'il est toujours très important, pour que le dialogue s'établisse et pour les besoins de l'analyse, de distinguer l'humanité une et l'humanité différenciée. Je suis persuadé que l'amitié et la confiance mutuelle supposent la reconnaissance de l'autre en tant qu'autre, mais elles supposent également la reconnaissance du même dans l'autre. C'est effectivement cette dialectique du même et de l'autre qui se joue dans l'amitié. Le caractère universalisable de ce principe est important. Selon vous, la croyance, une fois advenue dans un être humain, l'engage tout entier. Comment un croyant peut-il dialoguer avec un athée si le caractère entier de son être est revendiqué ? Il faut bien trouver une interface entre l'humanisme athée et l'humanisme croyant. Je mets d'ailleurs au défi quiconque de déduire ma propre option spirituelle de mon exposé sur la laïcité. J'ai suffisamment insisté sur le fait que l'athéisme officiel me semblait tout aussi irrecevable que la religion officielle.

Je crois que le principe qui permet ce caractère universalisable est ce que vous avez appelé la plateforme de valeurs communes. Le fait que le chrétien voit dans le visage de l'autre le temple de la divinité ne contredit pas la transcendance. En revanche, comme le disait Kant, « Agis de telle façon que tu puisses considérer ta maxime d'action comme une maxime universelle ». Si le fait d'ériger une maxime d'action en maxime universelle entraîne une contradiction, cela signifie que cette maxime n'est pas universalisable. En l'occurrence, le croyant ne peut pas imposer la dimension intégrale de son engagement puisqu'il est obligé de chercher dans l'athée ce par quoi ce dernier est irréductible à lui-même. Un athée n'est pas réductible à un croyant et inversement. La République se doit d'organiser la coexistence harmonieuse de l'athée et du croyant. A ce titre, la sphère publique ne peut pas plus collaborer avec les croyants qu'avec les athées, car elle privilégierait alors une option spirituelle, ce qui est contraire avec le principe de réciprocité. Ce principe connaît une version chrétienne – « Ne fais pas à autrui ce que tu ne veux pas qu'il te fasse » – et une version laïque, définie par l'éthique kantienne. L'idée selon laquelle la croyance religieuse pourrait être structurante de l'espace public n'est pas universalisable. La laïcité ne consiste pas à dénier à l'Eglise une expression dans l'espace public mais à lui refuser une maîtrise de cet espace. Lors du débat sur la pilule abortive, Monseigneur Lustiger s'était étonné du fait que le Parlement puisse adopter le principe de la délivrance par la sécurité sociale de la « pilule du lendemain ». L'Eglise peut revendiquer son droit d'exprimer publiquement, au sein du débat démocratique, son hostilité à ce principe. Mais elle ne peut pas revendiquer le fait de devenir un acteur privilégié, spécifiquement consulté par l'Etat lors d'un processus d'élaboration législative. Cette hypothèse signifierait que le droit de regard des Eglises sur la loi commune serait restauré, ce qui risquerait d'entraîner leur revendication de maîtrise sur l'espace public. Je soumets donc à votre jugement cette nécessaire distinction entre « expression libre dans l'espace public », que la laïcité permet, et « emprise sur l'espace public », que la laïcité ne peut pas accorder pour des raisons de liberté éthique. Ainsi, l'interruption volontaire de grossesse relève du libre choix de chaque être humain, dans une émancipation laïque du droit. Par rapport au problème de définition de la dignité de l'être humain, je pense qu'il ne faut pas conclure que la neutralité de l'espace public laïc serait un relativisme. L'idéal laïque est si peu relativiste qu'il milite pour la liberté de conscience associée à l'égalité de traitement des options spirituelles et à l'universalité de la loi commune, qui ne sont pas des valeurs relativistes. L'espace public n'est pas neutre au sens où il serait dépourvu de toute valeur fondatrice. En revanche, il l'est au sens où il ne privilégie pas l'athéisme à la religion. Là réside la condition de possibilité pour l'espace public d'être également accueillant à tous.

Michel WINOCK

Au cours de mon exposé, j'ai insisté sur le caractère exceptionnel et français, historiquement parlant, de la laïcité. Monsieur Pena-Ruiz a plutôt affirmé, à juste titre, son caractère universalisable. L'exemple des pays étrangers prouve d'ailleurs la chance que la France a de détenir cette tradition laïque depuis plus d'un siècle. Ainsi, en Allemagne, l'absence de législation centrale entraîne une multiplicité de conflits liés à la religion : la présence des crucifix au sein des écoles en Bavière catholique a provoqué des procès de parents d'élèves ; la question du foulard islamique porté par les élèves, mais également par les professeurs, s'est également posée. Au Québec, l'éducation catholique est obligatoire au sein de l'instruction publique. Lors d'un colloque, des professeurs québécois ont ainsi déclaré qu'ils enseignaient les principes religieux bien qu'étant athées eux-mêmes. En France, nous avons la chance de pouvoir éviter ce type de paradoxe. Certes, la laïcité est universalisable, mais chaque nation a sa propre histoire et sa tradition. Si toute société tend vers la sécularisation, il existe plusieurs façons d'accompagner ce mouvement. Je ne crois donc pas que le modèle français doive être imposé à l'étranger et notamment en Europe.

Par ailleurs, j'ai été choqué par quelques formules de l'exposé du père Yves Combeau. Vous avez parlé de « vivre pleinement nos différences ». Mais jusqu'à quel point ? Une communauté politique vit sur la base de valeurs communes, mais il existe une hiérarchie des appartenances qui dépend du lieu d'où l'on parle. J'accepte que chacun estime que sa propre croyance soit le principe le plus important pour soi. Mais au sein de l'espace public, et notamment à l'école, une autre hiérarchie d'appartenance prévaut, celle de la communauté des citoyens. Une nation n'est pas une mosaïque de différences. Ces dernières doivent rester d'ordre privé. Au Canada, le débat sur les différences est tel que les tribunaux se posent sans cesse la question de savoir si tel prévenu peut ou pas bénéficier d'une coutume appartenant à ses origines. En conséquence, le Canada est le théâtre d'une tendance qui consiste à opposer à la loi générale une loi particulière. L'affirmation exacerbée d'une différence risque d'aboutir à la négation de tout autre lien. Qu'est-ce qui fait l'unité de la nation sinon ce recul sur soi-même évoqué par Henri Pena-Ruiz ? Tout le génie de la laïcité consiste à faire vivre ensemble ces différences, pourvu qu'elles se soucient de l'unité commune.

Père Yves COMBEAU

A la question : « jusqu'à quel point vivre pleinement nos différences ? », je répondrai : « jusqu'aux limites du tolérable au sein d'une société civilisée ». Selon moi, notre liberté s'arrête là où commence celle des autres, y compris en matière d'expression de notre foi. Les valeurs les plus stables de la République sont celles qui lui permettent d'exister : respect de l'autre, écoute, tolérance, honnêteté, respect de la propriété, etc. Mais si ces valeurs ne sont pas défendues, la République n'existe plus. En tant que chrétien, je pourrais également donner une définition positive des valeurs qui motivent notre vivre ensemble. Je cherche la Vérité et la foi m'indique le chemin à suivre pour y parvenir. Je posséderai cette Vérité lorsque, après ma mort, je ferai face à Dieu. Je pense que les athées, agnostiques, musulmans ou tous autres individus recherchent également la Vérité et je crois que, par l'opération de l'Esprit Saint, nos chemins convergeront ultimement. C'est parce que je considère l'autre comme un chercheur authentique de Vérité, comme je le suis moi-même, que nous pouvons dialoguer. A l'autre, j'accorde la dignité d'être sur le même chemin que moi. A moi, je m'impose la modestie de n'être qu'en chemin. C'est l'un des fondements de la démarche chrétienne.

Débat avec la salle

De la salle

En dépit du fait que la loi de 1905 remonte à plus d'un siècle, l'Eglise catholique est encore intimement mêlée à la vie de l'Etat français, notamment dans l'éducation, où par exemple, les cantines servent du poisson le vendredi. Cette imprégnation continue à nous rappeler que la France fut la fille aînée de l'Eglise catholique. Je considère que cette situation constitue une atteinte au principe de laïcité.

Michel WINOCK

La séparation des Eglises et de l'Etat n'a effectivement jamais été totale. Vous regrettez le fait que les cantines servent du poisson le vendredi, mais il faut bien qu'il y ait un jour où les élèves mangent du poisson, pourquoi pas le vendredi puisque c'est la tradition ? Je ne crois pas que l'attitude laïque consiste à éradiquer l'histoire, les coutumes et le passé.

En tant qu'historien, je sais à quel point nous sommes tributaires de l'Histoire. En 1789, s'est développée une tendance de la page blanche, qui souhaitait faire table rase du passé et réécrire les articles de la nouvelle société. Cette attitude est une sottise existentielle : nous dépendons du passé et de notre histoire. Nous pouvons la modifier dans un sens : la laïcité a ainsi marqué une rupture historique en mettant fin à l'hégémonie de la religion catholique sur l'ensemble de la société. Ne soyons pas sectaires au point de réfuter toute trace de la religion dans nos institutions et dans nos vies ! Charles Péguy disait que nous sommes tributaires de deux Frances : la France chrétienne et la France laïque. Les deux cultures auxquelles j'ai fait référence dans mon exposé ne sont pas forcément antagonistes. Les républicains les plus conscients ne peuvent pas rayer d'un trait quinze siècles de chrétienté.

Henri PENA-RUIZ

Je suis entièrement d'accord avec Michel Winock : il n'appartient à aucune loi de réécrire l'histoire. En revanche, il ne faudrait pas que le maintien de ce qui existait auparavant fasse jurisprudence au point de bafouer la laïcité. En 1905, le législateur a souhaité délier l'Eglise et l'Etat. Il stipule donc, dans des articles qui n'ont jamais été amendés : « La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes » – article 1 ; « La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte » – article 2. A compter de la date d'application de la loi – le 1^{er} janvier 1906 – toute construction d'édifices religieux fut exclusivement à la charge des fidèles. Edouard Herriot fit une exception à ce principe en faisant construire la grande mosquée de Paris. Dans un Etat de droit, aucune loi n'étant rétroactive, les 34 750 églises et cathédrales construites au cours des siècles précédents, propriété de l'Etat depuis le 2 décembre 1798, sont restées à la disposition des fidèles. Ceci étant, la différence entre culturel et cultuel doit rester nette : le culturel est d'intérêt général, le cultuel est d'intérêt particulier. Ceux qui cherchent aujourd'hui à brouiller cette frontière remettent en cause l'esprit de la loi laïque.

Jack Lang avait cru devoir financer la construction d'un musée d'art sacré à Evry. Les fonds qu'il a versés ont en fait servi à la construction de la cathédrale d'Evry, qui est aujourd'hui un édifice privé appartenant à l'Episcopat. Il s'est produit un glissement entre l'intérêt général et l'intérêt particulier. Mais cet exemple ne doit pas faire jurisprudence et soutenir la réintroduction de financements publics pour la construction de lieux de culte.

Le rôle de la République est de produire l'intérêt général en faveur de tous les hommes et de favoriser la jouissance des droits sociaux, notamment pour les immigrés. Les hommes sont en droit d'attendre de la République qu'elle leur fournisse la plénitude de l'égalité. L'Etat doit donc affecter en priorité l'argent public, dont la collecte est universelle, à un but universel. La construction d'un lieu de culte n'est pas un objet universel. Ce faisant, la République doit se soucier de rendre accessible à tous ceux qui le souhaitent la contribution volontaire au financement des lieux de culte. Toute discrimination foncière entraînant le refus d'une municipalité de vendre un terrain destiné à la construction d'un lieu de culte est intolérable et doit être combattue. En revanche, l'Etat n'a pas à financer la construction de lieux de culte. Il a à assurer à tous les hommes la possibilité de vivre leur spiritualité. Parallèlement, les soins gratuits, l'éducation obligatoire, un logement décent, un travail accessible doivent être les priorités d'un Etat républicain.

De la salle

L'exposé du père Combeau nous a montré la confusion qui règne au sein de l'Eglise française et dans le catholicisme en général. Monsieur Pena-Ruiz nous a parlé d'une manière très émouvante de la liberté humaine. Mais tout cela était bien abstrait. Michel Winock est le seul à avoir employé le terme de « nation », terme qui me semble fondamental et problématique. Qui garantira la laïcité, pour laquelle il faut absolument se battre ? Est-ce la nation dont il nous est dit chaque jour qu'elle disparaît ? Est-ce l'Etat qui est visiblement en voie d'affaiblissement ? Ou est-ce une fédération de communautés ?

Michel WINOCK

Ce serait, à mes yeux, un désastre si la garantie de cette laïcité était confiée à une mosaïque ou une fédération de communautés. Notre nation est fondée sur un principe politique et non pas sur un principe ethnique ou religieux. Nous sommes Français parce que nous voulons l'être. C'est ce que Renan appelait le « plébiscite permanent ». Ce « vouloir vivre ensemble » est de plus en plus difficile car menacé par les communautarismes, la mondialisation, la médiatisation à outrance, etc... Je pense que notre système éducatif n'est plus à même d'enseigner ce qui fait notre appartenance commune, c'est-à-dire le civisme. Face à tous ces dangers, la laïcité constitue indiscutablement une de nos armes.

Jean-Claude GUIBAL

Je dirais, par provocation, que la mondialisation est ce qui peut redonner de la cohésion et de la force à la nation. Les hommes ne réagissent que sous la menace et la menace de la dissolution peut les conduire à prendre conscience de leur identité et de leur solidarité nationale.

De la salle

La distinction entre le fait que la République arbitre les actes, mais pas les croyances mérite réflexion. Une croyance n'existe pas indépendamment des actes et des attitudes qui l'accompagnent. La séparation entre les actes et la croyance peut être vécue comme une violence symbolique à laquelle l'individu réagit par une violence physique.

Père Yves COMBEAU

Effectivement, la majorité des convictions religieuses supposent des actes et des conduites qui peuvent s'étendre, dans certains cas, de l'espace privé à l'espace public. Il existe donc forcément

un risque de conflit. Je pense que la loi, telle qu'elle existe, est un bon mode de régulation du conflit, même si elle ne l'évacue pas.

Henri PENA-RUIZ

Que la République ne reconnaisse aucun culte ne signifie pas qu'elle les méconnaît. Les cultes ne sont plus reconnus comme étant d'intérêt public. La religion est donc reconduite à la sphère privée, ce qui implique la liberté collective de s'organiser entre tenants d'une même foi.

Vous dites, à juste titre, que les actes sont le prolongement des croyances. Mais il faut bien organiser la coexistence des libertés. La distinction acte/croyance est assez simple à établir. Quand un acte engage autrui, il est légitime que la loi commune exerce son droit de regard. Je le prouverai par plusieurs exemples.

Je peux croire et manifester en public ma croyance selon laquelle l'interruption volontaire de grossesse est inacceptable du point de vue de ma foi. En revanche, je n'ai pas le droit de constituer un commando pour arracher la perfusion d'une femme qui vient d'avorter dans un hôpital. Ces commandos sont passibles de la loi en France. La croyance du chrétien qui agit ainsi se traduit par un acte qui met en cause la liberté d'autrui.

En France, la mutilation des corps est illégale. Dès lors, l'excision du clitoris ne saurait se justifier d'une exception culturelle pour se prétendre acceptable alors qu'il s'agit d'une mutilation sexuelle et physique. La jeune Malienne Mariatou Koita, qui a dénoncé l'excision dont elle a été victime, a été mise au ban de sa communauté. De la justification de l'excision à l'acte de mutilation, il y a un pas qui mène à l'ordre juridique et la République a raison d'intervenir en interdisant l'excision du clitoris.

Un témoin de Jéhovah a le droit de croire en la pureté du sang mais il n'a pas le droit de disposer de la mort de son enfant en lui refusant une transfusion sanguine qui pourrait le sauver. Un être humain ne peut être privé de sa vie au nom de la plénitude de la croyance.

De la salle

N'assistons-nous pas, depuis quelques dizaines d'années, à l'impuissance de la laïcité ? Aujourd'hui, les jeunes de six à quinze ans ignorent toute tradition religieuse. Ils sont formatés par l'hédonisme, la violence télévisuelle et le consumérisme. Que peut donc leur proposer la laïcité ? Les jeunes issus d'autres civilisations considèrent qu'il n'y a plus de repères dans notre pays. N'y a-t-il pas un problème dans la mesure où la religion, hormis en Europe, est un facteur d'identité nationale ? Que peuvent faire les laïcs face à une exigence universelle dont ils sont privés ?

J'ajouterai une précision sur la question du marxisme et de l'athéisme officiel. Du temps de Lénine, la version officielle considérait que la religion appartenait à la sphère privée.

Michel WINOCK

Nous avons tous le sentiment de vivre un tournant dans l'histoire de notre civilisation. Vos questions expriment une certaine mélancolie et illustrent notre impuissance devant le cours des événements. L'actualité dramatique à laquelle nous assistons dans les banlieues témoigne de cette déliquescence de notre société. Nous sommes tentés par un pessimisme auquel nous devons répondre par une volonté collective.

Quand j'étais jeune, je détestais les personnages historiques. Maintenant, plus je regarde le cours de l'histoire et plus je constate qu'à chaque grand tournant des civilisations se sont dressées des personnalités. Or, aujourd'hui, je crois que nous souffrons d'un déficit de grandes personnalités.

J'adhère à votre inquiétude car j'ai moi-même le sentiment que nous vivons actuellement une crise de civilisation.

Henri PENA-RUIZ

Effectivement, le marxisme ne promeut pas un athéisme officiel, mais assigne la religion à la sphère privée. C'est la dérive stalinienne qui a construit cet athéisme officiel, abandonné lors de la grande guerre patriotique.

Lorsque j'enseigne le mythe de Prométhée à mes élèves de khâgne, certains semblent découvrir cette mythologie fondatrice de l'aventure technique de la culture humaine. La laïcité n'est pas responsable de l'ignorance dont vous faites état. Elle est la résultante d'un pédagogisme qui a chassé les humanités classiques de l'enseignement sous prétexte de modernité. Je crois qu'il est temps de réhabiliter la connaissance de ce patrimoine symbolique, mythique et religieux.

Je crois que nous souffrons d'un déficit symbolique de la République. L'homme aime à retrouver dans l'élément sensible ce qu'il a d'abord compris avec son intelligence. Il nous manque parfois des relais sensibles de la compréhension intelligible des principes qui nous font vivre ensemble. Il y a des affects positifs de la raison humaine, que Descartes désignait comme des « *émotions intérieures de l'âme* ». Il faudrait sans doute creuser du côté d'une symbolique républicaine et d'un rappel de ce qu'elle fait vibrer dans l'ordre sensible à partir de la compréhension intelligible, afin d'éviter toute illusion lyrique ou dérive irrationaliste.

Père Yves COMBEAU

Messieurs Winock, Pena-Ruiz et moi-même sommes des enfants de l'école républicaine et fiers de l'être. Elle nous a appris à travailler et nous a permis de produire ce que nous n'aurions jamais produit sans fournir les efforts qu'elle a réclamés de nous, elle nous a imposé des obstacles et nous a aidé à les dépasser. L'école républicaine nous a éduqués. Or, l'enfant n'est pas éduqué lorsqu'il est indéfiniment invité à se contempler lui-même, dissolu dans la communauté médiatique. L'enfant est éduqué par le travail, l'effort et l'apprentissage.

Un des grands problèmes de civilisation que nous vivons actuellement est que les termes d'« effort », d'« exigence » et de « travail » sont devenus irrecevables au sein de l'école républicaine actuelle. Il n'est qu'à voir le tollé que provoque la prononciation du mot « sélection » concernant les premières années de l'Université. Je crois que la solution consiste à re-proposer à l'école et aux jeunes ce travail, qui constitue fondamentalement un dépassement de soi. Les garçons et les filles éduqués selon ces principes seront non seulement plus intelligents, mais aussi plus forts, plus sociables et plus à même de devenir des acteurs de la société. Je ne vois pas d'autre moyen de devenir un citoyen qu'en faisant des efforts sur soi. Il est dans la nature de l'homme de trouver du bonheur dans le dépassement de soi. C'est un moyen de faire avancer et grandir collectivement les jeunes et nous devrions lutter pour le remettre à l'honneur. J'ajouterai que ces principes sont les conditions de possibilité de la recherche de la Vérité et constituent le socle de nos valeurs communes.

Nous, chrétiens ou républicains, pourrions trouver dans le dépassement de soi, le travail et l'exigence personnelle un lieu tangible pour fonder les valeurs de notre vivre ensemble.

Jean-Claude GUIBAL

Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre participation et de vos interventions.